

PRÉSIDENTIE

"Un confinement volontaire" de 5 jours pour Tebboune

P. 24

INCIDENT DE L'ENSEIGNANTE À ORAN

Le Premier ministre exprime son rejet de "l'humiliation de l'enseignant"

P. 4

EDUCATION NATIONALE

Le calendrier des compositions fixé en deux phases

P. 24

JOURNÉE NATIONALE DE LA PRESSE

Du rôle et de la responsabilité du journaliste

Instituée depuis 2013, la journée nationale de la presse a été célébrée ce 22 octobre, dans un contexte particulier marqué par une forte recrudescence de la pandémie du covid-19, au moment où le pays vit au rythme de la campagne référendaire pour le scrutin populaire de révision de la Constitution prévu le 1^{er} novembre prochain. Une occasion pour Tebboune de saluer "le professionnalisme des journalistes" et pour Djerad de mettre l'accent sur l'apport du nouveau projet de Constitution à la liberté d'expression du journaliste, là où Belhimer voit "des garanties en faveur de la scène médiatique"

P.p 3-24

Dknews



CAMPAGNE RÉFÉRENDAIRE

Les animateurs appellent à une forte mobilisation

P. 3

CRÉDIT POPULAIRE D'ALGÉRIE

Lancement inaugural de la finance islamique

P. 4

PANDÉMIE DE COVID-19 DANS LE MONDE

AU MOINS 1.139.406 DÉCÈS

P. 11

SANTÉ

SENIORS L'activité physique pour rajeunir son cerveau

P.p 12-13

FOOTBALL

CLASSEMENT FIFA L'Algérie gagne cinq places, désormais 30^{ème}



P. 21

JOURNÉE NATIONALE DE LA PRESSE

Les lauréats du prix du Président de la République distingués

P. 16

JUSTICE Affaire Labidi-Djoudi : 3 mois de prison avec sursis et 50.000 DA d'amende

P. 2

SKIKDA

Déraillement d'un wagon de train chargé de phosphate



L'un des 15 wagons d'un train transportant le phosphate a déraillé vendredi, au lieu dit "Pont des cavaliers" (Jisr El Foursane) dans la commune de Ramdane Djamel (Sud de Skikda), a-t-on appris, samedi, des services de la protection civile de cette wilaya.

Lors du déraillement du wagon de ce train en provenance de la wilaya de Constantine vers Annaba, aucun déversement du phosphate n'a été enregistré, a précisé la même source, ajoutant que la protection civile a mobilisé cinq équipes qui ont remis le wagon sur les rails à l'aide d'une grue acheminée de la wilaya de Constantine, une opération qui a duré plus de 12 heures.

L'opération d'intervention a été supervisée par le directeur de la protection civile de la wilaya de Skikda, le colonel Brahim Mohamadi.

DATTES

Mobilisation de plusieurs ministères pour augmenter les exportations des dattes à 500 millions de dollars

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a déclaré, vendredi, à Biskra que "la mobilisation de plusieurs départements ministériels est en mesure d'augmenter les exportations des dattes algériennes à 500 millions de dollars".

"La mobilisation des compétences des ministères du Commerce, de l'Agriculture et du développement rural, des Finances, de l'Industrie ainsi que les agriculteurs et les exportateurs dans le cadre d'une équipe est en mesure d'augmenter les exportations de dattes algériennes à 500 millions de dollars (USD)", a précisé le ministre au cours de son inspection du laboratoire de contrôle de la qualité, au chef lieu de wilaya.

M. Rezig a, dans ce sens, rappelé qu'actuellement "l'exportation des dattes ne dépasse pas 40 millions de dollars (USD)", précisant que "cette valeur ne reflète pas le volume de production de dattes en Algérie".

Pour rappel, la direction de services agricoles de la wilaya de Biskra prévoit, au titre de l'actuelle saison agricole, une production de 4,8 millions de quintaux de dattes dont 3,5 millions de qx de Deglet Nour de qualité supérieure.

GHARDAIA

2 morts dans un accident de la circulation au sud d'El-Menea

Deux personnes ont trouvé la mort dans un accident de la route survenu vendredi sur la RN-1, au Sud d'El-Menea (Ghardaia), a-t-on appris auprès de la Protection civile (PC).

L'accident s'est produit à 120 km au sud d'El-Menea en allant vers In Salah (Tamanrasset), lorsqu'un véhicule touristique est entré en collision avec un camion semi-remorque circulant dans le sens opposé, causant la mort sur place des deux passagers (20 et 23 ans) du véhicule touristique, a-t-on précisé.

Les corps des deux victimes de sexe masculin ont été évacués par les éléments de la Protection civile vers la morgue de l'hôpital Mohamed Chaabani à El-Menea, le plus proche du lieu de l'accident, a ajouté la source.

Les éléments de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident.

ALGÉRIE - BELGIQUE
Agrément à la nomination du nouvel ambassadeur de Belgique en Algérie

Le gouvernement algérien a donné son agrément à la nomination de M. Alain Leroy, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du royaume de Belgique auprès de la République algérienne démocratique et populaire, indique jeudi un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

ALGÉRIE - GRANDE BRETAGNE
Agrément à la nomination du nouvel ambassadeur du Royaume-Uni en Algérie

Le gouvernement algérien a donné son agrément à la nomination de Mme Sharon Wardle, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de la République algérienne démocratique et populaire, indique jeudi un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

MOSTAGANEM
Découverte d'un cadavre au large de la plage de Khadra

Le corps d'une personne non identifiée a été découvert jeudi au large de la plage de Khadra à l'Est de Mostaganem, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya de la protection civile.

Les éléments de la protection civile sont intervenus jeudi matin pour repêcher le corps sans vie d'une personne de sexe masculin qui flottait à la surface à 1 mile marin (1,8 km) au nord de la plage de Kadous, dans la commune de Khadra (75 km à l'est de Mostaganem), a-t-on indiqué. Les unités intervenantes ont transféré le cadavre, qui était à un stade de décomposition très avancé, à la morgue de l'établissement hospitalier de la daïra de Achâacha, a-t-on fait savoir.

TRANSPORT MARITIME
Ligne maritime de fret roulant Alger-Marseille : la 1^{ère} traversée prévue le 2 novembre (ENTMV)

L'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV, Algérie-Ferries) a annoncé jeudi que la première traversée de la ligne maritime régulière reliant les ports d'Alger et de Marseille, dédiée au transport du fret roulant, est programmée pour le 2 novembre prochain au départ et le 3 novembre au retour.

"L'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs prie les opérateurs et particuliers intéressés par le transport maritime du fret roulant (remorques et véhicules), pour le départ du port d'Alger vers le port de Marseille prévue le 2 novembre prochain et le retour le 3 novembre de contacter par téléphone ou par mail les services de l'ENTMV, Algérie-Ferries", a précisé la même source dans un communiqué. Il s'agit de la Direction centrale commerciale pour l'Algérie et la Délégation régionale au niveau de Marseille (France), selon la même source qui invite les concernés à consulter son site web (www.algerie-ferries.dz).

Pour rappel, l'ENTMV avait indiqué fin septembre qu'elle comptait se lancer prochainement dans le transport maritime de fret roulant, et ce, à travers deux lignes reliant l'Algérie, respectivement, à la France et l'Espagne.

CHLEF
Repêchage du corps d'un enfant mort noyé dans un plan d'eau à Chettia

Les services de la Protection civile de Chlef ont repêché jeudi le corps d'un enfant mort noyé dans un plan d'eau destiné à l'irrigation agricole, dans la commune de Chettia (7 km au nord de Chlef), indique un communiqué de ce corps constitué. L'unité de la Protection civile de Chettia, qui a reçu un appel au secours d'un citoyen signalant que son fils de 6 ans s'est noyé dans un plan d'eau destiné à l'irrigation agricole, au lieu dit "Boukaâta Sahraoui" dans cette commune (Chettia), est intervenue vers 12h30 pour le repêchage du corps de l'enfant mort noyé, précise le document. La dépouille de l'enfant a été transférée vers la morgue de l'établissement public hospitalier de Chettia, tandis qu'une enquête a été ouverte par les services sécuritaires compétents pour déterminer les circonstances exactes de cet incident, a-t-on ajouté de même source.

JUSTICE
Affaire Labidi-Djoudi: 3 mois de prison avec sursis et 50.000 DA d'amende

Le Tribunal d'El Harrach a condamné jeudi le porte-parole du Parti des Travailleurs (PT), Djelloul Djoudi, à une peine de 3 mois de prison avec sursis, assortie d'une amende de 50.000 DA, dans l'affaire de diffamation l'opposant à l'ancienne ministre de la Culture, Nadia Labidi, a-t-on appris de source judiciaire.

Dans une interview, parue le 8 mai 2019 dans le quotidien Liberté, le mis en cause avait accusé la plaignante de "conflits d'intérêts" dans sa gestion du ministère de la Culture, reprenant à son compte l'accusation publique de la Secrétaire Générale du PT, Louisa Hanoune, à l'encontre de Mme Labidi. Une plainte pour "diffamation" a, par la suite, été déposée par cette dernière à l'encontre de M. Djoudi, le 8 octobre 2019.

Une autre action en justice, pour le même objet, a également été intentée, le 7 mai 2015, à l'encontre de Mme Hanoune par l'ancienne ministre qui a réactivé, le 5 mai 2019, la même plainte. Celle-ci est en cours d'instruction.

CAMPAGNE RÉFÉRENDAIRE

L'hommage rendu aux journalistes par le président Tebboune largement repris par la presse nationale

L'hommage rendu aux journalistes, par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, notamment leur "professionnalisme" dans la couverture des différentes étapes du scrutin référendaire sur le projet d'amendement de la Constitution du 1er novembre, a été largement rapporté par la presse nationale de samedi.

Le quotidien El Moudjahid relève que le chef de l'Etat, dans un message à l'occasion de la journée nationale de la liberté de la presse, "a pris acte du professionnalisme des journalistes qui ont manifesté l'étendue de leur implication lors de la préparation du référendum sur la révision constitutionnelle pour tenir informé la population à propos des différentes étapes de ce scrutin décisif".

"Cette mobilisation, que l'on peut qualifier d'haute-patriotisme, constitue la réponse la plus appropriée aux médias de certains pays, qui ne s'embarrassent aucunement de l'éthique professionnelle, oubliant leurs grands discours sur la liberté de la presse et les droits de l'homme, pour tenter de stigmatiser l'Algérie à coup de fake-news", ajoute le journal. Horizons rapporte également l'hommage rendu par le chef de l'Etat à la famille de la presse, dans lequel il a salué "haute-patriotisme et professionnalisme des journalistes quant à l'accompagnement du processus de préparation du référendum de la révision constitutionnelle", tout en notant que le projet d'amendement de la Constitution "garantit la liberté de la presse sous toutes ses formes". Dans le même sens, le Jour d'Algérie relève que le chef de l'Etat, après avoir rendu hommage à la famille de la presse pour son professionnalisme dans la couverture de cette échéance, indique avoir "perçu, avec grande satisfaction, la qualité et la crédibilité du service offert par les médias algériens, à travers l'utilisation des sites électroniques et des réseaux sociaux



pour la diffusion de l'information en temps réel, la célérité dans la diffusion et le partage ainsi qu'une interaction immédiate avec le thème du référendum". Le journal Al-Khabar a, également, abordé le contenu du message du président de la République, où il souligne "les engagements de Tebboune lors de la Journée nationale de la presse", mettant en lumière les éléments les plus importants de ce message, en particulier ce qui est lié au processus de préparation du référendum. La Nouvelle République note, de son côté, que le Président Tebboune a réitéré son "engagement" à garantir la liberté de la presse et d'expression et rappelle que parmi les principales garanties contenues dans le projet de révision de la Constitution, "il y a lieu de citer la non-soumission du délit de presse aux sanctions privatives de liberté et la non-suspension d'une activité journalistique, quels que soient les moyens de sa diffusion ou publication, sans

décision de justice". Sous le titre, "Tebboune réitére l'engagement de l'Etat", le quotidien Liberté relève l'engagement du chef de l'Etat "à assurer l'appui et les garanties professionnelles nécessaires pour promouvoir la performance de toute la presse, sans exclusive". Le journal El Massa met en avant, quant à lui, l'hommage rendu par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, à la famille de la presse, dans lequel il a fait part de son souhait de voir le projet d'amendement de la Constitution aboutir à "une presse libre qui permettra aux journalistes professionnels de développer leurs points de vue et leurs analyses dans le respect de la déontologie de la profession", ainsi qu'à l'émergence d'une presse "contre-pouvoir". D'autres journaux ont mis l'accent sur les activités des partis politiques, organisations nationales et représentants du gouvernement relatives à la campagne référendaire sur le projet d'amendement de la Constitution et

qui ont investi le terrain pour expliquer le contenu du projet. "La nouvelle constitution rétablit la prise de décision pour les jeunes et la société civile", titre le journal El Massa, qui indique que les animateurs de la campagne référendaire "ont concentré leurs interventions, ce week-end, sur la place particulière que le projet d'amendement de la Constitution attribue à la jeunesse et au mouvement associatif en leur permettant de participer à la prise de décision et d'influencer la politique publique de l'Etat". Le quotidien Echaab note qu'à quelques jours du référendum, les représentants de formations politiques et du mouvement associatif ont multiplié leurs sorties sur le terrain pour expliquer l'importance d'aller voter et souligner qu'un "oui" permettra d'édifier un Etat de droit et de poursuivre les réformes engagées. L'Expression relève que les animateurs de la campagne référendaire "ont barrages aux appels de la division", estimant que le rôle des partis politiques, de la société civile et des personnalités politiques consiste "à expliquer et à analyser le projet d'amendement de la Constitution". "Entre appels à un vote massif et appels à éviter la discorde et les tentatives de manipulation, les animateurs de la campagne référendaire ont axé leurs interventions aux 15e et 16e jour, sur l'importance d'expliquer la portée de ce rendez-vous électoral, en détaillant les articles de la révision constitutionnelle, en vue de donner aux citoyens les arguments pour se dresser contre les appels à juger le document".

Les animateurs de la campagne référendaire appellent à une forte mobilisation (SYNTHESE)

Les animateurs de la campagne référendaire sur le projet d'amendement de la Constitution, ont mis l'accent, vendredi au 17ème jour de cette campagne, sur l'importance d'une forte mobilisation des citoyens pour voter en faveur de la nouvelle Constitution le 1er novembre prochain en vue de permettre l'édification de l'Algérie nouvelle.

Ainsi, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmechi, a affirmé à M'Sila que le vote en faveur du projet de l'amendement constitutionnel constitue "un pas vers l'immersion du pays". Il a rappelé, à cet égard, que l'Algérie a engagé un processus de réformes visant à "maintenir la stabilité, à commencer par l'organisation de l'élection présidentielle, et maintenant le référendum sur le projet de révision de la Constitution qui s'inscrit dans le cadre des réformes décidées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune qui avait promis une révision de la Loi fondamentale du pays durant la première année de son mandat présidentiel". Pour le ministre, le projet de révision de la Constitution "constitue un nouveau départ vers l'édification de l'Algérie nouvelle", et "le vote en faveur de ce projet contribuera au renforcement de la sécurité et de la stabilité".

Pour sa part, le médiateur de la République, Karim Younes, a souligné à Constantine que le projet de l'amendement constitutionnel allait ouvrir "des perspectives prometteuses dans l'édification de l'Algérie nouvelle". "Ce projet permettra à l'Algérie d'ouvrir une nouvelle page sur la voie de l'édification et consacre la souveraineté et la volonté du peuple dans le cadre de l'égalité et de la

justice loin des dépassements et de toute forme de corruption", a-t-il fait valoir, en exprimant le souhait de "voir le citoyen assumer son rôle et d'aller voter pour ce document, initiateur de changements et en mesure de répondre à ses préoccupations".

Dans le même sillage, le président du parti El-Karama par intérim, Mohamed Daoui, a souligné à Relizane, que le projet d'amendement de la Constitution est "une étape importante dans l'histoire de l'Algérie et constitue une rupture avec les pratiques du passé". Il a ajouté que ce rendez-vous constitue une "nouvelle étape" pour une "Algérie nouvelle", faisant du peuple "le décideur de la Constitution de son pays, et la consécration de la volonté populaire au changement", invitant les citoyens à participer en force à ce référendum et à l'édification de l'Algérie nouvelle que "tous les Algériens attendent".

Pour sa part, le président du Front national des libertés (FNL), Mohamed Zerrouki, a soutenu depuis Oran que le projet d'amendement de la Loi fondamentale est une occasion pour "remettre le pays sur les rails du développement, car il offre les moyens juridiques nécessaires pour régler les problèmes de l'Algérie et des algériens".

Pour réaliser le changement, a-t-il affirmé, "l'Algérie a besoin de la force du peuple et cette force doit se manifester le 1er novembre prochain avec une forte participation au référendum et voter pour le projet d'amendement de la Constitution".

Dans le même sillage, le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Abou El Fadhl Baadji, a indiqué depuis

M'Sila que le projet d'amendement de la Constitution "a besoin d'un soutien populaire", précisant que pour son parti, "il s'agit d'une Constitution consensuelle dès lors que les amendements introduits tiennent compte de la plupart des propositions émises par la classe politique". Il a fait savoir, à ce propos, que son appel à voter en faveur de la nouvelle Constitution découlait de plusieurs convictions, notamment le fait que le texte incarne voire consacre la souveraineté populaire comme unique source du pouvoir ainsi que l'alternance au pouvoir. Le président du Front national pour la justice sociale (FNJS), Khelif Redouane, a relevé depuis Saïda, que le projet d'amendement de la Constitution comprend dans ses textes "deux dimensions, politique et sociale, consacrant l'unité du peuple algérien", en mettant l'accent sur l'importance de participer au référendum du 1er novembre. Il a ajouté que le projet d'amendement de la Constitution "comprend de nouveaux articles venus satisfaire les revendications du Hirak populaire, à travers la concrétisation de l'édification d'une Algérie nouvelle et forte". Le vice-président du mouvement El Bina national, Ahmed Dane, a quant à lui, appelé, lors d'un meeting à Alger, le peuple à voter "massivement" au référendum du 1er novembre pour "le parachèvement du processus de réformes engagées dans le cadre de l'édification de l'Algérie nouvelle".

Il a souligné, dans le même cadre, que la nouvelle Constitution "tend à préserver et à protéger l'identité et les constantes nationales, consacrer l'indépendance de la justice et garantir les droits et libertés".

Chanegriha : le peuple algérien fera entendre sa voix souveraine le 1er novembre prochain (MDN)

Le général de corps d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a fait part jeudi de la conviction de l'ANP que le peuple algérien participera en masse le 1er novembre prochain au référendum sur l'amendement de la Constitution et fera entendre sa voix souveraine, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Nous sommes entièrement convaincus que ce peuple fier sortira en masse le 1er novembre prochain, pour participer au référendum sur le projet de révision de la Constitution et faire entendre sa voix souveraine concernant les amendements proposés, avant tout ainsi les desseins de tous ceux qui guettent la sécurité et la stabilité de notre chère Algérie", a déclaré le général de corps d'armée dans une allocution prononcée lors d'une réunion d'orientation tenue à l'occasion de sa visite de travail et d'inspection au siège du Commandement des Forces terrestres.

Évoquant la commémoration de l'anniversaire du déclenchement de la Glorieuse Révolution du 1er Novembre, le chef d'état-major de l'ANP a souligné que "se rappeler des sacrifices et des exploits de ceux qui ont offert à l'Algérie la fierté de l'indépendance et ont illuminé sa voie avec l'aube de la souveraineté nationale est un devoir national qui s'impose à toutes les franges de la société algérienne à travers tout le pays".

"Un devoir qui insuffle en nous la fierté, voire l'honneur d'appartenir à ce peuple, lequel est connu pour ces positions constantes, sages et pertinentes, qu'il adopte en temps opportun et les affiche clairement, en particulier dans les moments d'adversité. Des positions qui soutiennent la patrie, dans un élan sincère qui émerge avec spontanéité et s'exprime avec dévouement, franchise et bravoure", a-t-il ajouté.

Le général de corps d'armée Saïd Chanegriha a noté ensuite qu'il était "clair que la mémoire collective de notre société a prouvé, à travers les pages de l'histoire nationale riches de ses repères radieux, que le peuple algérien a de tout temps fait cap vers ce qui est judicieux et correct".

À l'entame de sa visite et après la cérémonie d'accueil, le général de corps d'armée Saïd Chanegriha a observé, à l'entrée du siège du Commandement, en compagnie du général-major Amar Athamnia, commandant des Forces terrestres, un moment de recueillement à la mémoire du Chahid Didouche Mourad, dont le siège du Commandement des Forces terrestres porte le nom, et a déposé une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative, avant de réciter la Fatiha à sa mémoire et à celle des valeureux Chouhada.

Par la suite, le chef d'état-major de l'ANP a présidé une réunion de travail en présence des chefs de Divisions et des cadres des Forces terrestres, au cours de laquelle il a suivi un exposé global présenté par le commandant des Forces terrestres sur l'état d'exécution du plan de développement des Forces terrestres ainsi que sur les "dispositions et mesures visant à faire réussir le programme de préparation des Forces au titre de l'année 2020-2021".

En cette occasion, le général de corps d'armée a donné un ensemble d'instructions et d'orientations rappelant la "nécessité de veiller à poursuivre la préparation au combat des unités et des personnels et promouvoir la performance opérationnelle du corps de bataille terrestre au niveau escompté, pour s'adapter ainsi aux défis de protection de nos frontières nationales et assurer, par la même, la sécurité et la stabilité à travers tout le territoire national".

La visite du général de corps d'armée Saïd Chanegriha au siège du Commandement des Forces terrestres s'inscrit dans la dynamique des visites d'inspection aux différentes Forces et Régions militaires, et parallèlement au lancement du programme de préparation au combat au titre de l'année 2020-2021, précise le communiqué.

MÉDIATION DE LA RÉPUBLIQUE

Organisation "en novembre prochain" d'un séminaire national sur le rôle et les missions du Médiateur (Karim Younes)

Le Médiateur de la République, Karim Younes a indiqué vendredi à Constantine, qu'un séminaire national sur le rôle et les missions du Médiateur de la République en tant que nouveau mécanisme de régulation et d'organisation de l'Etat, sera organisé "en novembre prochain".

"Ce rendez-vous abordera le rôle et la fonction de médiation en matière de respect des droits et libertés par les administrations, les institutions de l'Etat, les Collectivités locales et toute instance assurant le Service public", a précisé Karim Younes, dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite au siège de la délégation de wilaya de l'instance qu'il supervise. Rappelant que l'instance qu'il supervise a, pour mission principale de lutter contre la bureaucratie et toutes formes d'abus, M. Younes a indiqué que "plus de 4.300 doléances soulevées par les citoyens, ont été transférées aux instances concernées pour résolution". Dans ce contexte, le Médiateur de la République a



déclaré qu'il a reçu, à ce jour près de 2.800 citoyens, assurant l'engagement de son instance à améliorer la relation entre les institutions et les administra-

tions publiques avec le citoyen à travers "le renforcement de la communication et de l'échange à l'échelle locale notamment". Le médiateur de la Répu-

blique, affirmant que son instance a intégré les technologies d'information et de communication dans la gestion de la médiation, a salué l'effort déployé par la délégation de Constantine dans ce domaine.

Le même responsable a indiqué qu'il comptait "énormément" sur les délégués locaux dans la réussite des missions dévolues à l'instance s'agissant notamment d'œuvrer à transmettre les doléances et à œuvrer à trouver des réponses aux préoccupations des citoyens.

Au cours de sa visite à Constantine, le Médiateur de la République s'est recueilli au cimetière du centre ville à la mémoire du défunt, historien et sociologue, Abdelmadjid Merdaci.

EDUCATION-INCIDENT DE L'ENSEIGNANTE À ORAN

Le Premier ministre exprime son rejet de "l'humiliation de l'enseignante"

Le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad a rejeté jeudi de manière "catégorique" l'humiliation de l'enseignante, adressant "ses remerciements" à l'institutrice Sidia Merabet qui a "dénoncé les anciennes pratiques", et a promis de renouveler le vieux mobilier des écoles au niveau national. "Je refuse catégoriquement l'humiliation d'un enseignant, qui défend l'avenir de nos en-

fants", a tweeté le Premier ministre, adressant "ses remerciements et sa reconnaissance à l'enseignante Sidia Merabet de l'école Benzerdjeb à Oran qui a dénoncé les anciennes pratiques". Il a affirmé, à ce propos, qu'il "sera procédé au renouvellement du vieux mobilier des écoles au niveau national". Les réseaux sociaux ont relayé mercredi une vidéo montrant l'enseignante

interpeller le wali d'Oran qui supervisait le coup d'envoi de la rentrée scolaire dans cette wilaya, pour lui faire part de certaines lacunes dont souffre l'école où elle exerce, à savoir l'état des tables qui, selon elle, "remonte à la période coloniale", mais devant ce fait le wali a quitté la salle, un fait qui a suscité l'émotion d'internautes et d'utilisateurs des réseaux sociaux.

M. Beldjoud exprime son rejet catégorique de toute offense envers les enseignants

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a exprimé jeudi son rejet "catégorique" de toute offense à la personne du professeur, invitant l'ensemble des responsables relevant de son secteur à éviter ce type de comportements. Interrogé par la Commission des finances et du budget à l'Assemblée populaire nationale (APN) au sujet de l'enseignante de l'école de "Ben Zardjeb" qui s'est plaint au wali d'Oran, en visite à l'occasion de la rentrée scolaire, de la situation déplorable

des locaux, M. Beldjoud a exprimé "son rejet catégorique de toute offense à la personne de l'enseignant qui défend l'avenir de nos enfants", adressant à l'enseignante "toute sa considération et ses remerciements".

En réaction aux propos de l'enseignante laquelle a affirmé que les tables de son école remontaient à "l'époque coloniale", le ministre a invité l'enseignante à continuer à "dénoncer les pratiques d'autrefois", invitant les responsables à "éviter ce type de pratiques". "J'avais évoqué ce sujet avec l'en-

semble des responsables relevant des Collectivités locales, leur rappelant que les sorties sur terrain avaient pour objectif d'inspecter et de prendre des décisions pour un changement positif. C'est pourquoi, je souhaite que ces pratiques soient abolies", a-t-il souligné.

Les tables des classes scolaires seront changées au niveau des écoles partout sur le territoire national, mais de manière progressive car "ce ne sera pas évident, vu le nombre important des établissements (+ de 19.000)", a-

t-il confié. Plus tôt dans la journée, le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad avait commenté, sur Twitter, cet incident largement relayé par les réseaux sociaux, écrivant "Je refuse catégoriquement l'humiliation de l'enseignant, alors qu'il défend l'avenir de nos enfants", adressant par la même occasion "ses remerciements et sa reconnaissance à l'enseignante". Il a affirmé, à ce propos, qu'il "sera procédé au renouvellement du vieux mobilier des écoles au niveau national".

Le wali d'Oran reçoit l'institutrice Sidia Merabet

Le wali d'Oran, Messaoud Djari a reçu jeudi l'institutrice Sidia Merabet de l'école primaire "Ben Zardjeb" suite à l'incident survenu alors qu'elle soulevait au wali, en visite mercredi à l'occasion de la rentrée scolaire, les défaillances de l'établissement scolaire, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. S'exprimant à l'issue de cette audience, Mme. Merabet a affirmé que l'école primaire où elle exerce ferait l'objet d'un intérêt particulier dans le cadre de la prise en charge des préoccupations de cet établissement, sachant que le mobilier de l'école a déjà été renouvelé dans la journée d'aujourd'hui. A travers l'expression "l'époque coloniale" utilisée dans sa revendication, l'enseignante dit n'avoir jamais eu une quelconque mauvaise intention, mais "c'était seulement une façon d'illustrer la vétusté du mobilier". La professeure d'ensei-

gnement primaire a adressé ses remerciements à tous ceux qui ont fait montre de solidarité, professeurs, associations et parents d'élèves, souhaitant voir l'école primaire et son personnel bénéficier de tout l'intérêt en faveur des élèves. A noter que le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad avait écrit, sur Twitter, à propos de cet incident, "Je refuse catégoriquement l'humiliation de l'enseignant, alors qu'il défend l'avenir de nos enfants", adressant par la même occasion "ses remerciements et sa reconnaissance à l'enseignante". Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a exprimé également son rejet "catégorique" de toute offense à la personne du professeur, invitant l'ensemble des responsables relevant de son secteur à éviter ce type de comportements.

APS

INCIDENT AU FOUR D'EL MERK M. Attar s'enquiert de l'état du champ

Le ministre de l'Energie Abdelmadjid Attar a effectué vendredi une visite de travail et d'inspection à Hassi Messaoud durant laquelle il s'est enquis de la situation du champ d'El Merk du groupement Berkine suite à l'incendie qui s'est déclenché, mercredi, au niveau du four du 2ème train du centre de traitement du champ. M. Attar, accompagné d'une délégation ministérielle et du PDG de Sonatrach, Toufik Hekkar, a eu des entretiens avec les responsables de cette infrastructure ayant subi un incendie mercredi soir au niveau du four du 2ème train du centre de traitement du champ provoquant l'arrêt de ce site de production des hydrocarbures.

Selon l'exposé présenté au ministre de l'Energie par le responsable de la sécurité, c'est grâce à la vigilance d'un opérateur qui a remarqué vers 20h17 une fumée sortante du four du train 2 suivi de jet de flammes que l'alerte a été donnée pour actionner l'arrêt d'urgence du champ. Après l'intervention des unités des pompiers et de sécurité du site ainsi que des renforts dépêchés dans le cadre de protocole d'assistance mutuelle de HBNS et d'Ourhoud, l'incendie a été maîtrisé, le feu étant éteint à 4h00 du matin.

Pour des raisons de sécurité et afin de parer à toute éventualité, les responsables du champ ont décidé d'arrêter la production, jusqu'à la réparation du four endommagé. Une équipe d'investigation multidisciplinaire composée d'experts algériens en exploitation, maintenance et instrumentation se mettra au travail à partir de dimanche 25 octobre, a fait savoir l'administrateur du site, M. Moussa Hamdani, tout en soulignant que l'origine de l'incendie n'a pas encore été identifiée. Intervenant à l'issue de la présentation des cadres de Sonatrach, M. Attar a instruit les dirigeants de la compagnie nationale des hydrocarbures à évaluer l'état du four et de ne pas procéder à son redémarrage jusqu'à sa réparation totale ou son remplacement s'il y a nécessité, a-t-il mentionné. "J'attache une grande importance à la question de la sécurité des installations. Il ne faut non plus se précipiter pour sa reprise en vue de reprendre la production" a ordonné M. Attar, précisant que l'arrêt de la production de ce site sera compensée par d'autres champs d'exploitation.

Le ministre de l'Energie a tenu à féliciter les travailleurs de Sonatrach et tous les opérateurs qui se sont mobilisés pour maîtriser et éteindre le feu, notant que grâce à cette intervention il n'a pas été enregistré de pertes humaines, et blessures, tandis que le site n'a pas subi des dégâts importants.

Tout en saluant la réactivité observée par les employés de la compagnie nationale des hydrocarbures, le ministre de l'Energie a insisté sur le rôle de la formation dans la maîtrise des risques industriels et la préservation des installations pétrolières. Il a également mis l'accent sur la nécessité d'améliorer le système d'information et d'alerte du groupe Sonatrach. Notons que le champ d'El Merk du groupement Berkine est composé de deux trains de traitement de brut et condensat d'une capacité de 63500 Barils par jour, d'un train de traitement de GPL de 30.000 Bbl/j. La capacité totale de stockage de brut est de 320.000 barils (50.000m3), alors que celle de stockage de condensat est de 24.000m3. Le site est exploité par Sonatrach en partenariat avec les compagnies étrangères Anadarko, Total et Eni, et ce depuis 2013.

EDUCATION

La Fédération des associations des parents d'élèves appelle au recrutement de nouveaux enseignants

La présidente de la Fédération nationale des associations des parents d'élèves Djamilia Khiair a appelé jeudi à partir de Tissemsilt le ministère de l'Education nationale à recruter de nouveaux enseignants "pour mieux encadrer les établissements scolaires" à l'ère du protocole sanitaire de prévention contre la pandémie du Covid-19. Dans un point de presse, animé en marge d'une cérémonie organisée en l'honneur des élèves lauréats aux examens de fin d'année scolaire dans la wilaya, Mme Khiair a souligné que "le recrutement de nouveaux instituteurs et le recours à des enseignants mis à la retraite permettront d'atténuer la tension dans les établissements scolaires." Elle a également suggéré de consacrer la journée de samedi pour donner des cours aux élèves, tous niveaux confondus, "à condition d'accorder une prime pour cela aux instituteurs concernés." La Présidente de la Fédération nationale des associations des parents d'élèves a aussi appelé le ministère de l'Education nationale à recruter des psychologues au niveau des établissements scolaires dans le but d'assurer un accompagnement psychologique aux élèves souffrant de troubles et d'anxiété suite à l'interruption des cours durant plus de sept mois à cause de la pandémie du Coronavirus. Mme Khiair a indiqué que sa fédération a accueilli avec satisfaction les résultats des examens du brevet et du baccalauréat, tout en saluant la réponse du ministère de l'Education nationale à sa demande de réduire la moyenne de réussite à ces deux examens, en tenant compte des conditions dans lesquelles les élèves se trouvaient durant la période de suspension des cours due à la covid-19. La cérémonie en l'honneur de 68 lauréats aux examens de fin d'année scolaire a été organisée au lycée "11 décembre" de Tissemsilt en présence du wali, Abbès Badaoui.

SÉTIF

Le ministre de l'Energie entame en visite de travail et d'inspection dans la wilaya

Le ministre de l'Energie, Abdelmadjid Attar a entamé, samedi, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Sétif où il supervisera l'inauguration de projets de raccordement au gaz naturel et tiendra des rencontres de proximité et un meeting populaire dans le cadre de la campagne référendaire sur l'amendement de la Constitution.

Accompagné d'une délégation ministérielle et de représentants des autorités locales, le ministre s'est rendu à la commune de Bougaa où il animera un meeting populaire au Centre culturel Rabah Bitat. Le ministre devrait également procéder à l'inauguration du projet d'extension du réseau de gaz natu-

rel dans la localité Mentanou et Bouchama en faveur de 2800 foyers et organisera une rencontre régionale avec les citoyens de cette région.

M. Attar donnera aussi le coup d'envoi de la mise en service du raccordement de 180 foyers au gaz naturel dans la zone d'ombre de Djerabaa.



RENTÉE SCOLAIRE À TIZI-OUZOU

Accélération des travaux pour combler les insuffisances

Les travaux lancés à l'effet de combler les insuffisances enregistrées au niveau de certains établissements scolaires à Tizi-Ouzou, au titre de la rentrée scolaire 2020-2021, "avancent à une cadence accélérée", a indiqué jeudi le wali Mahmoud Djamaa.

S'exprimant sur les ondes de la radio locale, à l'occasion de la journée nationale de la presse, M. Djamaa qui est revenu sur la rentrée scolaire au niveau de la wilaya a souligné qu'"elle s'est déroulée dans de bonnes conditions en dépit de quelques insuffisances enregistrées au niveau de certains établissements", notamment, en ce qui concerne les travaux de réhabilitation et de ramassage scolaire.

Il s'agit, notamment, a-t-il précisé, "de l'absence de cantines au niveau de certains établissements et de travaux de réhabili-

tation non achevés", assurant qu'"elles sont "en train d'être traitées pour une meilleure scolarisation". Les collectivités locales, a-t-il ajouté, "ont été instruites pour accélérer la cadence des travaux et les achever dans les meilleurs délais".

M. Djamaa a ajouté, à ce propos, que les communes ont été dotées à cet effet d'une cagnotte de 720 millions DA de la part de la Caisse de garantie des collectivités locales (FGCL) pour la prise en charge de ces opérations, en plus, a-t-il ajouté de celles réalisées dans le cadre des programmes sectoriels".

Rappelant les efforts de l'Etat pour améliorer le transport des élèves au niveau de la wilaya, en distribuant 409 bus, le chef de l'exécutif local a indiqué, au sujet du ramassage scolaire, qu'"il a été convenu

avec l'Assemblée populaire de wilaya (APW) et les Assemblées populaires de communes (APC) de "traiter cette insuffisance par le recours à la location de bus auprès des transporteurs privés". Pas moins de 102.615 élèves inscrits dans le cycle primaire ont rejoint, mercredi, les bancs des écoles au nombre de 659, tandis que 17.900 élèves du préscolaire sont programmés pour le 15 novembre prochain, rappelle-t-on. Lors de la célébration de la journée nationale de la presse, une visite de courtoisie a été, rendue par le wali, à la radio locale, lauréate pour la seconde fois, du Prix du Président de la République du journaliste professionnel, décerné à la journaliste Rahima Ait Hamiche pour son reportage sur le paiement électronique intitulé "Paiement électronique, la clef du changement".

EL TARF

Campagne de sensibilisation des élèves aux mesures de prévention contre la propagation du coronavirus

Les services de police relevant de la sûreté de wilaya d'El Tarf ont lancé une campagne de sensibilisation aux mesures de prévention contre la propagation du nouveau coronavirus et les dangers de la route en faveur des écoliers scolarisés à travers les 24 communes de la wilaya, a-t-on appris jeudi du chargé de la communication de ce corps de sécurité.

Coincitant avec la rentrée scolaire, cette campagne dispense aux élèves des conseils dédiés aux précautions à prendre et aux gestes barrières à adopter pour éviter la contamination, a indiqué le commissaire principal Mohamed Karim Labidi. Des dépliants comprenant des recommandations strictes ainsi que les bonnes habitudes d'hygiène à adopter au quotidien, notamment le port de bavettes, le lavage fréquent des mains, ainsi que les bons gestes en cas de

toux ou d'éternuement ont été distribués aux élèves rencontrés devant leurs établissements scolaires. Plus de 67.000 élèves dont 10.000 nouveaux inscrits seront également informés des précautions à prendre sur le chemin de l'école pour se préserver des accidents de la route, a ajouté la même source. Sillonnant divers établissements éducatifs, les encadreurs de cette campagne ont prodigué des conseils aux citoyens sur les mesures préventives à suivre sur la route, dont la vigilance et l'éloignement des points à risque, en se conformant, entre autres, au respect des règles de sécurité en traversant au niveau des passages pour piétons et être attentifs aux moindres dépassements



provenant des conducteurs. Cette action de sensibilisation et de prévention se poursuivra plusieurs jours durant afin de veiller à inculquer les "gestes-réflexes" aux élèves qui se doivent, a-t-il souligné, de suivre scrupuleusement les consignes leur permettant d'éviter la contamination et, par ricochet, la propagation du virus Corona.

Un dispositif sécuritaire a été déployé à travers plus de

267 établissements scolaires à l'occasion de la reprise des cours et ce, dans l'objectif d'assurer la sécurité et la fluidité de la circulation aux abords des écoles, a indiqué le commissaire principal Labidi, rappelant, par ailleurs, les campagnes de nettoyage et de désinfection des salles de classes, en cours depuis la veille de la rentrée scolaire qui interviennent dans une conjoncture sanitaire particulière.

TISSEMSILT

La réception des projets de développement au profit des zones d'ombre dans trois mois

La réception des projets de développement en faveur des zones d'ombre, lancés récemment dans la wilaya de Tissemsilt, est attendue dans les trois mois à venir, a annoncé jeudi soir le wali, Abbès Badaoui.

Lors d'une cérémonie en l'honneur des journalistes à l'occasion de la journée nationale de la presse célébrée le 22 octobre de chaque année, le wali a souligné que les projets de développement lancés dernièrement au profit des zones d'ombre de la wilaya seront réalisés dans un délai de trois mois, annonçant dans ce cadre l'ouverture de pistes rurales et le raccordement au réseau d'électricité et d'eau potable. La wilaya a débloqué des sommes importantes pour concrétiser des projets de développement dans les zones d'ombre, a indiqué le chef de l'exécutif, tout en faisant part également de l'élaboration d'une stratégie en vue de développer les secteurs de l'agriculture et du tourisme en utilisant toutes les capacités disponibles et en impliquant tous les acteurs des deux secteurs. "Le développement économique de la wilaya est tributaire de celui de ces deux secteurs", a-t-il dit.

ORAN

Des modes et formules de paiement négociés pour s'acquitter des redevances d'électricité et du gaz (SADEG)

La Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG) de la wilaya d'Oran invite ses clients, aussi bien privés que publics, à s'acquitter de leurs redevances à travers différents modes et formules de paiement pour éviter toute accumulation, a-t-on indiqué jeudi dans un communiqué de l'entreprise.

Les modes et formules de paiement seront négociés en fonction du nombre de factures, du montant des redevances et du niveau de solvabilité, a souligné la même source, évoquant les difficultés financières qui affectent la trésorerie de la SADEG et qui freinent la concrétisation de réseaux électriques et diverses prestations au profit de sa clientèle. Selon le communiqué, "la SADEG a procédé, dans un élan de solidarité indéfectible avec sa clientèle, à la suspension des coupures pour factures impayées en cette période exceptionnelle marquée par la pandémie de la Covid-19." Une période durant laquelle, a-t-on relevé, le niveau des créances détenues auprès des abonnés a connu une croissance considérable, atteignant durant le mois de septembre der nier le chiffre de plus de 7,9 milliards DA au niveau de la seule wilaya d'Oran, soit un taux d'évolution de 54 %. La Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz réaffirme son engagement, a-t-on précisé à la SADEG, à assurer la qualité et la continuité de la desserte en énergie électrique et gazière par une mobilisation efficace de ses moyens humains et matériels afin de répondre aux attentes de sa clientèle et garantir ainsi un service public imparable en dépit de toutes les difficultés liées à la situation.

BOUIRA

Inauguration d'une maison de la presse

Une maison de la presse a été inaugurée, jeudi, à Bouira par le wali Lakehal Ayat Abdelmalik, en marge d'une cérémonie organisée à l'occasion de la journée nationale de la presse. "Je profite de cette journée dédiée exclusivement à la presse pour vous annoncer l'inauguration d'une maison de la presse pour les journalistes et les corres-

pondants locaux après plusieurs années d'attente", a déclaré le wali, soulignant qu'"il s'agit d'un important acquis devant permettre à la famille de la presse locale, entre autres d'exercer son métier dans de meilleures conditions". Au cours de la cérémonie organisée au siège de la wilaya, les représentants de la presse (journalistes, corres-

pondants) et les autorités locales ont rendu un vibrant hommage aux journalistes locaux décédés à l'image de Nacer Hanniche, Lakhdar Bekouche, Mohamed Ossmani et Souhil El Khaldi.

Dans son allocution, le wali a tenu à saluer les journalistes et correspondants des différents organes pour leurs efforts

consentis afin d'accompagner le processus de développement à Bouira. "La presse demeure toujours un partenaire important pour les autorités locales. Nous célébrons cette journée pour affermir les liens entre les deux parties", a indiqué le wali, qui a été honoré par les journalistes de la wilaya pour son soutien à la presse locale.

FINANCES

Comptabilité: réduction du nombre des comptes d'affectation spéciale à 57 en 2020

Le nombre des comptes d'affectation spéciale a été réduit à 57 comptes en 2020 contre 75 il y a dix ans de cela, a indiqué le Directeur général (DG) de la Comptabilité, Mohamed Larbi Ghanem jeudi à Alger.

Lors d'une séance d'audition devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée au débat des dispositions du projet de loi finances (PLF) 2021, M. Ghanem a mis l'accent sur "la nécessité de clôturer et d'assainir les comptes d'affectation spéciale, en les substituant par des comptes bien définis destinés directement à régler les problématiques soulevées ou activités escomptées dans le domaine du développement, et mis en place à la demande afin de conférer davantage de transparence et rationaliser les dépenses". En effet, le nombre de comptes spéciaux est passé de 75 en 2011 avec une couverture de 52% par le Fonds de régulation des recettes (FRR) à 59 comptes en 2015 couverts à 30% par le même Fonds. Tandis qu'en 2020, le nombre de comptes spéciaux est descendu à 57 avec une couverture nulle par le FRR.

Suivant la même logique, le PLF 2021 prévoit la fermeture de 38 comptes d'affectation spéciale dans le cadre de la réhabilitation des principes du budget public, dont 34 fermés définitivement, alors que les autres seront regroupés en des comptes, à l'instar des fonds des hauts plateaux et du Sud. Les autres comptes seront ainsi orientés vers les opérations de développement programmées. M. Ghanem a expliqué que la réduction de ces comptes, devant justement se faire dans un ordre croissant, profiterait aux comptes destinés à couvrir les risques. Les comptes devant être clôturés, concernent tous les secteurs et opérations de régulation économique, à l'instar de l'agriculture, l'industrie, la culture, les transferts sociaux, les équipements publics, l'aménagement du territoire, l'environnement, les micro-entreprises, le tourisme, l'artisanat et autres. Selon M. Ghanem, il sera procédé, à ce titre, à l'octroi de montants arrêtés et dédiés à la concrétisation d'objectifs déterminés et qui seront versés dans des comptes spécifiques, et ce sur la base de demandes déterminées et une stratégie sectorielle claire. Toujours dans ce cadre, il a été également décidé, de la clôture "automatique" de tous les comptes inactifs au cours des trois dernières consécutives à leur création, a fait savoir le même responsable. Répondant aux députés, M. Ghanem a indiqué que la détermination de la nature et des objectifs de ces comptes revenait au Gouvernement qui fixe les modalités de leur gestion. Le rôle de la Direction générale de la comptabilité, se limite, selon M. Ghanem, au contrôle des crédits et débits de ces comptes tout en s'assurant de leur conformité aux normes juridiques en vigueur. Durant cette séance, présidée par Ahmed Zeghdar, Président de la Commission des finances et du budget, les députés ont soulevé la nécessité d'accorder tout l'intérêt aux zones montagneuses qui sont considérées zones d'ombre, à travers l'affectation de comptes dédiés au traitement des problématiques de développement soulevées dans ces régions. Les députés ont également évoqué la problématique d'absence dans ces comptes, de programmes clairs dédiés à l'exploitation des ressources en eau, ainsi que le manque de contrôle sur ces comptes.

FINANCES

CPA: lancement inaugural de la finance islamique

Le Crédite Populaire d'Algérie (CPA) a annoncé jeudi que le lancement inaugural de la finance islamique au niveau de ses agences interviendra dimanche prochain au niveau de l'agence "174" de Val d'Hydra (Alger) après que la banque ait obtenu les certificats de conformité du Haut Conseil Islamique (HCI) et l'agrément de la Banque d'Algérie.

"Le CPA informe sa clientèle de la mise en place d'une nouvelle ligne de métier au sein de son réseau commercial, dédiée à la finance islamique, chargée de la commercialisation d'une gamme de produits et services conformes aux préceptes de la Charia islamique, après que la Banque ait obtenu les certificats de conformité du Haut Conseil Islamique (HCI) et également l'agrément de la Banque d'Algérie", a précisé un communiqué du CPA.

L'inauguration de l'activité de la finance islamique se fera sous l'égide du Président directeur général accompagné des responsables de la Banque, a

ajouté la même source. Ainsi, dans le cadre de cette nouvelle activité portée par le slogan " Vos valeurs nous inspirent" permettra à la clientèle du CPA de bénéficier de produits et services conformes à ux préceptes de la Charia islamique certifiés par le Comité Charia de la Banque et par l'autorité nationale du Haut Conseil islamique. Ces produits et services au nombre de neuf (09) sont destinés à l'ensemble des segments cibles, qu'il s'agit des particuliers, professionnels et entreprises et en particulier les PME.

La commercialisation de ces produits se fera progressivement sur tout le réseau national bancaire du CPA et inclura des produits de dépôts et de financement comme le compte courant islamique, le compte chèque islamique, le compte épargne islamique, le compte d'investissement islamique, l'offre Mourabaha "Aqar/Sayara/Tadjhiz" ainsi que l'offre "Ijara" Immobilier et équipements, a fait savoir cette Banque publique.

COMMERCE

La promotion des exportations hors-hydrocarbures tributaire de la mise en place d'une stratégie claire dans chaque filière (Rezig)

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a affirmé, vendredi depuis Biskra, que "la promotion des exportations hors-hydrocarbures est tributaire de la mise en place d'une stratégie claire dans chaque filière".

Dans une rencontre avec des opérateurs économiques locaux à la salle des réunions au Musée régional du moudjahid "Mohamed Chaâbani" au chef-lieu de la wilaya, le ministre a indiqué que "la stratégie d'exportation du surplus des productions nationales dans plusieurs filières, telles les dattes, les légumes, les fruits et le ciment, doit découler d'un dialogue sérieux entre toutes les parties prenantes, et ce de l'opération de production jusqu'à l'exportation".

"Les dialogues et les rencontres qui regroupent les ministères du Commerce, de l'Industrie, de l'Agriculture et Développement durable et des Transports, l'ensemble des offices nationaux, ainsi que les affiliés aux filières de production, permettront d'examiner l'avenir de chaque filière et de mettre en place de véritables solutions, en vue d'exporter le surplus de la production, loi de toute action individuelle et anarchique", a-t-il ajouté. Relevant que le produit algérien dans tous les domaines



"dispose de capacités compétitives", M. Rezig a précisé qu'"avec l'existence d'une abondance dans la production, il est possible d'ouvrir de nouveaux marchés vers l'Europe et les pays du Golfe, avec un impératif changement de vision vis-à-vis des marchés africains, étant un espace auquel le produit national accéder***". Concernant les mesures de facilitations prises par le ministère du Commerce à l'effet d'exporter les produits, M. Rezig a rappelé "la création,

depuis un mois et demi, d'un registre de commerce spécial exportations et qui s'inscrit dans le cadre d'encouragement de l'opération d'exportation, d'autant que le propriétaire de ce registre peut exporter tout produit qui accède aux marchés étrangers".

Lors de cette rencontre, le ministre a écouté les préoccupations des opérateurs économiques, portant essentiellement sur les mécanismes d'obtention des certificats de conformité du produit, l'en-

couragement de l'investissement, ainsi que sur la nécessité d'accompagner les producteurs et les commerçants et d'accompagner l'opération d'exportation. Au terme de son intervention devant l'assistance, M. Rezig a indiqué que "l'Algérie s'appropriera à entrer dans une nouvelle étape décisive, si le projet d'amendement de la Constitution venait à être plébiscité", ajoutant que "ce projet est au service de l'intérêt général, et préserve les principes novembistes, d'autant que le 1er novembre prochain sera l'occasion de consolider la cohésion nationale et de fonder l'Algérie nouvelle". Le ministre du Commerce a fait plusieurs haltes, lors de sa visite dans la wilaya de Biskra, en inspectant, entre autres, un laboratoire de contrôle de la qualité, le siège de la Direction du commerce dans le chef-lieu de la wilaya, la cimenterie Cilascimenterie de la commune de Djemorah, ainsi qu'une ferme pilote de produits agricoles.

Adoption d'une cartographie nationale de laboratoires de contrôle "avant la fin du 1^{er} semestre 2021" (ministre)

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a affirmé, vendredi, à Biskra qu'"une cartographie nationale des laboratoires de contrôle de qualité, composée de 53 laboratoires sera adoptée avant la fin du premier semestre 2021". "Cette cartographie de laboratoire permettra d'assurer le contrôle de qualité et de conformité des produits locaux et ceux importés destinés à la commercialisation", a précisé le ministre, au cours de l'inspection d'un laboratoire de contrôle de qualité, dans le cadre de sa visite de travail dans cette wilaya. Il a, dans ce sens, détaillé que "cette cartographie englobera 45 laboratoires fixes de contrôle de qualité et 8 autres laboratoires itinérants". Le ministre a aussi souligné que sept (7) demandes d'accréditation de laboratoires de certification Iso, parvenues de plusieurs wilayas

dont Biskra, ont été déposées auprès des instances habilitées à délivrer l'autorisation de création des ces organismes de contrôle. M. Rezig a ajouté qu'"en coordination avec les laboratoires d'autres secteurs et ceux accrédités de statut privé, un réseau de contrôle et de produits émergera et oeuvrera à protéger la santé du consommateur", qualifiant celle-ci (la santé du consommateur ndlr) de "ligne rouge". M. Rezig a également souligné la nécessité d'intensifier les opérations de sensibilisation des commerçants et opérateurs économiques pour "réduire le taux de non-conformité des produits à Biskra", appelant à "une coordination avec les services de l'agriculture, l'industrie et de la santé pour y parvenir". Ces directives ont été données suite un exposé, présenté au laboratoire de contrôle de qualité, dans

lequel il a été souligné que le taux de non-conformité des produits dans la wilaya s'élevait à 16%. S'agissant de la pénurie de lait subventionné, le ministre a révélé l'existence d'un "comité mixte entre les ministères de l'Agriculture, du développement rural et du Commerce, qui travaille à revoir à la hausse les quotas attribués aux laiteries en cette matière première".

Le ministre du Commerce avait entamé sa visite dans la wilaya de Biskra en se rendant au laboratoire de contrôle de qualité et de répression des fraudes, où il a inspecté les services d'analyse microbiologique et physicochimique avant de visiter le siège de la direction locale du commerce. Le ministre devra poursuivre sa visite en inspectant la cimenterie Cilas ainsi qu'une ferme pilote de produits agricoles.

EXPORTATIONS

L'Algérie parie sur l'exportation d'un surplus de production de ciment (ministre)

Le ministre du Commerce Kamel Rezig a affirmé, vendredi depuis la wilaya de Biskra, que "l'Algérie parie sur l'exportation d'un surplus de production de ciment, estimé à 20 millions de tonnes".

Donnant le coup d'envoi de l'opération d'exportation d'une cargaison de 5.000 tonnes de ciment produit par l'entreprise de ciment "Silas" à Djemorah vers le Niger, le ministre a indiqué que "l'Algérie dispose de potentiels industriels de plus de 40 millions de tonnes annuellement", soulignant que le pays "a besoin de 20 à 22 millions pour satisfaire des besoins locaux". "Le surplus de production sera exporté et garantira, ainsi, une rentrée d'argent s'élevant à 900 millions USD", a-t-il fait savoir

avant d'ajouter que "son département ministériel a déterminé 10 domaines de production au niveau national, dont l'exportation du ciment, comme stratégie au titre de l'année 2021".

"Les efforts fournis par les opérateurs économiques et industriels dans le ciment méritent d'être encouragés", a ajouté M. Rezig qui a exhorté ces mêmes opérateurs "à augmenter le volume de la production destinée à l'exportation", en les assurant de l'ouverture, à cet effet, des frontières terrestres et maritimes, ainsi que de toute l'aide et de tout l'accompagnement qui leur seront fournis". Annonçant, dans ce contexte, "la tenue, durant la semaine prochaine, d'une rencontre au niveau du ministère

avec les opérateurs industriels dans le ciment, dans l'objectif de déterminer les obstacles, ainsi que les voies à même d'exploiter les marchés mondiaux et d'y accéder avec le label made in Algeria", M. Rezig a appelé ces opérateurs à l'union et à la coordination entre eux.

Lors de sa visite dans la wilaya de Biskra, le ministre a inspecté plusieurs infrastructures relevant de son secteur, telles le laboratoire de contrôle de qualité et le siège de la Direction du commerce dans le chef-lieu de la wilaya, avant d'écouter, dans la cimenterie de la commune de Djemorah située à 43 km au nord du chef-lieu, un exposé sur l'état et les perspectives du ciment.

PÉTROLE Le baril de Brent, en légère hausse a atteint 42,57 dollars

Les cours du pétrole restaient vendredi proches de leurs niveaux de clôture de la veille, faute de nouvelles à même de les pousser plus haut, dans un environnement toujours incertain pour la reprise de la demande.

Vers 09H55 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 42,57 dollars à Londres, en légère hausse de 0,26% par rapport à la clôture de jeudi.

A New York, le baril américain de WTI pour le même mois gagnait 0,20% à 40,72 dollars. "Les prix semblent vraiment se maintenir à leurs niveaux actuels", a constaté Bjornar Tonhaugen, analyste de Rystad. Les deux cours de référence sont limités par "le manque de soutien de la part de la demande étant donné le nombre extrêmement élevé de nouveaux cas de Covid-19", a complété Eugen Weinberg, de Commerzbank.

La situation sanitaire continue de se dégrader dans de nombreux pays et entraîne l'instauration de couvre-feux voire de nouveaux confinements. "Tout se résume à cette question: à quel moment le monde disposera-t-il d'un vaccin contre le Covid-19 ?



Cela changera complètement les perspectives des marchés mondiaux en général et du marché pétrolier en particulier", a expliqué Bjørnar Tonhaugen, analyste de SEB.

Les nouvelles étaient par ailleurs mitigées du côté de l'offre d'or noir. Les exportations libyennes de pétrole, presque entièrement bloquées depuis le début de l'an-

née du fait d'un conflit interne, "accélérent en octobre", ont noté les analystes de Kpler, avec près de 400.000 barils par jour contre moins de la moitié le mois précédent, et à peine 50.000 au mois de mars.

Mais ces volumes ne sont cependant pas comparables avec ceux de l'an dernier (plus d'un million de barils par

jour) et essentiellement issus "des stocks, pas de la production", ont ajouté les mêmes analystes. Et les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opec) et leurs alliés, dont la Russie, n'ont pas fermé la porte à un assouplissement de l'augmentation programmée de leur production prévue début janvier.

Enfin, le candidat démocrate à l'élection présidentielle américaine et favori des sondages Joe Biden a assuré jeudi vouloir se détourner à terme de l'industrie pétrolière à l'occasion du dernier débat à Nashville.

"Je me détournerai progressivement de l'industrie pétrolière, oui", a-t-il affirmé, en précisant qu'il ne comptait pas interdire l'exploitation des gisements de schiste, mais seulement bloquer la délivrance de nouveaux permis sur les terres appartenant à l'Etat.

ROYAUME-UNI Les ventes au détail restent solides en septembre (ONS)

Les ventes au détail au Royaume-Uni ont progressé de 1,5% en septembre poursuivant leur rebond des derniers mois au point d'être revenues bien au-dessus du niveau d'avant la crise sanitaire, a annoncé vendredi le Bureau national des statistiques (ONS).

Cette progression d'un mois sur l'autre témoigne de la bonne tenue de la consommation dans le pays depuis la réouverture de l'économie après le confinement décidé en mars pour enrayer la pandémie.

Les ventes au détail ont signé leur cinquième mois de hausse consécutive en septembre, portées par l'alimentaire, l'habillement, les biens pour la maison, notamment pour le jardinage, tandis que le carburant a marqué le pas.

Les ventes en ligne ont un peu baissé en septembre mais représentent désormais 27,5% du total, contre 20,1% en février.

Au total, sur le troisième trimestre, les ventes au détail dans leur ensemble ont bondi de 17,4% par rapport au trimestre précédent, le bond le plus fort jamais enregistré, après un effondrement record au moment du confinement à partir de fin mars.

Leur niveau est désormais 5,5% plus élevé qu'en février avant que la crise sanitaire ne frappe.

Mais les économistes ne sont pas très optimistes sur la consommation des mois qui viennent, en raison des nouvelles mesures de restrictions dans le pays face à la seconde vague et à la mise en place à partir de novembre d'un dispositif d'aide à l'emploi moins généreux que le chômage partiel.

"L'idée générale est celle d'une stagnation de la reprise économique au quatrième trimestre et les restrictions supplémentaires liées au Covid-19 pourraient bien inverser la tendance dans les dépenses de consommation", note Thomas Pugh, économiste chez Capital Economics.

ZONE EURO L'activité du secteur privé se contracte en octobre (Markit)

L'activité du secteur privé s'est contractée en octobre dans la zone euro, victime d'une détérioration de la conjoncture dans les services liée à l'aggravation de l'épidémie de Covid-19, selon la première estimation vendredi de l'indice PMI composite du cabinet Markit.

Ces chiffres font craindre un nouveau plongeon de l'économie européenne dans la récession au dernier trimestre, après l'embellie qui avait suivi l'effondrement du printemps.

L'indice PMI s'est replié à 49,4 points en octobre, au plus bas depuis 4 mois, après 50,4 en septembre. Un chiffre inférieur à 50 signifie que l'activité se contracte, alors qu'elle progresse à l'inverse si le chiffre est supérieur à ce seuil.

Si l'industrie a poursuivi son redressement (indice sectoriel à 57,8, après 57,1 en septembre), elle n'a pas pu compenser les difficultés des services (largement majoritaires dans l'économie européenne) qui se sont enfoncés plus profondément dans le rouge (à 46,2 contre 48 le mois précédent). L'activité "est répartie en baisse à travers la zone euro en octobre, la détérioration accentuée des services ayant pris

nettement le dessus sur l'accélération de la production manufacturière dans un contexte d'inquiétudes croissantes au sujet du Covid-19", a commenté Markit dans un communiqué.

Parmi les différents pays, les économies plus manufacturières ont logiquement mieux résisté.

Ainsi, l'Allemagne voit son indice reculer seulement très légèrement, passant de 54,7 à 54,5, soit "une solide expansion pour le quatrième mois consécutif".

À l'inverse, l'activité recule et de façon encore plus marquée en France, avec un indice passant de 48,5 à 47,3.

"L'Allemagne a été le seul point lumineux, alors que la France et le reste de la région dans son ensemble ont subi un déclin plus prononcé", a souligné Markit.

"La deuxième vague fait de gros dégâts en France tandis que l'économie allemande touche les dividendes de sa capacité à mieux contenir les infections", a déclaré Jack Allen-Reynolds, analyste de Capital Economics.

Il estime que "la force du secteur manufacturier est au moins un point positif" même si "les chiffres d'au-

jourd'hui soutiennent notre prévision d'une stagnation de l'activité économique dans la zone euro au quatrième trimestre".

Les nouvelles mesures prises dans de nombreux pays européens pour freiner l'épidémie, comme les reconfinements partiels, la fermeture des bars et restaurants, l'interdiction des rassemblements ou les couvre-feux "frappent le secteur des loisirs plus durement que les autres pans de l'économie et cela se traduit par un impact disproportionné sur les services", a expliqué Bert Colijn, économiste de la banque ING.

"Avec le nombre de cas de contamination qui continuent d'augmenter à un rythme inquiétant, des mesures encore plus restrictives ne peuvent vraiment pas être exclues" et pourraient conduire à une deuxième récession "redoutée" en fin d'année après l'effondrement du printemps, a-t-il estimé.

Le ministre français de l'Économie Bruno Le Maire a d'ailleurs prévenu vendredi matin que le Produit intérieur brut français risquait de reculer au dernier trimestre.

FRANCE La baisse de l'activité du secteur privé accélère en octobre (PMI Flash)

L'activité du secteur privé a de nouveau reculé en octobre en France, après une première baisse en septembre depuis le déconfinement, confirmant l'arrêt de la reprise économique, selon un indicateur provisoire publié vendredi par le cabinet IHS Markit.

L'indice Flash composite de l'activité globale s'est replié à 47,3 points en octobre, contre 48,5 points en septembre, tombant ainsi à un plus bas niveau depuis cinq mois.

Un chiffre en dessous de 50 indique une contraction de l'activité, quand un chiffre au-dessus reflète une expansion.

Cette "accélération" de la contraction de l'activité s'explique par les mesures de couvre-feu imposées par le gouvernement pour faire face à la deuxième vague de l'épidémie de Covid-19, explique IHS Markit dans un communiqué.

Elle touche le secteur des services, tandis que la production manufacturière continue de progresser, même si c'est à un rythme moins soutenu.

"Ce nouveau repli de l'activité globale reflète une forte détérioration de la demande", les entreprises interrogées par le cabinet ayant rapporté une deuxième baisse mensuelle consécutive de ses nouvelles affaires.

Cette baisse de la demande a conduit les entreprises à "de nouveau réduire leurs effectifs en octobre" et à diminuer leurs prix de vente malgré l'augmentation de leurs coûts, souligne aussi IHS Markit. "Les entreprises privées françaises n'ont maintenant plus qu'à espérer que les dernières mesures imposées par le gouvernement parviendront à freiner la progression du virus, la clientèle des entreprises n'étant pas prête à s'engager dans des projets de grande ampleur alors que la contamination poursuit une trajectoire ascendante", estime Eliot Kerr, économiste chez IHS Markit, cité dans le communiqué.

Mais selon lui, avec l'hiver qui approche, "une baisse marquée du nombre de cas et une réouverture totale de l'économie semblent toutefois fort peu probables", une situation de mauvais augure pour la période des fêtes de fin d'année, "habituellement cruciale" pour beaucoup d'entreprises.

AP3

BREXIT Londres vise un accord de libre-échange avec l'UE "dès que possible"

Le Royaume-Uni vise un accord de libre-échange post-Brexit avec l'Union européenne (UE) "dès que possible", a déclaré vendredi un porte-parole du Premier ministre britannique Boris Johnson.

Après une semaine de blocage dans les négociations entre les deux parties, le Royaume-Uni et l'UE ont repris jeudi leurs discussions dans l'espoir de parvenir à un accord, alors que la fin de la période de transition post-Brexit, fixée au 31 décembre, approche à grands pas.

Jusqu'à présent, les Européens avaient affirmé qu'un compromis devait être trouvé d'ici fin octobre pour

pouvoir être transposé et adopté à temps pour la fin de l'année. "On donne quelques jours de plus, pour donner une chance à la négociation, mais il faut qu'on sache assez vite", a déclaré jeudi le ministre français des Affaires européennes Clément Beaune sur BFM Business. Les Européens estiment qu'ils ont encore deux ou trois semaines devant eux. Le Premier ministre britannique Boris Johnson avait quant à lui fixé la mi-octobre comme date butoir, échéance déjà dépassée. "Nous voulons parvenir à un accord sur la base de ce que nous avons défini dès que possible", a déclaré le porte-parole de Boris

Johnson, interrogé sur les déclarations du secrétaire d'Etat français.

Les négociateurs Michel Barnier et David Frost discutent à présent "des textes légaux dans tous les domaines pour la première fois", a-t-il ajouté. "Nous avons été clairs sur nos ambitions pour les négociations. Nous voulons parvenir à un accord de libre-échange qui nous respecte en tant que nation souveraine", a encore indiqué le porte-parole.

En cas de "no-deal", synonyme de conséquences potentiellement dévastatrices économiquement, les échanges entre le Royaume-Uni et l'Union européenne seront régis par les termes de

l'Organisation mondiale du commerce et soumis à des quotas et des droits de douanes.

En parallèle, le gouvernement britannique noue des accords avec des partenaires européens non-membres de l'UE, Norvège et Suisse notamment, et a signé vendredi un accord avec le Japon. "On disait qu'un Royaume-Uni indépendant ne serait pas capable de conclure des accords de libre-échange indépendants, ou qu'il prendrait des années", a déclaré depuis Tokyo le ministre britannique du Commerce Liz Truss. "Aujourd'hui nous prouvons le contraire", a-t-il indiqué.

VOITURES GPL Signature d'une convention entre la SAA et l'UNIAGPL

Une convention a été signée jeudi à Alger entre l'Union nationale des installateurs de kits GPL (UNIAGPL) et la Société nationale d'assurance (SAA) prévoyant une réduction de 60% sur l'assurance des voitures GPL. Pour bénéficier de la réduction, il suffit de présenter le reçu d'un centre de conversion des voitures au GPL à travers le territoire national, précise un communiqué de l'UNIAGPL. A cette occasion, le vice-président de l'UNIAGPL, Mohamed Hadji, a encouragé les propriétaires de voitures à essence à les convertir au GPL et à tirer profit de cette ressource économique nationale, précisant que "la conversion des voitures au GPL fait économiser annuellement entre 200.000 DA et 280.000 DA, une somme non négligeable pour les ménages algériens". La convention au GPL contribue également à la "préservation des dépenses du Trésor public", a ajouté M. Hadji. Le responsable a fait savoir que la technologie de conversion des voitures au GPL était en vigueur dans toutes les usines de production automobile à l'échelle mondiale.

Il s'agit d'une technologie importée qui est soumise aux normes de sécurité européennes, avec un niveau de sécurité du réservoir GPL pouvant être 15 fois supérieur à celui du réservoir essence en plastique, a-t-il expliqué. Il a salué le rôle du ministère compétent qui a consacré des centres de conversion des véhicules au GPL et assuré des techniciens spécialisés dans ce domaine. Concernant les accidents enregistrés au niveau des stations services relevant de Nafatl, il a indiqué que "seul un véhicule à gaz figure sur un total de 100 accidents de véhicules" et que "dans tous les cas, la cause de l'accident est due à d'autres pannes autre que le gaz". Il a appelé les citoyens à "faire la différence entre une combustion et une explosion", car le gaz "n'est pas combustible, il explose ce qui est impossible avec les nouvelles normes de sécurité". Il a appelé les conducteurs de véhicules à gaz à respecter les instructions et orientations des centres de conversion et à respecter les normes de maintenance périodique pour préserver la sécurité des équipements.

S'agissant des entraves auxquelles ont fait face dernièrement les installateurs au niveau national, M. Hadji a rappelé avoir tenu avec le bureau exécutif une réunion avec le directeur général de l'Agence Nationale pour la Promotion et la Rationalisation de l'Utilisation de l'Energie (APRUE) qui a affirmé le paiement des redevances en suspens des entreprises durant le mois courant.

SÉISME - SIMULATION Exercice de simulation d'un séisme pour évaluer l'efficacité du dispositif de secours

La Direction générale de la Protection civile organise samedi une manœuvre de simulation pratique d'un tremblement de terre dans la wilaya de Boumerdes afin "d'évaluer l'efficacité" du dispositif de secours sur le plan opérationnel et de gestion, indique un communiqué des services de communication de cette institution.

La manœuvre de simulation consiste en un "tremblement de terre d'une magnitude de 6,8 sur l'échelle de Richter dont l'épicentre est situé à 8 km au nord de la commune de Boumerdes, occasionnant des pertes en vies humaines et des dommages importants sur le tissu urbain, les infrastructures et les habitations, la zone fortement touchée étant celle des communes de Boumerdes et Zemmouri, avec une rupture totale des réseaux de télécommunications", précise la même source.

Cet exercice de "grande envergure", entrant dans le cadre de l'exécution du programme opérationnel annuel pour la réduction des risques majeurs, en particulier le risque sismique, verra la participation de 629 éléments, dont 489 de la Protection civile, faisant partie essentiellement des équipes de sauvetage-déblaiement et cynotechnique, ainsi que de l'Unité nationale d'instruction et d'intervention de Dar el Beida.

Prendront, également, part à cet exercice des détachements de renfort des wilayas de Boumerdes, Médéa et Bouira, ainsi que 140 participants représentant les organes de communication et information, tels que l'Agence spatiale algérienne, Algérie Télécom Satellite, l'Agence nationale des fréquences, Algérie Télécom et des opérateurs de téléphonie mobile.

L'objectif principal recherché à travers cet exercice de simulation est de "tester la continuité du fonctionnement des services de télécommunications, notamment au niveau des postes de commandement et au profit de la population, et de permettre aux services de la Protection civile d'évaluer l'efficacité du dispositif de secours mis en place sur le plan opérationnel, gestion et module communications". Il s'agit concrètement de tester "le fonctionnement des différents niveaux de la chaîne de commandement, la couverture et l'organisation des transmissions, la coordination avec le module télécom en cas de rupture des réseaux de télécommunications, l'interopérabilité des détachements de renfort et les techniques opérationnelles de sauvetage-déblaiement". L'exercice permettra, aussi, aux acteurs des services de télécommunications de vérifier dans des conditions proches du réel "la continuité des services télécom et de tester le déploiement des équipements, la coordination entre les différents opérateurs et l'itinérance des réseaux des différents opérateurs". La ville de Boumerdes avait été secouée le 21 mai 2003 par un séisme de magnitude 6,8 sur l'échelle de Richter qui avait fait plus de 2.000 morts et de 10.000 blessés.

EXPLOSION DE GAZ À EL-BAYADH 1 à 3 ans de prison ferme à l'encontre de 12 accusés

Le juge du tribunal correctionnel d'El Bayadh a prononcé jeudi matin des peines allant d'un (1) à trois (3) ans de prison ferme à l'encontre de 12 accusés dans l'affaire de l'explosion de gaz à El-Bayadh, survenue la semaine dernière faisant six morts et 17 blessés.

Le juge de la séance a prononcé une peine de 3 ans de prison ferme assortie d'une amende de 100.000 DA, à l'encontre de 8 accusés placés en détention à l'établissement pénitentiaire d'El Bayadh.

Il s'agit de l'entrepreneur chargé du projet d'éradication des points noirs du réseau d'assainissement de la commune d'El-Bayadh, accusé d'homicide et de blessures involontaires, négligence et non respect des règlements, et la cause d'incendie détruisant des biens d'autrui, faux dans des documents établis par l'administration publique et usage de faux, ainsi que la réalisation de travaux sur la voie publique sans autorisation, en plus de la non déclaration des travailleurs aux services de la Caisse nationale d'assurance sociale des travail-



leurs salariés (CNAS).

La même peine a été prononcée contre le conducteur des travaux et le conducteur d'engin qui a provoqué l'accident, en plus de deux fonctionnaires de la direction des ressources en eau, relevant de la subdivision d'El Bayadh, un ingénieur du bureau d'études chargé de l'exécution des travaux et

d'un cadre de la société "Sonelgaz", de même qu'un élu de l'APC d'El Bayadh accusé de menaces et d'intimidations pour entraver les investigations et d'avoir fourni des documents administratifs à une personne qui n'en a pas droit, entre autres.

Des peines allant de 1 à 2 ans de prison ferme

assorties d'une amende de 100.000 DA ont été prononcées également à l'encontre des quatre autres accusés placés sous contrôle judiciaire, en l'occurrence un élu de l'APC d'El Bayadh, un autre fonctionnaire de Sonelgaz et deux employés de l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE) et d'Algérie Télécom. Les faits de ce procès qui a débuté mercredi matin se sont poursuivis jusqu'à l'aube de jeudi avec l'audition des accusés et les plaidoiries des avocats ou le procureur de la république a requis les peines maximales en demandant ainsi de suspendre l'entrepreneur à participer aux marchés publics pour une durée de 5 ans et la mise en détention de l'élu communal et l'ingénieur de la société "Sonelgaz" placés sous contrôle judiciaire.

FORÊTS Un milliard de plants mis en terre depuis le lancement du Plan national de reboisement (DGF)

Plus d'un milliard de plants ont été mis en terre depuis le lancement du Plan national de reboisement (PNR), soit l'équivalent de 825.000 d'hectares (ha) de plantations dont 300.000 hectares en arbres fruitiers, selon un bilan établi par la Direction générale des forêts (DGF), à la veille de la célébration de la journée nationale de l'arbre le 25 octobre.

Initié avec pour objectif l'émergence de systèmes économiques permettant aux populations rurales de disposer de moyens de subsistance, de stabilité et de développement, le PNR, mis en œuvre en 2000, portait sur un objectif global de plantation de 1.245.900 ha sur une période de 20 ans, a indiqué la DGF dans un bilan transmis à l'APS.

Cet objectif tracé comprenant le reboisement industriel à base de chêne liège (75.000 ha), le reboisement de production (250.000 ha), le reboisement de protection des bassins versants et lutte contre la désertification (895.260 ha) et le reboisement d'agrément et récréatif (25.640 ha). Ainsi, le taux de boisement à travers la mise en œuvre du PNR a été relevé de 11% à 13%, a précisé la DGF qui rappelle qu'en 1962, l'Algérie, sur une superficie initiale de 5 millions d'ha de forêt, ne disposait que de 3 millions d'ha environ dont 2 millions représentant des vestiges de forêts.

Grâce aux efforts de reboisement et de régénération déployés dans le cadre de plusieurs programmes en vue d'augmenter le taux de couverture végétale naturelle et lutter contre l'érosion, ce patrimoine forestier a été ramené à 4,1 millions d'ha aujourd'hui, note la DGF.

Il s'agit notamment du lancement des chantiers populaires de reboisement (CPR) durant les années 60, de l'initiation du barrage vert durant les années 1970 et 1980,

des grands travaux durant les années 1990 et du PNR. Le patrimoine forestier national est composé essentiellement du pin d'Alep (70%), du chêne liège (21%) et d'autres espèces qui s'étalent sur des superficies moindres comme le cèdre, le chêne vert, le chêne Zeen et Afares, le thuya, et l'eucalyptus.

Pendant, malgré les efforts consentis par les pouvoirs publics pour la reconstitution et l'extension du patrimoine forestier, "la dégradation persiste, notamment par la récurrence des incendies durant la période estivale", relève la DGF.

Pour faire face à cette situation, le gouvernement a décidé de mettre l'accent sur la nécessité de redynamiser le Plan national de reboisement ainsi que la relance et la réhabilitation du barrage vert, à travers le lancement d'une vaste campagne de reboisement à travers le territoire national.

Avec l'implication de l'ensemble des citoyens et institutions sous le pilotage du ministère de l'Agriculture et du développement rural, un programme de plantation de 43 millions d'arbres a été ainsi lancé en 2019.

Plan 2020-2024 : reboiser 30.000 hectares

L'ambition affichée est celle de planter durant le quinquennat 2020-2024 un total de 30.000 hectares en plants forestiers, fruitiers et pastorales en vue de reconstituer les écosystèmes forestiers ayant subi diverses dégradations, notamment les incendies qui ravagent chaque année des superficies importantes.

Ce plan quinquennal de reboisement, qui sera confié aux entreprises de réalisation publique (le groupe de génie rural) et privées, vise la reconstruction par le repeuplement dans le cadre de l'aménage-

ment des forêts, ainsi que la lutte contre la désertification en zone steppe, préaharienne et saharienne.

La DGF compte réaliser à travers ce programme des extensions du barrage vert, la protection du milieu oasien ainsi que la réhabilitation de la nappe à alfa.

L'aménagement des bassins versants et le développement des zones de montagne sont également concernés par ces plantations.

A l'occasion de la journée nationale de l'arbre, le ministère de l'Agriculture et du développement rural, à travers la Direction générale des forêts, compte célébrer cet événement à travers les 48 wilayas sous le slogan "Un arbre pour chaque citoyen", et ce, pour que chaque citoyen adopte un arbre et l'entretienne durant toute sa vie, souligne le document de la DGF.

Le choix de ce thème permettra de "se pencher sur l'importance des forêts dans les villes et sur le rôle important qu'elles jouent sur la santé et le bien être de l'homme", a précisé la DGF. "La célébration de cette journée est une opportunité pour rappeler au public que la forêt remplit plusieurs fonctions de protection y compris la protection des sols contre l'érosion hydrique et éolienne, au maintien de la biodiversité de façon significative et l'atténuation des effets de serre dû aux changements climatiques", a-t-elle souligné.

Dans ce cadre, l'ensemble de la population a été invitée à participer aux manifestations organisées par la DGF à travers ses structures décentralisées au niveau de tout le territoire national tout en respectant les consignes de protection recommandées par le secteur de la Santé par rapport à la pandémie COVID-19.

RÉFUGIÉS - MÉDIAS

Frontex mise en cause pour des refoulements en mer

L'agence européenne de surveillance des frontières Frontex, est impliquée dans plusieurs incidents de refoulement en mer de bateaux de demandeurs d'asile traversant la mer Egée entre la Turquie et la Grèce, affirme une enquête de plusieurs médias, dont le magazine allemand Spiegel.

Les investigations menées "montrent pour la première fois que les responsables de Frontex sont conscients des pratiques illégales des gardes-frontières grecs - et sont en partie impliqués dans les refoulements eux-mêmes", écrit le Spiegel dans un article disponible en ligne samedi.

Les journalistes assurent avoir documenté six cas survenus depuis avril en mer Egée dans lesquels des équipes de Frontex ont au minimum assisté sans réagir à des refoulements vers la Turquie de bateaux de réfugiés se trouvant dans les eaux grecques, une pratique illégale.

Dans un cas, en juin, une vidéo montre un navire de Frontex bloquant un bateau de réfugiés, puis, dans une autre scène enregistrée, passant devant le bateau de réfugiés à grande vitesse avant de quitter les lieux. Outre le Spiegel, les



recherches ont été menées par un magazine de la chaîne allemande ARD, le collectif de journalistes "Lighthouse Reports", la plateforme d'investigations "Bellincaat" et la chaîne de télévision japonaise "TV Asahi".

Les auteurs expliquent avoir comparé des "dizaines" de

vidéos, images satellite, récits de témoins oculaires, dont des réfugiés et des employés de Frontex.

L'agence européenne de surveillance des frontières a engagé plus de 600 agents en Grèce, une des portes d'entrée de l'UE, ainsi que des bateaux, des

drone et des avions, selon l'article.

Frontex n'a pas commenté les cas précis soulevés par la recherche, indique le Spiegel, mais a déclaré que ses agents étaient liés par un code de conduite en matière de droits de l'homme et respectaient l'interdiction des refoulements.

Sans mentionner l'article, Frontex a indiqué vendredi soir sur son compte Twitter avoir été "en contact avec les autorités grecques à propos d'incidents en mer ces derniers mois" et qu'Athènes avait ouvert une "enquête interne".

Frontex agit "dans le respect des droits fondamentaux et de la loi internationale", souligne l'agence sur Twitter.

Le gouvernement conservateur grec a toujours rejeté les allégations de refoulements illégaux à ses frontières dont font régulièrement état plusieurs ONG.

INDE

New Delhi sous un épais brouillard de pollution

La capitale indienne était couverte vendredi d'un épais brouillard toxique et le niveau de pollution était mesuré comme "sévère" par les autorités.

Chaque année au début de la saison hivernale, l'air se transforme à New Delhi en un mélange toxique de fumées venues des brûlages agricoles alentour, de gaz d'échappement et d'émissions industrielles, piégé au dessus de la ville par les températures plus fraîches et des vents faibles.

Vendredi, l'ambassade américaine à New Delhi enregistrerait une concentration journalière de particules fines PM2,5 de 2691 microgrammes par mètre cube d'air.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande de ne pas dépasser une concentration de PM2,5 de 25 en moyenne journalière.

Par comparaison, vendredi en fin de matinée dans le centre de Paris, le taux était de 40.

Elle peut atteindre les 150 dans la région de Los Angeles.

D'un diamètre égal au trentième de celui d'un cheveu humain, ces particules peuvent s'infiltrer dans le sang à travers les poumons.

Une exposition à long terme aux PM2,5 accentue les risques de maladies cardiovasculaires et de cancer des poumons.

L'indice de qualité de l'air des 36 sites officiels de surveillance de Delhi, mesurant les PM2,5 et PM10 (d'un diamètre inférieur à 10 microns) s'établissait entre 282 et 446, à un niveau "sévère", selon le Conseil central de contrôle de la pollution (CPCB).

Le niveau "bon" est de 0 à 50.

"Une nouvelle détérioration (de la qualité de l'air) est attendue pour deux jours", a estimé l'organisme gouvernemental SAFAR évoquant "une hausse significatif des brûlages agricoles" dans les Etats voisins de l'Haryana et du Pendjab qui contribue à 17% aux niveaux de PM2,5 à Delhi.

Ces brûlages ont débuté plus tôt cette année car les paysans, craignant des pénuries de main d'oeuvre à cause de la pandémie, avaient avancé l'ensemencement et les récoltes, selon les autorités.

Des scientifiques mettent en garde contre les risques particuliers de la pollution cette année, avec la pandémie, pour les 20 millions d'habitants de New Delhi.

Elle "augmente le risque de maladies non transmissibles, celles-là même qui rendent les gens plus susceptibles d'être gravement atteints ou de mourir du Covid-19", explique l'épidémiologiste Sumi Mehta de l'organisation internationale Vital Strategies, cité par des médias.

Et le système de santé pourrait subir des tensions accrues.

"Il existe de sérieux ses inquiétudes de voir la vulnérabilité au Covid-19 augmenter encore pendant l'hiver, avec des niveaux de pollution de l'air plus élevés qui aggravent de toutes façons les maladies respiratoires et font monter les hospitalisations", dit Anumita Roy Chowdhury du Centre for Science and Environment de Delhi.

MEXIQUE

Le Mexique pourrait récupérer les emplois perdus pendant la pandémie au premier trimestre 2021

Le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador a déclaré vendredi que son pays pourrait récupérer les emplois perdus à cause du nouveau coronavirus au cours du premier trimestre 2021 grâce aux crédits que son administration a accordés aux petites entreprises. Lors d'une conférence de presse, le président mexicain a déclaré que le Mexique a perdu environ un million d'emplois à cause de la pandémie depuis le mois d'avril, mais que l'emploi augmente progressivement depuis le mois

d'août. "Cela nous a beaucoup aidés d'avoir décidé de soutenir les petites entreprises avec des prêts que les banques commerciales n'avaient jamais accordés en grand nombre, ni à des conditions favorables", a-t-il ajouté.

Selon le président mexicain, son administration a accordé plus de deux millions de prêts aux petites entreprises, tant dans le secteur formel que dans le secteur informel, pour aider les petites entreprises à conserver leurs employés.

Le défi à venir, a-t-il pourqu coast, est de parve-

nir à un équilibre "entre la santé et l'économie" face aux signes d'une résurgence du virus dans certaines régions du pays. Selon les chiffres officiels, le taux de chômage au Mexique est tombé en septembre à 5,1 % de la population active, contre 5,2 % en août. Le Mexique, deuxième économie d'Amérique latine après le Brésil, a commencé le 1er juin à réactiver progressivement certains secteurs de l'économie qui étaient fermés depuis la fin du mois de mars afin de prévenir la propagation du virus.

ITALIE

Heurts à Naples entre la police et des centaines de jeunes opposés au couvre-feu

Des heurts ont opposé vendredi soir à Naples la police à des centaines de manifestants protestant contre le couvre-feu nocturne et la menace d'un nouveau confinement pour enrayer la progression de contamination à la Covid-19.

Vers 23h, au début du couvre-feu qui court chaque nuit jusqu'à 05h en Campanie, la région de Naples (sud), plusieurs centaines de personnes, souvent jeunes, ont allumé des fumigènes, incendié

des poubelles et lancé des projectiles sur les policiers anti-émeute déployés dans le centre-ville.

Des appels avaient été lancés sur les réseaux sociaux pour défier le couvre-feu décrété à partir de vendredi soir en Campanie, et également en vigueur dans le Latium, la région de Rome, et en Lombardie, la région de Milan (nord). "Si tu fermes, tu payes", pouvait-on lire sur des pancartes de fortune brandies par des manifestants inquiets des consé-

quences économiques du couvre-feu et d'un nouveau confinement que le président de la région de Naples, Vincenzo De Luca, a annoncé vouloir imposer dès que possible.

"Nous sommes au bord de la tragédie, il faut un lockdown national", s'est alarmé Vincenzo De Luca alors que l'Italie a enregistré près de 20.000 nouveaux cas positifs au Covid-19 au cours des dernières 24 heures, dont 2.300 en Campanie. Si scientifiques et gou-

verneurs de régions le pressent de prendre des mesures urgentes, le Premier ministre Giuseppe Conte se dit pour l'instant opposé à un nouveau confinement généralisé. L'Italie, que le confinement du printemps a précipité dans sa pire récession économique de l'après-guerre, comptabilise depuis de 500.000 cas positifs depuis le début de la pandémie, dont 37.059 décès, selon les chiffres du ministère de la Santé publiés vendredi.

CAMEROUN

118 défenses d'éléphants saisies

Cent dix-huit défenses d'éléphants ont été saisies à Ambam, dans le sud du Cameroun, haut lieu du trafic d'ivoire près de la frontière avec le Gabon et la Guinée Equatoriale, a indiqué vendredi Jean-Claude Ekoube, responsable de la communication des douanes camerounaises.

Avec près de 675 kilos récupérés, "cette saisie est la plus importante au Cameroun en terme de quantité depuis cinq ans", a-t-il indiqué.

L'ivoire, en provenance du Gabon, était transporté dans une fourgonnette à double fond, véhiculant également du bois, selon un reportage de la télévision d'Etat camerounaise.

Il devait ensuite faire route vers l'Asie, selon la douane camerounaise. "Quatre trafiquants, trois Camerounais et un Gabonais, ont été interpellés avec cette cargaison", a précisé M.Ekoube. Le Gabon, petit pays d'Afrique centrale, héberge près de 60% des éléphants de

forêt qui subsistent en Afrique. Le commerce illégal d'ivoire est la troisième forme de trafic le plus rentable après les stupéfiants et les armes. Le trafic est alimenté par une forte demande en Asie et au Moyen-Orient, où les défenses d'éléphants sont utilisées dans la médecine traditionnelle et en ornementation, malgré un moratoire sur son commerce international décidé en 1989. L'ivoire peut être revendu jusqu'à 7.000 euros le kilo.

PARAGUAY

7 cadavres découverts dans un container venant de Serbie

Sept cadavres ont été découverts en état avancé de décomposition par la police paraguayenne dans un container en provenance de Serbie, ont annoncé les autorités vendredi. Ils ont été retrouvés à Asuncion, la capitale, dans une cargaison d'engrais achetée par une entreprise du secteur agricole. "Sur les sept, trois seraient de nationalité marocaine et un égyptien", a déclaré aux journalistes le médecin légiste Pablo Lemir, avant d'ajouter: "Un des corps présente des traces d'asphyxie comme

probable cause de la mort". Les engrais pourraient avoir accéléré la décomposition, a précisé le médecin légiste. Des effets personnels ont été retrouvés, dont des sacs et des vêtements, des cartes téléphoniques présentant une écriture cyrillique, propre à la Serbie. Les corps pourraient être ceux de migrants clandestins, a déclaré le procureur en charge de l'affaire, Marcelo Saldívar. "Près des corps ont été trouvés des restes d'aliments, ce qui laisse supposer qu'ils se préparaient à un voyage

court", a-t-il observé. Selon les autorités maritimes locales, le container arrivé au Paraguay est d'abord passé par voie fluviale de la Serbie à la Croatie, où les migrants souhaitaient probablement se rendre, après être partis le 21 juillet. Le porte-containers a ensuite fait escale en Egypte puis en Espagne, avant de passer par le port de Buenos Aires. Il est ensuite arrivé au Paraguay, après un voyage de près de 20.000 km.

S A N T É - A L G É R I E

DON DU SANG

**Une baisse de 9 %
durant le 1^{er} semestre
2020 (ministère)**

Les dons de sang collectés durant le 1^{er} semestre 2020 ont enregistré une régression de 9% par rapport à la même période de 2019, déplore, jeudi dans un communiqué, le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, soulignant l'impact de la crise sanitaire du Coronavirus sur cette activité. Ainsi, durant les 6 premiers mois de l'année en cours, 291.754 dons de sang ont été collectés contre 321.343 dons durant la même période de l'année écoulée, soit une baisse de 9 %, relève le ministère de la Santé, à la veille de la célébration, le 25 octobre de chaque année, de la 15^e édition de la Journée nationale des donneurs de sang.

Parmi les dons collectés cette année, 63% proviennent de donneurs bénévoles, dont 23% sont réguliers et 40% autres occasionnels, tandis que 37% sont issus des familles de malades, précise la même source, faisant savoir que, lors de la 14^{ème} édition de cette Journée, 9236 poches de sang avaient été collectées.

Le slogan retenu pour cette année est : "Le Don du sang: une mobilisation nécessaire pour sauver de vies", l'objectif étant, d'une part, de rendre un "vibrant hommage" à tous les donneurs bénévoles et, d'autre part, de "sensibiliser les Algériens à l'importance du don de sang, note le communiqué.

A ce titre, l'Agence nationale du Sang (ANS), organise, en partenariat avec les Directions de la Santé et de la Population (DSP) et à travers les structures de transfusion sanguine, des portes ouvertes de sensibilisation et des collectes de sang, associant également la Fédération algérienne des Donneurs de sang (FADS) ainsi que le mouvement associatif. "Aujourd'hui, face à la crise sanitaire que traverse notre pays, provoquée par le SARS COV-2, les campagnes de collectes de sang sont effectuées principalement en partenariat avec la société civile, à travers les associations, afin de pallier la baisse du nombre des donneurs de sang au niveau des structures fixes de transfusion sanguine", souligne le ministère de la Santé.

PROTECTION DE L'ENFANCE

**La prise en charge
de la santé mentale
de l'enfant requiert
la collaboration
des parties prenantes
(Cherfi)**

La présidente de l'Organe national de la protection et de la promotion de l'enfance (ONPPE), Meriem Cherfi a mis l'accent mardi à Alger sur l'impératif de prendre en charge la santé mentale de l'enfant et de l'adolescent en initiant une action participative intensifiée associant l'ensemble des parties prenantes et la société civile.

En marge d'une journée d'étude ayant pour thème "L'enfance et l'adolescence en Algérie dans la pensée du Pr. Mahfoud Bousebsi", Mme Cherfi a indiqué que son Organe "œuvre en collaboration avec les partenaires, dont la société civile, à assurer une bonne prise en charge de la santé mentale de l'enfance", rappelant l'installation en 2019 d'une commission thématique chargée de la santé mentale de l'enfant, composée d'experts, de psychologues, de professeurs universitaires et de journalistes et chargée de développer des actions liées à la santé des enfants, plus particulièrement la santé mentale et les troubles de l'autisme. Cette commission avait organisé, l'année dernière, deux rencontres ayant traité de la petite enfance et de l'autisme, a-t-elle remarqué Mme.

Cherfi, mettant l'accent sur l'importance de la prise en charge de la petite enfance car étant une étape cruciale dans la formation de la personnalité de l'enfant et l'inculcation de la confiance en lui pour en faire demain un homme équilibré. Selon la Déléguée à la protection de l'enfance, l'Organe a reçu via son numéro vert 1111, durant l'année en cours, un total de 704.125 appels téléphoniques, dont 1732 signalements portant atteinte aux droits de l'enfant, et autres liés à des demandes d'orientation, d'informations...etc. Dans ce contexte, elle a invité à inculquer la culture du signalement afin de prévenir les enfants de tous types de danger au sein de la société, car il s'agit, a-t-elle estimé, d'une action qui relève de "la responsabilité de tous". Par ailleurs, Mme. Cherfi a mis en valeur le contenu du projet d'amendement de la Constitution, notamment le volet relatif à la protection et la promotion de l'enfance et de la jeunesse, affirmant que ce nouveau document "consacre, à plus d'un titre, les droits de l'enfant à travers la constitutionnalisation de l'intérêt suprême de l'enfant". Il s'agit, en effet, d'un pas consacrant le droit de l'enfant à l'enseignement gratuit, l'interdiction du travail infantile et la protection des petits contre toutes formes de violence, a-t-elle conclu.

250 nouveaux cas, 144 guérisons et 10 décès

Deux cent cinquante (250) nouveaux cas confirmés de coronavirus, 144 guérisons et 10 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué samedi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 55.880 dont 250 nouveaux cas, soit 0,6 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1907 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 38.932, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 12 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 26 autres n'ayant enregistré aucun cas, alors que 10 autres ont enregistré plus de 10 cas.

Par ailleurs, 29 patients sont actuellement en soins



intensifs, a-t-il également fait savoir.

Le même responsable a souligné que la situation

épidémiologique actuelle exige de tout citoyen la vigilance et le respect des règles d'hygiène et de distan-

ciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

AÏN TEMOUCHENT - COVID-19

**Prolongation de 7 jours de la mesure
de fermeture des commerces
et des activités sportives**

Les autorités de la wilaya d'Aïn Temouchent ont décidé de prolonger la fermeture des commerces et l'interdiction des activités sportives dans les daïras de Beni Saf et Oulhaça de 7 jours supplémentaires, dans le cadre des mesures de prévention contre la propagation de la pandémie du coronavirus, a-t-on appris, vendredi, auprès des services de la wilaya. La décision de prolongation, signée par le wali d'Aïn Temouchent M'hamed Moumen, est entrée en vigueur jeudi soir, de 18 heures au lendemain à 6 heures du matin, a-t-on précisé, ajoutant que toute infraction à cette décision est passible des sanctions en application de la réglementation en vigueur, selon la même source.

Cette décision a été prise comme mesure préventive, après que les médecins du comité scientifique chargé du suivi des développements de la pandémie du covid-19 ont signalé la nécessité d'en prolonger l'application pour garantir le contrôle de la situation épidémiologique à travers les communes des daïras de Beni Saf et de Oulhaça et c'est ce que les autorités de la wilaya d'Aïn Temouchent ont décidé, a déclaré à l'APS le coordinateur de wilaya de la cellule de crise chargée de suivi des développements de la pandémie du coronavirus, Amar Medjoud.

Le responsable a indiqué que "la situation épidémiologique à travers les communes en question connaît une stabilité et aucun cas de décès lié au covid-19 n'a été signalé,



durant la semaine passée, mais la situation nécessite davantage de précaution et de respecter les mesures de prévention". La décision de la wilaya imposant la fermeture de tous les commerces, des grandes surfaces et l'interdiction provisoire de toutes les activités commerciales et sportives à travers les communes des daïras de Beni Saf et d'Oulhaça, dans le cadre des mesures de prévention contre la propagation de la pandémie du covid-19 est entrée en vigueur le 15 octobre en cours, avant d'être prolongée pour une durée de 7 jours supplémentaires.

SCOLIOSE

**Chirurgie scoliotique : 23 enfants opérés
récemment à Oran**

Quelque 23 enfants et adolescents souffrant de scoliose, ont été opérés au cours de la période du confinement sanitaire, au niveau de la clinique spécialisée en orthopédie et en rééducation des victimes d'accident du travail (CNAS-CSORVAT) de Mesreghine (Oran), a-t-on appris samedi auprès de la chargée de communication de cet établissement de santé.

Il s'agit d'enfants et adolescents souffrant de scoliose, une déformation de la colonne vertébrale qui survient au cours de la croissance, a indiqué Mme Naima Maachou, ajoutant que ces patients ont subi des chirurgies scoliotiques, pour corriger la courbure de la colonne vertébrale.

La CSORVAT a profité de la période du confinement,



pour opérer ces enfants et adolescents pour ne pas perturber leur scolarisation, a noté Mme Maachou, ajoutant que ce nombre (23) est important, notamment qu'il s'agit d'une chirurgie lourde, avec un seul spécialiste (le scoliologue Pr Benchennouf) pour toute la

région ouest.

En tout, la clinique a opéré 72 patients depuis 2011, des enfants et adolescents âgés entre 14 et 21 ans, a fait savoir la même responsable.

La prise en charge de la scoliose dans l'ouest, et dans le pays en entier, reste

insuffisante, en raison du manque de scoliologues, qui sont rares à choisir cette spécialité.

Le ministre de la santé, de la population et de la réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, avait promis, lors de sa visite à la CSORVAT en septembre dernier, de prendre en charge le dossier, et ouvrir à l'amélioration de la prise en charge de cette pathologie.

La solution, selon lui, serait d'encourager la spécialisation dans la chirurgie scoliotique, qui connaît peu d'engouement à cause de sa lourdeur.

Les opérations chirurgicales peuvent durer jusqu'à 8 heures, et le manque de spécialistes ne fait que rallonger les listes d'attente, a-t-on expliqué.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

LA PANDÉMIE DANS LE MONDE Au moins 1.139.406 décès

La pandémie de coronavirus a fait au moins 1.139.406 décès dans le monde depuis l'apparition de la maladie fin décembre, selon un nouveau bilan établi sur la base de sources officielles vendredi.

Plus de 41.767.540 cas d'infection ont été diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 28.531.800 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Sur la journée de jeudi, 6.464 décès et 459.302 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 1.035 morts, l'Inde (690) et le Brésil (497).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 223.059 décès pour 8.411.259 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Au moins 3.353.056 personnes ont été déclarées guéries. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le



Brazil avec 155.900 morts et 5.323.630 cas, l'Inde avec 117.306 morts (7761.312 cas), le Mexique avec 87.894 morts (874.171 cas), le Royaume-Uni avec 44.347 morts (810.467 cas). Parmi les pays les plus durement

touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 103 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Belgique (91), l'Espagne (74), la Bolivie (74). La Chine

(sans les territoires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 85.747 cas (18 nouveaux entre jeudi et vendredi), dont 4.634 décès et 80.865 guérisons.

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient vendredi à 11H00 GMT 387.534 décès pour 10.755.961 cas, l'Europe 258.076 décès (8.265.897 cas), les Etats-Unis et le Canada 232.921 décès (8.619.644 cas), l'Asie 163.769 décès (10.013.574 cas), le Moyen-Orient 55.358 décès (2.389.787 cas), l'Afrique 40.738 décès (1.688.896 cas), l'Océanie 1.010 décès (33.788 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par les médias auprès des autorités compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

ONU - NEW-YORK Coup de froid entre l'ONU et la ville de New York

Le président de l'Assemblée générale des Nations unies, le Turc Volkan Bozkir, s'est insurgé vendredi dans un communiqué d'un refus du maire de New York de le recevoir pour s'assurer que l'Organisation "fonctionne aussi efficacement que possible" en dépit des mesures prises contre le Covid-19. "J'ai été attristé d'apprendre que le maire (Bill de Blasio) n'était pas disponible pour me rencontrer. Ce manque d'interaction me préoccupe car les politiques élaborées par la ville de New York affectent directement le travail des Nations unies et, par extension, des millions de vies à travers le monde", a souligné Volkan Bozkir dans un communiqué amer.

Son porte-parole Brenden Varma a refusé de dire lors d'un point de presse si Volkan Bozkir cherchait des exceptions à la règle de la mairie, imposant 14 jours de confinement aux étrangers arrivant dans la ville, pour les représentants des 193 Etats membres.

En septembre, Volkan Bozkir, qui voudrait voir les réunions physiques reprendre à une large échelle à l'ONU, avait annoncé l'organisation d'un sommet sur la pandémie avant la fin décembre.

Cette réunion extraordinaire est envisagée de manière physique pour les 3 et 4 décembre. Depuis mars, l'Organisation, sous l'impulsion de son secrétaire général Antonio Guterres, a adopté une approche prudente, a recours principalement au télétravail et aux visioconférences.

La mairie de New York "ne nous a pas donné de raison (...), ils ont juste rejeté la demande d'un rendez-vous", a indiqué Brenden Varma.

La responsable du département international de la mairie de New York a pour sa part affirmé sa "surprise" et sa "tristesse" après la réaction de Volkan Bozkir. "Le maire Bill de Blasio a une relation excellente avec le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres. Depuis le début du mandat de l'administration de Blasio, la ville de New York a toujours entretenu une relation de collaboration profonde avec les prédécesseurs de M. Bozkir", a dit la responsable. Selon Brenden Varma, le président de l'Assemblée générale "a récemment demandé un rendez-vous avec le gouverneur (de l'Etat de New York Andrew) Cuomo" et attend sa réponse. Volkan Bozkir "a le sentiment que la diplomatie en personne est une clé pour la manière dont l'ONU opère et aide les gens dans le monde", a fait valoir Brenden Varma.

ETATS-UNIS

80.000 nouveaux cas en 24h, un record

Les Etats-Unis ont battu vendredi leur record du nombre de nouvelles contaminations au coronavirus recensées en 24 heures, avec près de 80.000 nouveaux cas, selon les données actualisées en continu de l'université Johns Hopkins, qui fait référence.

Entre 20H30 jeudi et la même heure vendredi, 79.963 contaminations ont été enregistrées, portant le nombre total de cas depuis le début de la pandémie à près de 8,5 millions dans le pays.

Les Etats-Unis avaient déjà flirté avec la barre des 80.000 cas journaliers durant le

mois de juillet, notamment à cause des nouvelles contaminations dans des Etats du Sud comme le Texas ou la Floride, où le virus était alors hors de contrôle.

Actuellement, c'est dans le Nord et le Midwest que l'on trouve les pires flambées, et quelque 35 Etats sur 50 connaissent une augmentation du nombre de cas.

Le nombre de morts sur 24 heures reste lui globalement stable depuis le début de l'automne, avec entre 700 et 800 décès. Plus de 223.000 personnes sont mortes du Covid-19 dans le pays. En valeur absolue, les Etats-Unis sont le pays le plus endeuillé

au monde par la pandémie, mais pas en valeur relative. Le port du masque, qui, s'il était généralisé, pourrait éviter 130.000 morts supplémentaires selon une étude, y est devenu un sujet de dispute politique. Le président Donald Trump, très critiqué pour sa gestion de la crise sanitaire et qui ne cesse de remettre en question la dangerosité du virus, a promis l'arrivée imminente d'un vaccin, qu'il veut gratuit. Son adversaire démocrate Joe Biden a également promis vendredi que le vaccin serait "gratuit pour tout le monde" s'il remportait l'élection présidentielle du 3 novembre.

BRÉSIL

Le nombre de morts dépasse les 156.000

Le nombre de décès liés au COVID-19 au Brésil s'élève à 156.471 après que 571 personnes ont succombé à la maladie ces dernières 24 heures, a annoncé vendredi le ministère de la Santé. Par ailleurs, 30.026 nouvelles infections ont été signalées, portant le nombre de cas à l'échelle nationale à 5.353.656, a-t-il ajouté. Le Brésil est l'un des pays les plus durement touchés par la pandémie dans le monde, se classant deuxième en

termes de décès dus au COVID-19 derrière les Etats-Unis et troisième en termes de cas confirmés derrière les Etats-Unis et l'Inde. L'Etat de Sao Paulo, le plus peuplé du pays, est le plus touché par ce fléau, avec 1.083.641 infections et 38.608 décès, selon le ministère.

Le Brésil a signalé son premier cas le 26 février dans ce même Etat de Sao Paulo.

FRANCE

Plus d'un million de cas depuis le début de l'épidémie

La France a passé vendredi la barre du million de cas de Covid-19 depuis le début de l'épidémie, et la situation continue de se dégrader avec plus de 40.000 nouveaux cas enregistrés en 24 heures, selon Santé publique France. Au total, 42.032 nouveaux cas de Covid-19 ont été enregistrés vendredi, 410 de plus que la veille, un nouveau record depuis la généralisation des tests à grande échelle, pour atteindre au total 1.041.075, selon les chiffres publiés par

l'agence, relayés par des médias. Le bilan des morts s'est également alourdi, avec 298 nouveaux décès enregistrés en 24 heures, pour un bilan global d'au moins 34.508 morts depuis le début de l'épidémie. Le taux de positivité des tests ne cesse de grimper, à 15,1% contre 14,3% la veille, et seulement 4,5% début septembre. 2.091 nouveaux malades ont été hospitalisés (pour un total de 15.008), et 299 nouveaux cas graves (+37) admis en réanimation,

portant à 2.441 le nombre de malades gravement atteints. Face à la gravité de la situation, le gouvernement a annoncé jeudi l'extension du couvre-feu à 38 nouveaux départements et à la Polynésie française. Environ 46 millions d'habitants sont désormais concernés par cette mesure, devenue inévitable selon le président Emmanuel Macron qui a estimé vendredi que "dans la phase où nous sommes, nous n'avons d'autre choix".

CANADA - VACCINS

Le Canada annonce un accord pour un vaccin canadien

Le Premier ministre canadien Justin Trudeau a annoncé vendredi un accord avec le groupe québécois Medicago afin de se procurer jusqu'à 76 millions de doses pour leur candidat-vaccin, le premier fabriqué au Canada, contre le coronavirus. Ottawa va investir jusqu'à 173 millions de dollars cana-

diens (111 millions d'euros). Le Canada, qui compte 38 millions d'habitants, a déjà signé des accords avec les américains Novavax, Johnson & Johnson, Pfizer et Moderna ainsi qu'avec le français Sanofi, le britannique GSK et le suédo-britannique AstraZeneca. Au total, le gouvernement

canadien indique pouvoir obtenir jusqu'à 358 millions de doses pour le pays de 37 millions d'habitants.

"Quand un vaccin sera prêt, le Canada le sera aussi", a déclaré le Premier ministre Justin Trudeau lors d'une conférence de presse.

Il s'agit du premier candidat-vaccin développé au pays

auquel le gouvernement du Canada a eu accès, selon un communiqué du cabinet du Premier ministre.

Les candidats-vaccins devraient être soumis à Santé Canada avant leur approbation au pays.

Vendredi, le Canada recensait 211.043 cas de coronavirus et près de 10.000 morts.

ETATS-UNIS Biden promet la gratuité du vaccin anti-coronavirus s'il est élu

Le candidat démocrate à la présidence des Etats-Unis, Joe Biden, a promis vendredi que s'il venait à être élu, il rendrait le vaccin contre la Covid-19 gratuit pour tous les Américains.

"Une fois que nous aurons un vaccin sûr et efficace, il devra être gratuit pour tous, que vous soyez assuré ou non", a-t-il dit dans un discours à Wilmington, dans le Delaware (côte est).

Il a attaqué le président sortant Donald Trump pour sa réponse à l'épidémie en cours, disant qu'il avait "abandonné" la lutte contre le virus et qu'il avait "lâché l'Amérique".

L'ancien vice-président âgé de 77 ans a fait cette promesse au lendemain de son dernier débat télévisé avec M. Trump avant l'élection du 3 novembre. Le nouveau coronavirus a été au centre du débat. "La Covid-19 éclipsé tout ce à quoi nous avons été confrontés dans l'histoire récente et il ne montre aucun signe de ralentissement", a noté M. Biden, ajoutant que le virus, qui a désormais tué plus de 223.000 personnes dans le pays, "est en augmentation dans presque tous les Etats".

"Nous sommes dans cette crise depuis plus de huit mois et le président n'a toujours pas de plan", a-t-il dénoncé. Joe Biden a aussi présenté son plan de lutte contre le fléau s'il venait à être élu, lequel prévoit la consultation des gouverneurs des 50 Etats pendant la période de transition présidentielle, une obligation nationale de port du masque dans tous les bâtiments fédéraux et dans tous les transports inter-Etats, ainsi qu'une multiplication par sept des tests de dépistage quotidiens.

SENIORS

L'ACTIVITÉ PHYSIQUE PERMET DE MIEUX VIEILLIR

Faire du sport régulièrement permet de vieillir mieux et d'être en bonne santé plus longtemps, selon une nouvelle étude publiée dans la revue *Journal of Physiology*.

Toutes les études scientifiques sont unanimes, faire du sport régulièrement est excellent pour la santé et permet de mieux vieillir. Les conclusions de cette nouvelle publication confirment à nouveau les bienfaits santé de l'activité physique.

Les volontaires de l'étude étaient des cyclistes amateurs. 84 hommes et 41 femmes âgés entre 55 et 79 ans, capables de pédaler, respectivement, 100 kilomètres en moins de 6,5 heures et 60 kilomètres en 5,5 heures.

Les chercheurs King's College, à Londres (Royaume-Uni) ont étudié les dossiers médicaux des participants pour notamment pour mesurer leur fonction cardiovasculaire, respiratoire, neuromusculaire, métabolique, endocrinienne et cognitive, leurs force osseuse, leur santé en général et de leur bien-être.

Les résultats de l'étude révèlent que les effets du vieillissement n'apparaissent pas chez ces individus. La force musculaire et la

capacité pulmonaire, par exemple, étaient ainsi similaires entre les volontaires plus jeunes et plus âgés. Et lors d'un test qui évalue les risques de chute, la performance de certains participants équivalait à celle de gens beaucoup plus jeunes.

« Le vieillissement est une expérience hautement personnelle qui sera influencée par les habitudes de vie des individus. Mais les gens actifs sont susceptibles de profiter de quelques années de qualité de vie en plus, comparativement aux gens sédentaires », concluent les auteurs de l'étude.

LA MARCHÉ : À CONSOMMER SANS MODÉRATION

Pour garder la forme et préserver sa santé, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) recommande de faire 10 000 pas par jour. Les bienfaits de l'activité physique sont en effet scientifiquement démontrés. La pratique régulière d'un sport permet de diminuer jusqu'à 39 % le risque de développer un cancer



de sein, de 26 % le risque de développer un cancer colorectal, de 25 % le risque d'être victime d'une attaque cérébrale et de 34 % le

risque de diabète. La sédentarité est aujourd'hui le 6ème facteur de risque de mortalité précoce (attention, erreur que tu fais souvent

on a 100% de risque de mourir un jour !) dans le monde après l'hypertension artérielle, le tabagisme et le diabète.

EN FAITES-VOUS ASSEZ ?

Santé Publique France publie un état des lieux du niveau d'activité physique des adultes et enfants. Le constat : les Français sont trop sédentaires et ne suivent pas les recommandations de l'OMS. Vous le savez : toute activité physique a des effets bénéfiques sur la santé. Une activité physique régulière permet en effet de maintenir ou d'améliorer les capacités cardiorespiratoires et de limiter les risques de pathologies, en particulier de protéger votre cœur. Et pour prévenir ces pathologies, il faut d'une part être physiquement actif et, d'autre part, limiter les comportements sédentaires. Les deux sont complémentaires. En somme, si vous allez à la salle de sport deux fois par semaine, mais que le reste du temps, vous êtes assis devant votre PC, vous n'êtes pas considéré comme "actif". Et rassurez-vous, vous n'êtes pas seul ! Les Français sont trop peu nombreux à pratiquer suffisamment d'activité physique, selon une étude publiée ce 9 juin, dans le Bulletin épidémiologique hebdomadaire de Santé publique France. L'étude repose sur une enquête (Esteban) réalisée entre 2014 et 2016. Que faut-il retenir ?

LES FEMMES SONT DE PLUS EN PLUS SÉDENTAIRES

Comparativement à 2006, date de la précédente enquête, les données recueillies montrent que les hommes sont de plus en plus actifs, alors que le niveau d'activité physique diminue chez les femmes. En effet, 74% des hommes et un peu plus de la moitié (53%) des femmes font suffisamment d'activité physique. Lors de la précé-



dente enquête en 2006, 63% des deux sexes atteignaient les recommandations en matière d'activité physique. « Ces résultats mettent en lumière la nécessité d'intervenir conjointement pour augmenter le niveau d'activité physique de la population et limiter le temps passé dans des comportements sédentaires, commentent les au-

teurs de cette étude. Il est nécessaire d'agir sur ces deux facteurs indépendamment l'un de l'autre et de manière ciblée selon les besoins de chacun. Une attention particulière doit être portée aux femmes, chez qui ces facteurs se sont dégradés de manière plus prononcée au cours de ces 10 dernières années. »

La situation est encore plus préoccupante chez les enfants, avec "seulement la moitié des garçons et un tiers des filles" avec une activité physique suffisante, soit au moins 1h par jour avec une intensité modérée à forte, sans évolution depuis 2006.

LA PAUTE AUX ÉCRANS ?

L'étude souligne par ailleurs que le temps quotidien passé devant les écrans a fortement augmenté ces dernières années, tant chez les adultes que chez les enfants. Huit adultes sur dix déclarent ainsi passer 3 heures ou plus par jour devant un écran en dehors de leur activité professionnelle, contre un peu plus de la moitié (53 %) en 2006-2007, une augmentation davantage marquée chez les femmes.

ET VOUS, FAITES-VOUS SUFFISAMMENT D'ACTIVITÉ PHYSIQUE ?

Rappelons que l'activité physique se définit comme "tout mouvement corporel produit par les muscles qui requiert une dépense d'énergie". Elle englobe ainsi l'activité physique effectuée durant les loisirs, les jeux, l'éducation physique, les sports, les déplacements, les activités professionnelles ou encore domestiques.

Selon l'OMS, l'activité physique est : une activité d'endurance d'intensité modérée, à pratiquer pendant 2h30 par semaine ou une activité intense à pratiquer pendant 1h15

À cela doit s'ajouter un peu d'exercices de renforcement musculaire (pilates, yoga, fitness...), idéalement deux fois par semaine.

Maladies chroniques : l'exercice physique comme premier médicament

L'Inserm recommande que les personnes atteintes de maladies chroniques se fasse prescrire systématiquement de l'activité physique pour éviter la ré-hospitalisation. Dans de nombreuses pathologies chroniques le repos a longtemps été la règle. Mais de plus en plus d'études scientifiques montrent que non seulement l'activité physique ne l'aggrave pas les symptômes de la maladie, mais qu'à l'inverse, elle a des effets bénéfiques. Et que ces effets bénéfiques sont d'autant plus importants que le sport est introduit tôt après le diagnostic. Un groupe d'experts de l'Inserm vient à son tour souligner l'importance de l'activité physique dans le traitement des maladies chroniques, insistant pour que la prescription soit faite systématiquement.

UN MINIMUM DE 3 SÉANCES PAR SEMAINE

D'après son expertise, l'Inserm évalue jusqu'à six fois sur une moyenne de 11 ans. L'âge moyen des participants était de 63 ans.

AMÉLIORER LE BIEN-ÊTRE PSYCHOLOGIQUE ET L'ACTIVITÉ PHYSIQUE DES PERSONNES ÂGÉES

« Les chercheurs ont longtemps étudié comment l'activité physique pouvait conduire à une amélioration de l'humeur et des sentiments », explique Julia Boehm, auteure principale de l'étude. « Cependant, nous voulions comprendre si être heureux et optimiste pouvait encourager une personne à être physiquement active ». Les chercheurs ont découvert qu'un plus haut niveau de bien-être psychologique au début de l'étude était associé à des niveaux plus élevés d'activité physique pendant plus d'une décennie. Ils ont aussi observé que les personnes au début de l'étude qui avaient un niveau élevé de bien-être psychologique et qui étaient physiquement actives au départ étaient moins susceptibles de devenir inactives au fil du temps.

LES PERSONNES ÂGÉES TROP PEU ACTIVÉS

« Les taux d'activité physique sont relativement faibles chez les adultes d'âge moyen et diminuent progressivement jusqu'à 75 ans. Il s'agit donc d'identifier non seulement les facteurs modifiables qui réduisent la probabilité d'une baisse de cette étude suggèrent que ceux qui contribuent à l'initiation et au maintien de l'activité physique chez les personnes âgées. En effet, les interventions qui augmentent l'activité sportive peuvent réduire le fardeau de la mauvaise santé plus tard dans la vie. « Ces résultats ont des implications pour les soins de santé car les professionnels ont souvent des difficultés à persuader les seniors d'augmenter l'activité physique », a expliqué le Dr Boehm. « Les résultats de cette étude suggèrent que des niveaux plus élevés de bien-être psychologique peuvent précéder l'augmentation de l'activité physique. Il est donc possible que le bien-être psychologique soit une façon originale non seulement d'améliorer la santé psychologique mais aussi d'accroître l'activité physique ».

ACCIDENT VASCULAIRE CÉRÉBRAL (AVC) : réduire l'impact des séquelles neuro-musculaires sur la qualité de vie du patient et prévenir les récurrences en améliorant les capacités cardiorespiratoires et la force musculaire par une activité physique régulière intégrant la pratique des gestes journaliers.

Bronchopneumopathie chronique obstructive (BPCO) : améliorer la qualité de vie et réduire les limitations fonctionnelles grâce à de l'endurance, du renforcement musculaire, de la natation, du tai chi...

Diabète de type 2 : privilégier l'association du renforcement musculaire et des activités d'endurance dans des intensités modérées à fortes.

Insuffisance cardiaque : idéallement, 30 minutes d'activité modérée 5 fois par semaine dans la dernière phase du programme, qui doit être poursuivi tout au long de la vie.

Cancers : réduire les effets secondaires liés au cancer et aux traitements (déconditionnement musculaire, fatigue, intolérance aux traitements) ainsi que les récurrences en proposant des programmes combinant endurance et renforcement musculaire.

Dépression : prévenir les récurrences et améliorer les symptômes dépressifs par des programmes combinant endurance et renforcement musculaire.

SENIOR : L'ACTIVITÉ PHYSIQUE FAVORISE LE BIEN-ÊTRE ET RÉCIPROQUEMENT

Le bien-être psychologique peut être lié à une amélioration de la santé, car que les gens plus heureux sont plus enclins à pratiquer régulièrement une activité physique.

Il existerait un lien entre bien-être psychologique et activité physique chez les adultes de 50 ans et plus, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale. En effet, le sport améliore l'humeur et le bien-être psychologique rend plus enclin à pratiquer une activité sportive.

Les chercheurs de l'Université Chapman au Royaume-Uni ont mené une étude de onze ans, pendant laquelle les participants ont été interrogés sur la fréquence et l'intensité de leur activité physique au travail et pendant leur temps libre. Ils ont été classés en catégories d'activité : sédentaire, faible activité, activité modérée et activité élevée.

L'étude comprenait 9 896 adultes de plus de 50 ans qui ont été évalués jusqu'à six fois sur une moyenne de 11 ans. L'âge moyen des participants était de 63 ans.

AMÉLIORER LE BIEN-ÊTRE PSYCHOLOGIQUE ET L'ACTIVITÉ PHYSIQUE DES PERSONNES ÂGÉES

« Les chercheurs ont longtemps étudié comment l'activité physique pouvait conduire à une amélioration de l'humeur et des sentiments », explique Julia Boehm, auteure principale de l'étude. « Cependant, nous voulions comprendre si être heureux et optimiste pouvait encourager une personne à être physiquement active ». Les chercheurs ont découvert qu'un plus haut niveau de bien-être psychologique au début de l'étude était associé à des niveaux plus élevés d'activité physique pendant plus d'une décennie. Ils ont aussi observé que les personnes au début de l'étude qui avaient un niveau élevé de bien-être psychologique et qui étaient physiquement actives au départ étaient moins susceptibles de devenir inactives au fil du temps.

L'ACTIVITÉ PHYSIQUE POUR RAJEUNIR SON CERVEAU

Grâce à une activité physique régulière, des seniors participants à une étude et atteints de troubles cognitifs ont amélioré leurs capacités de réflexion. Si bien que leurs cerveaux ont même « rajeuni ».

C'est prouvé, les seniors qui pratiquent régulièrement une activité physique modérée réduisent leur risque de décès. Selon une étude publiée dans le journal de l'American Academy of Neurology en décembre dernier, les bienfaits du sport interviennent encore plus loin, puisque celui-ci permettrait aussi... de rajeunir son cerveau ! Les chercheurs ont démontré que l'activité physique améliore les capacités de réflexion des personnes âgées atteintes de troubles cognitifs. Au bout de six mois d'exercice, leurs tests étaient même équivalents à une inversion du vieillissement... de près de dix ans ! L'étude a porté sur 100 personnes âgées de 65 ans en moyenne. Elles ne souffraient pas de démence à proprement parler, mais présentaient des déficiences cognitives - comme des difficultés à se concentrer, à prendre des décisions ou à se souvenir - ainsi qu'un ou plusieurs facteurs de risque de maladie cardiaque - tels que le hypertension. Tous étaient sédentaires avant le



début des essais. Les volontaires ont été répartis en 4 groupes : « exercice physique seul », « régime seul » (le DASH), « exercice physique et régime », « éducation nutritionnelle ».

UNE INVERSION DU VIEILLISSEMENT LIÉE AU SPORT

Les seniors affectés aux groupes comprenant de l'exercice marchaient, couraient ou faisaient du vélo 35 minutes trois fois par semaine. Au début et à la fin de l'étude de six mois, les chercheurs ont par ailleurs évalué leurs capacités de réflexion, appelées fonction exécutive, des participants. Cette fonction exécutive est la capacité d'une personne à réguler son comportement, à prêter attention, à s'organiser et à atteindre ses objectifs.

Au final, ces nouveaux sportifs « ont présenté une amélioration significative de leurs capacités de réflexion par rapport à ceux qui ne s'exercent pas. Pour illustrer cela, les auteurs indiquent que les volontaires avaient, au début des essais, des scores aux tests de la fonction exécutive équivalant à ceux d'une personne âgée de 33 ans. Six 28 ans de plus que leur âge réel. Après six mois, cette

donnée était de 84 ans dans le groupe qui s'entraînait et suivait le régime. En d'autres termes, le cerveau avait rajeuni de neuf ans.

Des recherches approfondies sont désormais nécessaires avec des échantillons plus grands et sur de plus longues périodes, pour examiner si les améliorations des capacités sont durables, et quelles en sont les approches les plus efficaces.



donnée était de 84 ans dans le groupe qui s'entraînait et suivait le régime. En d'autres termes, le cerveau avait rajeuni de neuf ans.

Des recherches approfondies sont désormais nécessaires avec des échantillons plus grands et sur de plus longues périodes, pour examiner si les améliorations des capacités sont durables, et quelles en sont les approches les plus efficaces.

BARRAGE SUR LE NIL L'Éthiopie dénonce des "menaces belliqueuses"

L'Éthiopie a déclaré samedi qu'elle ne "céderait à aucune agression d'aucune sorte" après des propos du président américain Donald Trump estimant que l'Égypte pourrait détruire le mégabarrage éthiopien sur le Nil.

Le bureau du Premier ministre Abiy Ahmed a défendu dans un communiqué le barrage de Grand Renaissance (Gerd), appelé à devenir le plus grand d'Afrique, en déclarant travailler de longue date à la résolution de problèmes liés à ce projet avec le Soudan et l'Égypte, situés en aval.

"Néanmoins, les menaces belliqueuses ponctuelles visant à faire que l'Éthiopie succombe à des conditions abusives foisonnent toujours.

Ces menaces et affronts à la souveraineté éthiopienne sont mal avisés, improductifs, et en claire violation des lois internationales", dit ce communiqué.

"L'Éthiopie ne cédera à aucune agression d'aucune sorte", ajoute-t-il. Le bureau de M. Abiy ne mentionne pas directement Donald Trump mais publie ce communiqué le lendemain d'une déclaration du président américain soutenant l'Égypte.

"C'est une situation très dangereuse, car l'Égypte ne sera pas en mesure de vivre de cette façon", a déclaré vendredi M. Trump.

"Ils (les Égyptiens) finiront par faire sauter le barrage. Je le dis haut et fort: ils feront sauter ce barrage. Ils doivent faire quelque chose", a dit le président américain.

L'Égypte, dépendante des eaux du Nil pour environ 97% de son irrigation et de son eau potable, considère le barrage comme une menace "existentielle". De son côté, l'Éthiopie le voit comme un jalon essentiel de son électrification et de son développement.

La tentative de Washington de faire office de médiateur dans ce dossier a échoué cette année après que l'Éthiopie a accusé M. Trump, proche du président égyptien Abdel Fattah el-Sissi, de favoriser l'Égypte.

Les négociations entre l'Éthiopie, l'Égypte et le Soudan sont désormais menées sous la médiation de l'Union africaine. Les États-Unis ont annoncé début septembre la suspension d'une partie de leur aide financière à l'Éthiopie après que cette dernière a décidé unilatéralement de remplir le barrage malgré "l'absence de progrès" dans les négociations avec l'Égypte et le Soudan.

SAHARA OCCIDENTAL Washington dément des informations sur une "reconnaissance" de la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental

Le sous-secrétaire américain aux Affaires du Proche-Orient, David Schenker, a catégoriquement démenti des informations sur une "reconnaissance" par les États-Unis de la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental occupé, soulignant que cette question "n'est pas sur la table".



La "reconnaissance" par les États-Unis de la prétendue souveraineté du Maroc "sur le Sahara occidental (...) n'est pas sur la table", a affirmé M. Schenker

au cours d'un briefing spécial jeudi au centre médiatique régional du Département d'État américain, basé à Dubaï.

Les déclarations de David Schenker, qui intervient quelques jours après une visite effectuée par le responsable américain au Maroc, sont considérées comme un nouveau re-

vers diplomatique es-suyé par le Maroc et les médias marocains qui ont longtemps défendu ces allégations et cette "propagande malveillante".

LIBYE

Les belligérants signent un cessez-le-feu permanent

Les belligérants de la crise libyenne ont signé, vendredi, un cessez-le-feu permanent dans toute la Libye, après cinq jours de discussions à Genève organisées sous l'égide des Nations unies, a indiqué l'ONU.

"Les parties libyennes sont parvenues à un accord de cessez-le-feu permanent dans toute la Libye.

Cet accomplissement représente un tournant important vers la paix et la stabilité en Libye", a précisé la Mission d'appui de l'ONU en Libye (Manul).

La signature de l'accord, organisée dans la salle du Palais des Nations unies de Genève a duré une dizaine de minutes, suivie d'une salve d'applaudis-

sements, ont rapporté les médias.

Mercredi, la représentante spéciale du Secrétaire général des Nations-Unies et Cheffe de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (Manul), Stéphanie Williams, avait annoncé lors d'une conférence de presse tenue en marge du quatrième round de la Commission militaire (5+5) plusieurs accords concrets entre les belligérants, en vue d'un règlement de la crise, comme l'ouverture des principales routes terrestres du pays ainsi que celle de certaines voies aériennes intérieures.

Mme Williams s'était dite optimiste quant à un règlement définitif de la crise en Libye.



L'Algérie salue l'accord de cessez-le-feu global en Libye

L'Algérie a accueilli favorablement l'accord de cessez-le-feu global en Libye signé entre les parties libyennes ayant pris part au dialogue de la commission militaire conjointe (5+5), tenu dans la ville suisse Genève, sous l'égide des Nations unies, exprimant le souhait que cet accord soit "permanent, contraignant et respecté", indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

L'Algérie considère que cet accord constitue "une véritable lueur d'espoir pour la réussite du processus de dialogue national inclusif en vue de parvenir à un règlement politique pacifique qui tienne compte de l'intérêt suprême de la Libye et de son peuple frère", a précisé la même source.

L'Algérie appelle, en outre, "toutes les parties libyennes à se conformer et ap-

pliquer cet accord, en toute sincérité et de bonne foi". Elle rappelle sa position de principe "constante en faveur d'un règlement politique pacifique via le dialogue inter-libyen devant mener à l'établissement d'institutions politiques légitimes et unifiées, à travers des élections intégrées, transparentes et fédératrices pour faire sortir ce pays frère et voisin de la crise".

"Au vu de sa position en tant qu'État

voisin de la Libye avec laquelle elle partage des liens historiques et humanitaires étroits ainsi qu'en sa qualité de membre dans le processus de Berlin, l'Algérie ne ménagera aucun effort pour parvenir à une solution politique pacifique qui garantisse l'unité et la souveraineté du peuple libyen pour vivre dans la sécurité et la stabilité, loin de toute ingérence étrangère", conclut le communiqué.

Le SG de l'Onu salue l'accord de cessez-le-feu en Libye

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a salué vendredi l'accord de cessez-le-feu en Libye, jugeant qu'il s'agissait d'"une étape fondamentale vers la paix et la stabilité en Libye".

"Je félicite les parties pour avoir fait prévaloir l'intérêt de leur nation sur leurs différends", a-t-il indiqué lors d'une confé-

rence de presse au siège de l'ONU à New York, ajoutant que "trop de gens ont souffert du conflit pendant trop longtemps".

Il a remercié la Représentante spéciale par intérim pour la Libye et Chef de la Mission d'appui des Nations-Unies en Libye, Mme Stéphanie Williams, "qui a accompagné les parties libyennes dans cet effort", appelant

à "respecter les dispositions de l'accord de cessez-le-feu et à assurer sa mise en œuvre sans délai".

M. Guterres a appelé la communauté internationale à aider les Libyens à mettre en œuvre le cessez-le-feu et à mettre fin au conflit.

"Cela comprend le respect total et inconditionnel de l'em-

bargo sur les armes du Conseil de sécurité", a-t-il rappelé.

Le SG de l'ONU a aussi exhorté les parties libyennes à "maintenir l'élan actuel et à faire preuve de la même détermination pour parvenir à une solution politique au conflit, résoudre les problèmes économiques et faire face à la situation humanitaire".

"La Mission d'appui des Na-

tions-Unies en Libye se prépare à reprendre le Forum de dialogue politique libyen, qui sera précédé d'une série de réunions et de consultations qui faciliteraient la reprise de pourparlers politiques inclusifs et intra-libyens - dirigés par les Libyens et détenus par les Libyens", a conclu le Secrétaire général.

AP3

SYRIE

Une frappe américaine tue 14 terroristes d'Al-Qaïda dans le nord-ouest

L'armée américaine a annoncé jeudi avoir mené une frappe contre des responsables du groupe terroriste Al-Qaïda dans le nord-ouest de la Syrie, une opération qui selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a fait 14 morts dont cinq terroristes étrangers et six chefs.

"Les Forces américaines ont mené une frappe contre un groupe de hauts responsables d'Al-Qaïda en Syrie qui s'étaient réunis près d'Idleb", a indiqué le commandant Beth Riordan, porte-parole du commandement central de l'armée américaine (Centcom).

"L'élimination de ces dirigeants d'Al-Qaïda en Syrie va réduire la capacité de l'organisation terroriste à planifier et à mener des attentats menaçant les citoyens américains, nos partenaires et les civils innocents", a-t-elle ajouté dans un communiqué.

La porte-parole américaine n'a pas précisé le nombre de morts.

Selon l'OSDH, une ONG basée en Grande-Bretagne, la frappe de drone a visé un rassemblement de terroristes dans le village de Jakara dans la région de



Salqin. La frappe a eu lieu dans la province d'Idleb qui abrite des groupes terroristes menés par Hayat Tahrir al-Cham (HTS), l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda.

Selon le directeur de l'OSDH,

Rami Abdel Rahman, cinq ressortissants étrangers figuraient parmi les terroristes tués jeudi mais leur nationalité n'est pas établie.

Parmi les six commandants tués dans la frappe jeudi, deux

appartenaient au HTS, a-t-il dit.

Ebaa, l'organe de propagande du HTS, a indiqué de son côté qu'une frappe avait visé "une tente appartenant à l'un des dignitaires" à Jakara, faisant plusieurs morts.

USA

Un dernier débat Trump/Biden plus calme, malgré l'échange d'accusations

Donald Trump et Joe Biden se sont affrontés jeudi soir à Nashville lors d'un ultime débat à la tonalité plutôt constructive et respectueuse qui ne devrait pas profondément changer la dynamique à douze jours de la présidentielle américaine.

Visiblement désireux d'offrir un visage plus discipliné, après un premier tête-à-tête cacophonique, le président américain, à la traîne dans les sondages, a accusé son rival vouloir "reconfiner" le pays en raison du Covid-19.

"Quelqu'un qui est responsable d'autant de morts ne devrait pas pouvoir rester président des Etats-Unis d'Amérique", a lancé le candidat démocrate, en prédisant "un hiver sombre" pour le pays le plus endeuillé au monde, avec plus de 222.000 décès dus au coronavirus. Le vieux routier de la politique a reproché au président républicain de ne "toujours pas avoir de plan" pour endiguer la pandémie.

"Il n'y a pas un seul scientifique sérieux au monde qui pense que ça va disparaître bientôt", a-t-il martelé, alors que le locataire de la Maison Blanche ne cesse d'assurer le

contraire. "Nous le combattons très fermement", a répondu le t empéteux milliardaire, arrivé sans masque sur la scène de Nashville, dans le Tennessee, trois semaines après avoir été diagnostiqué positif au coronavirus.

Les échanges, bien que vifs, étaient nettement plus audibles que la fois précédente, lorsque le démocrate de 77 ans avait traité le 45e président des Etats-Unis, 74 ans, de "menteur", de "raciste" puis de "clown".

"Il n'y a rien d'intelligent en vous", avait retorqué l'ex-homme d'affaires. A Donald Trump qui l'accusait de vouloir mettre en place la politique de "la gauche radicale", Joe Biden a rappelé qu'il l'avait emporté lors des primaires démocrates où d'autres candidats étaient plus ancrés à gauche que lui.

"Il est un peu perdu, il croit qu'il affronte quelqu'un d'autre. Il affronte Joe Biden!", a-t-il ironisé. Pour éviter la cacophonie, les organisateurs avaient décidé cette fois de couper le micro d'un candidat pendant les deux premières minutes de prise de parole de l'autre pour chacune des questions, sur

la pandémie, les questions raciales, le changement climatique ou encore la politique étrangère.

Donald Trump a, comme il l'avait annoncé, demandé à Joe Biden de "s'expliquer" sur des allégations de corruption au sujet des activités de son fils Hunter en Chine et en Ukraine, quand le candidat démocrate était vice-président de Barack Obama (2009-2017).

"Jamais de ma vie je n'ai pris un centime d'une source étrangère", a protesté le démocrate, qui a jusqu'ici esquivé les questions sur ce sujet en se montrant ultra-protecteur de sa famille.

"Ce n'est pas vrai, pas vrai", a-t-il dit à plusieurs reprises. Il a contre-attaqué en reprochant au président de n'avoir jamais accepté de publier ses déclarations d'impôts.

"Que cachez-vous?", a-t-il demandé. Contrairement aux précédentes présidentielles, il n'y aura cette année que deux débats, le président sortant ayant refusé un duel virtuel le 15 octobre -- un format proposé pour éviter les risques d'infection après son diagnostic positif au coronavirus.

NAGORNY KARABAKH

Pompeo appelle Arménie et Azerbaïdjan à mettre fin aux violences

Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a exhorté vendredi l'Arménie et l'Azerbaïdjan à "mettre fin aux violences et protéger les civils" dans la province du Nagorny Karabakh, théâtre depuis trois semaines d'un conflit sanglant.

M. Pompeo a rencontré séparément ses homologues azerbaïdjanais Djeïyouh Baïramov puis arméniens Zohrab Mnatsakanian au département d'Etat à Washington.

Il n'y a pas eu de rencontre à trois. Le chef de la diplomatie américaine a "mis l'accent sur la nécessité de mettre fin aux violences et de protéger les civils", a indiqué le ministère.

Il a répété le souhait de Washington que le conflit soit résolu "sans usage ou menace de la



force, (en respectant) l'intégrité territoriale et les droits à l'égalité et à l'auto-détermination de la population".

Djeïyouh Baïramov a assuré avoir demandé à M. Pompeo que l'Arménie mette fin à "l'occupation" du Nagorny Karabakh. "Nous nous sommes engagés

à trouver une solution diplomatique au conflit et sommes prêts à reprendre immédiatement des pourparlers sérieux", a-t-il dit dans un communiqué.

"L'Arménie doit cesser d'éviter d'importantes négociations et choisir la paix durable", a-t-il ajouté.

Zohrab Mnatsakanian a pour sa part accusé Bakou d'être à l'origine des violences et la Turquie d'être impliquée directement dans le conflit.

Les Etats-Unis, comme la Russie, ont multiplié les appels au cessez-le-feu dans le Nagorny Karabakh.

Washington fait partie, avec la France et la Russie, du Groupe de Minsk formé de longue date par l'Organisation sur la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) pour être le principal médiateur dans ce conflit.

La Russie est actuellement en première ligne pour tenter d'apporter une réponse diplomatique aux hostilités, qui ont fait près de 5.000 morts selon le président russe Vladimir Poutine.

USA - ISRAËL
Washington s'engage à maintenir la "supériorité militaire" d'Israël

Les Etats-Unis se sont engagés jeudi par écrit à maintenir "la supériorité militaire" d'Israël sur les autres pays de la région, alors que ce dernier s'inquiète d'une possible vente aux Emirats arabes unis d'avions de chasse américains F-35.

Le ministre américain de la Défense Mark Esper et son homologue israélien Benny Gantz ont signé un document conjoint à l'issue d'entretiens à Washington, selon des photos officielles publiées par le Pentagone.

Le ministère américain de la Défense est resté très discret sur le contenu de ce document, mais M. Gantz a indiqué dans un tweet que cette déclaration commune "confirme l'engagement stratégique des Etats-Unis envers la supériorité militaire qualitative de l'Etat hébreu pendant les années à venir".

Il n'a pas donné plus de détails mais selon des médias israéliens, l'engagement américain porte sur quatre ans, soit jusqu'à la fin d'un hypothétique deuxième mandat du président Donald Trump.

"Il était important pour moi de réaffirmer une fois de plus la relation spéciale entre nos deux pays", a indiqué M. Esper. "Nous sommes déterminés à maintenir la supériorité militaire qualitative d'Israël lors des ventes d'armement et réaffirmer notre engagement envers la sécurité d'Israël, qui dure depuis longtemps, qui est garantie et qui est inébranlable", a-t-il ajouté.

Historiquement, Israël s'oppose à la vente de F-35 aux autres pays du Moyen-Orient, y compris à la Jordanie et à l'Egypte (pays avec lesquels il a signé des accords de paix), car il veut y maintenir sa supériorité technologique.

Or M. Trump a assuré qu'il n'aurait "aucun problème" à vendre des chasseurs F-35 de dernière génération aux Emirats arabes unis, après la signature le mois dernier d'accords historiques de normalisation entre Israël d'une part, et les Emirats et Bahreïn de l'autre.

Craignant que même en cas de victoire du démocrate Joe Biden à la présidentielle, M. Trump ne scelle un accord avec les Emirats avant la fin de son mandat fin janvier, deux sénateurs démocrates ont déposé un projet de loi encadrant la vente des F-35 à l'étranger.

Le texte prévoit que le président des Etats-Unis, quel qu'il soit, ne pourra vendre ces chasseurs furtifs de haute technologie que s'il peut "certifier au Congrès que la technologie aéronautique des Etats-Unis et la sécurité d'Israël sont pleinement protégées".

JOURNÉE NATIONALE DE LA PRESSE Les lauréats du prix du Président de la République distingués

Les journalistes lauréats de la 6ème édition du prix du président de la République du journaliste professionnel, organisé sous le thème "le Numérique... une passerelle pour l'édification de l'Algérie nouvelle", ont été distingués jeudi à Alger.



La cérémonie de distinction s'est déroulée au Centre international des conférences (CIC), en présence du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, du président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche et de plusieurs membres du gouvernement et de hauts responsables, ainsi que nombre de journalistes.

Dans la catégorie de la presse écrite, trois lauréats ont été distingués à savoir, Leïla Zerguit du quotidien "El Djoumhouria" qui a obtenu la première place pour reportage "numérisation: pierre angulaire de l'Algérie de demain", suivie de Fahima Benakrouf du quotidien "Saout El Ahrar" et de Hadj Tahar Ali de "El

Hayat El Arabia". Pour ce qui est de la catégorie des médias radiophoniques, deux journalistes de la chaîne Radio 1 ont obtenu la première place, à savoir Abdenacer Kasseh Laouar pour "Le coronavirus impose la distanciation et favorise la communication numérique", et Ahmed Amine Harane pour "numérisation de l'administration- débureaucratisation".

La deuxième et la troisième place ont été octroyées à Rahima Ait Hamiche de la Radio Tizi Ouzou et Salah Eddine Benghedka de la Radio Sétif.

Pour les médias télévisés, le jury a décidé de ne pas décerner le premier et le troisième prix, alors que le deuxième a été accordé à la

journaliste de la télévision algérienne Amel Merir pour son programme "la culture à l'ère du coronavirus".

Concernant les médias électroniques, Houssam Eddine Fodil de "Echourouk online" s'est vu octroyer le premier prix pour son thème "numérisation du secteur de la santé... prémices de l'Algérie nouvelle", alors que le deuxième a été octroyé à Abdelkader Chems Eddine Houari de l'APS, le troisième est revenu à Ahmed Laaloui de "El Watan press". Le jury a accordé son prix spécial à la journaliste Nesrine Rabehi de la Radio du Saint Coran pour son thème "numérisation, passerelle vers l'Algérie nouvelle".

ROYAUME UNI Le Royal Opera House vend un tableau de Hockney pour survivre à la pandémie

Le tableau de peintre britannique David Hockney vendu par le Royal Opera House de Londres



pour survivre à la pandémie de nouveau coronavirus a été adjugé jeudi à 12,8 millions de livres (14,2 millions d'euros), lors d'une vente aux enchères chez Christie's. La peinture, qui représente Sir David Webster, ancien directeur de l'opéra entre 1945 et 1970, avait été estimée entre 11 et 18 millions de livres (12 à 20 millions d'euros).

Le Royal Opera House de Londres avait annoncé début octobre être contraint de vendre ce tableau datant de 1971 pour surmonter ses difficultés économiques rencontrées en raison de la pandémie de nouveau coronavirus.

"Alors que nous affrontons la plus grande crise de notre histoire, la vente du portrait de Sir David Webster fait par David Hockney constitue une part vitale de notre stratégie de rétablissement", avait déclaré dans un communiqué l'actuel directeur de l'institution, Alex Beard.

Obligées de fermer pendant le confinement, les institutions culturelles en général ont été durement touchées au portefeuille par la pandémie de Covid-19, qui a fait plus de 44.000 morts au Royaume e-Uni, pays le plus endeuillé d'Europe. Le Royal Opera House ne fait pas exception : ses revenus ont diminué de plus de moitié depuis le début de la crise sanitaire, même si le lieu a pu rouvrir ses portes en juin, avec des spectacles sans spectateurs et uniquement diffusés en ligne. Outre la vente du tableau, la célèbre institution londonienne compte sur une collecte de fonds, une réduction de ses coûts, des licenciements et l'aide du gouvernement pour se remettre sur pied. Début juillet, le gouvernement a promis au secteur une aide inédite de 1,57 milliard de livres (1,74 milliard d'euros), saluée comme vitale, mais pas suffisante.

CONSTANTINE Levée du gel sur la réhabilitation de 5 vieilles mosquées

Le gel a été levé sur les projets de réhabilitation de cinq (5) vieilles mosquées de la ville de Constantine, a annoncé mercredi à l'APS, le wali, Ahmed Abdelhafid Saci.

Il s'agit des mosquées Sidi Lakhdar, Rebaine Cherif, Sidi Afane, Sidi El Katani et la zaouïa Bachtarzi, a précisé le chef de l'exécutif local qui a mis l'accent sur l'importance de cette décision gouvernementale dans la revalorisation du patrimoine culturel et religieux de la ville du vieux rocher.

Des instructions ont été données pour l'élaboration de nouveaux cahiers des charges en vue de reprendre des travaux de réhabilitation de ces anciennes mosquées dans les meilleurs délais, a fait savoir le même responsable.

L'administration locale s'attèle actuellement à finaliser les procédures administratives nécessaires pour relancer les travaux de mise à niveau de ces infrastructures, mis à l'arrêt pour multiples raisons d'ordre technique et organisationnel surtout, a souligné le même responsable, précisant que des résiliations ont été notifiées aux entreprises qui étaient engagées dans le cadre des ces chantiers.

Le vide juridique dans le code des marchés publics concernant le cas des entreprises de restauration

mixtes (bureaux d'études étrangers et nationaux) et la présence de ces monuments dans un secteur sauvegardé soumis à des règles particulières ont engendré l'arrêt des travaux dans plusieurs vieilles mosquées concernées par des actions de réhabilitation, a-t-on précisé.

"Avant fin 2020 les entreprises devant se charger des travaux de réhabilitation des mosquées Sidi Lakhdar, Rebaine Chérif et la Zaouïa Bachtarzi seront désignées", a encore souligné le wali qui a fait part de la "complexité" de cette opération qui intervient dans des conditions "difficiles" car les travaux de réhabilitation ont déjà été lancés par d'autres entreprises.

Les entreprises devant prendre en charge la réhabilitation des 2 autres mosquées à savoir Sidi Afane et Sidi Katani seront désignées "ultérieurement", a ajouté le même responsable, estimant "qu'il n'était pas simple de trouver des spécialistes en mesure de réussir des réhabilitations dans des infrastructures pareilles au design spécifique du point de vue architectural, et consolidation des infrastructures et superstructures également".

Ces chantiers font partie d'un programme de réhabilitation de 11 mosquées et 8 zaouïas situées dans la vieille ville, décidé dans le

cadre de l'événement Constantine capitale 2015 de la culture arabe, a-t-on rappelé.

Le mois d'avril dernier, à l'occasion de la célébration de la Journée du Savoir (Yaoum El Ilm) le 16 avril de chaque année, le président de la République, M.

Abdelmadjid Tebboune, avait ordonné la restauration de toutes les "vieilles mosquées", à leur tête la Mosquée Sidi Lakhdar à Constantine où le Cheikh Abdelhamid Ben Badis donnait des cours de Tafsir (exégèse) et Hadith, a-t-on rappelé.

USA La représentation des minorités à la télé progressive mais reste limitée

La représentation des femmes et des minorités parmi les acteurs de séries télévisées aux Etats-Unis est presque au niveau de leur présence dans la société mais elle reste très insuffisante dans les postes à responsabilité au sein de l'industrie, révèle une étude publiée jeudi.

Le "rapport sur la diversité à Hollywood" réalisé par l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA) estime que 35% des rôles principaux dans les séries télé sont allés l'an dernier à des acteurs issus de minorités ethniques ou culturelles, qui représentent environ 40% de la population américaine.

Les femmes comptaient pour 45% des rôles principaux, avec une pointe à 49% pour la vidéo à la demande.

En revanche, les minorités ne représentaient que 8% des postes de dirigeants ou de cadres supérieurs dans l'industrie télévisuelle, et moins d'un tiers sont occupés par des femmes. "Il y a eu beaucoup de progrès pour les femmes et les gens de couleur devant la caméra", résume Darnell Hunt, sociologue à UCLA et co-auteur de ce rapport. "Malheureusement, il n'y a pas eu



la même progression derrière la caméra. Particulièrement dans les postes de cadres, il y a eu très peu de changements depuis que nous avons commencé à réunir des statistiques voici cinq ans", déplore-t-il. Plus d'un tiers des récompenses des derniers Emmy Awards, équivalents des Oscars pour la télévision américaine, sont allées à des acteurs noirs, un record. Mais le rapport de UCLA souligne que les autres minorités (latino-américaines, asiatiques, autochtones, etc.) sont encore sous-représentées à la télévision. Et les hommes blancs règnent tou-

jours en maître dans les postes à responsabilité. Pour Ana-Christina Ramon, co-auteur du rapport, ce manque de professionnels de couleur parmi les cadres supérieurs est "problématique" car certaines intrigues "peuvent manquer d'authenticité ou être écrites de manière caricaturale". Le rapport a analysé les séries télévisées diffusées entre 2017 et 2019 aux Etats-Unis et arrive aux mêmes conclusions qu'un rapport similaire réalisé en début d'année sur les productions cinématographiques.

USA-ESPACE Urgence à la Nasa : la sonde Osiris-Rex est en train de perdre ses échantillons

L'agence spatiale américaine (Nasa) a annoncé vendredi que sa sonde Osiris-Rex avait réussi à collecter une très grande quantité de particules de l'astéroïde Bennu plus tôt cette semaine, mais qu'il y en avait tellement que le compartiment de collecte n'arrive pas à se refermer.



"Une fraction substantielle de la masse récoltée est en train de s'échapper", a dit Dante Laurretta, chef de la mission, lors d'une conférence téléphonique avec la presse.

La sonde aurait récupéré de l'ordre de 400 grammes de fragments, soit bien plus que les 60 grammes minimum, et en tout cas plusieurs centaines de grammes, selon le scientifique.

Déjà 5 à 10 grammes ont été observés autour du bras de collecte, dans un nuage restant plus ou moins dans les environs, en raison de l'environnement de microgravité qui

fait que les fragments se comportent comme des fluides. "Ma grande inquiétude est que des particules s'échappent, nous sommes les victimes de notre succès", a dit Dante Laurretta. Par conséquent, l'opération de mesure de la masse, initialement prévue samedi, a été annulée, car cela risquerait d'éparpiller encore plus d'échantillons.

L'urgence est désormais de réduire au minimum les activités de l'appareil, et de préparer au plus vite le stockage des échantillons dans un container sur la sonde. Les fragments se trouvent en ce moment dans

un compartiment au bout du bras de collecte de la sonde.

C'est le mécanisme de fermeture de ce compartiment qui est bloqué par des particules relativement grosses. Osiris-Rex risque-t-elle de perdre tout son trésor? "Nous pensons que nous sommes en train de perdre une petite fraction des matériaux, mais c'est plus que ce que je voudrais, je suis assez inquiet depuis que j'ai vu les images", a répondu Dante Laurretta. "Le plus prudent est de faire le stockage le plus prudemment possible afin de minimiser toute perte future".

APS

OTAN L'Otan se dote d'un centre spatial pour protéger ses satellites



L'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) va créer un centre spatial en Allemagne chargé de protéger les satellites des pays de l'Alliance contre des "attaques ennemies", a annoncé jeudi son secrétaire général Jens Stoltenberg.

Les ministres de la Défense ont donné leur accord à ce projet lancé lors du sommet de l'Otan en décembre 2019 à Londres.

Ils sont réunis en visioconférence sur deux jours, notamment pour examiner les vulnérabilités des infrastructures et des équipements de l'Alliance.

Le centre sera installé sur la base du haut commandement des forces aériennes de l'Otan à Ramstein, dans le Land de Rhénanie-Palatinat (sud-ouest de l'Allemagne), a précisé M. Stol-

tenberg, cité par des médias. "L'espace est devenu un domaine opérationnel pour l'Otan, important pour notre sécurité", soulignait la déclaration adoptée lors du sommet de l'Alliance.

Les satellites des pays de l'Alliance sont très vulnérables et sont des cibles potentielles d'attaques, a souligné M. Stoltenberg.

Le centre spatial de Ramstein aura pour mission de "partager les informations obtenues sur les menaces contre les satellites" et de "coordonner les activités de ces satellites", a-t-il précisé.

Les satellites sont cruciaux pour les activités militaires de l'Otan, notamment pour ses exercices et ses missions, mais également pour la défense grâce à leur capacité de détecter les lancements de missiles, a-t-il dit.

PUBLICITÉ

WILAYA D'ALGER
C A DE DRARIA
COMMUNE DE DOUERA
NIF:095742189544410

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°09/2020

Le président de l'Assemblée Populaire Communale de DOUERA lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation du projet suivant :

Lot 01 : Réfection d'école cité 1092 logement ouled memdil groupe 01.
Lot 02 : Aménagements groupes sanitaires des écoles Primaires. Aissati 01 et 03 et Youcef Abdolkader et el Aichaoui
Lot 03 : Réhabilitation des logements de fonction
Lot 04 : Travaux d'étanchéité d'annexe d'état civil
09 : Réhabilitation de deux annexe ADMINISTRATIVE OUM ZDIRA - DKAKNA.

Lot 05 : Réfection et réhabilitation école Mohamed Ben AISSA
Lot 06 : Réfection et réhabilitation école o5 juillet el ADL
Lot 07 : Aménagement cour école sidi moussa Rachid
Lot 08 : Aménagements cour école mouline

par les Diplômés et les attestations d'affiliations CNAS ou CACOBATPH)
•• **Référence professionnelle :** Ayant réalisé au moins deux projet similaire (qui sera justifié par Attestation De bonne exécution délivrée par les maitres de l'ouvrage publics).
CONTENU DU DOSSIER DE SOUMISSION (voir détail dans le cahier des charges)
Les offres doivent être déposées auprès du Bureau des Marchés de l'APC de Douera.
La durée de préparation des offres est fixée à **dix (10) Jours** à compter de la première date de parution du présent avis d'appel d'offres dans la presse nationale, le BOMOP.
La date et l'heure limite de dépôt des offres est fixée le dernier jour du délai de préparation des offres à **12h00** et si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légale la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.
L'ouverture des plis se fera en séance publique en présence de l'ensemble des soumissionnaires qui aura lieu au siège de l'APC de Douera le même jour de dépôt des offres à **14h00**.
La durée de validité des offres correspond à la durée de préparation des offres augmentée de **03 Mois**.

Les entreprises qualifiées intéressées par le présent avis d'appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges sur la base de la vérification de la qualification catégorie 02 et plus activité principale en Travaux Bâtiment, il doit être retiré auprès du Bureau des marchés au niveau du siège de l'APC sise au rue mokadem boualeme commune de douera, par le candidat ou le soumissionnaire ou leurs représentants désignés à cet effet conformément aux dispositions de l'article 63 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et délégation du service public contre le paiement d'une somme :
De vingt mille dinars (20.000,00 DA) représentant les frais de reproduction.

Cet avis est adressé aux entreprises justifiantes les conditions d'éligibilité suivantes :

a-Capacité professionnelle : certificat de qualification et de classification professionnelles en cours de Validité de catégorie 02 et plus activité principale en BATIMENT.
b-Capacité financière : Ayant un chiffre d'affaire minimum moyen des Trois dernières années : 2017-2018-2019 de : 9.000.000,00 DA (qui sera justifié par les bilans financiers des trois dernières années 2017-2018 et 2019 + C20 visés par les services des impôts).
c-Capacité technique :
•• **Moyens humains :** Ayant un ingénieur ou architecte (qui sera justifié

DK NEWS

Anep : 2016017234 du 25/10/2020

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE BISKRA
DAÏRA DE BISKRA
COMMUNE DE BISKRA
DIRECTION DES FINANCES ET PATRIMOINES
SERVICE DES MARCHÉS

Avis D'attribution Provisoire Du Marché N° Fiscal : 096207019069519

Conformément les articles N° 65 et 82, du Décret présidentiel N° 15-247 du 2 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, Le président de l'apc de Biskra informe l'ensemble des soumissionnaires ayant soumissionné dans **L'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES**, N°16-2020 publier dans le journal **al yaoum le : 29-09-2020** relative aux : **L'approvisionnement en denrées alimentation pour les cantines scolaires pour l'année 2020**

Lot N° 01 : alimentations général
Lot N° 02 : légumes et fruits
Lot N° 03 : les viandes rouge et blanc et les oeufs
Lot N° 04 : le pain
Et suite au pv d'évaluation des offres dater le : **14/10/2020** l'attribution sera comme suit :

Désignation	N° de l'offre	Fournisseur	Montant (TTC) (DA)		Délai	Notation de l'offre technique	Observation
			Montant minimum	Montant maximum			
Lot N° 04 : le pain	Offre unique	CHERIET CHERIF	6.433.607,50	12.871.207,50	Une Année Renouvelable	60/30	Offre unique

Le soumissionnaire qui conteste l'attribution provisoire du marché peut introduire un recours, auprès de la commission des marchés compétente, Le recours est introduit dans les **dix (10) jours** à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché, dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public, la presse ou le portail des marchés publics, Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la date limite pour introduire un

recours est prorogée au jour ouvrable suivant.
Tous les candidats et les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offres technique et financière, à se rapprocher de ses services, au plus tard **trois (3) jours** à compter du premier tour de la publication de l'attribution provisoire du marché pour leur communiquer ces résultats par écrit.

DK NEWS

Anep : 2016017068 du 25/10/2020

Programme de la soirée

TF1 21:15

Star Wars Episode VIII : les derniers Jedi



Alors que les forces de la Résistance sont poursuivies par celles du Premier Ordre, elles se déplacent dans l'hyperespace, pensant la semer. Mais les vaisseaux du Premier Ordre, à bord desquels se trouvent Kylo Ren et le Leader Snoke, parviennent à les retrouver et leur infligent de sévères pertes. Pendant ce temps, Rey, mandatée par Leia, est parvenue sur la planète Ahch-To. Elle tente, en vain, de convaincre Luke Skywalker de rejoindre les rangs de la Résistance.

france 2 21:05

La deuxième étoile



Jean-Gabriel est désormais présentateur météo sur une chaîne régionale, tandis que sa femme Suzy connaît un grand succès grâce à une chaîne culinaire sur Youtube. Alors que Noël approche, Jean-Gabriel tente de convaincre ses enfants adolescents, très réticents, de célébrer les fêtes ensemble au ski. Ces vacances prennent une autre tournure quand Jean-Gabriel et Suzy décident que le père de cette dernière, désormais seul, les accompagne, et que la mère de Jean-Gabriel leur fait également la surprise de venir.

france 3 20:55

Les enquêtes de Murdoch



Julia, Thomas et William sont convoqués par les services secrets canadiens comme témoins au procès secret de Terrence Meyers, soupçonné d'avoir tué un autre agent et organisé un attentat contre le premier ministre. Les enquêteurs feront tout pour mettre cette affaire au clair.

CANAL+ 20:05

La Rochelle / Bordeaux-Bègles



Adrien Lapègue et les Stadistes ne partent pas avec la faveur des pronostics dans ce derby francilien face aux Ciel et Blanc finalistes de la Champions cup. Les joueurs de Gonzalo Quesada vont devoir hausser leur niveau de jeu pour espérer surprendre une solide formation du Racing 92 qui s'appuie sur des individualités fortes à l'image de Juan Imhoff, Finn Russell ou encore Virimi Vakatawa. Les Racingmen ont démontré en ce début de saison qu'ils figuraient sur la liste des prétendants au titre avec des victoires probantes acquises face à Montpellier et Lyon.

6 20:35

Capital



Au sommaire : "Parc Astérix, Nigloland : frissons garantis, recettes aussi !". La plupart des parcs d'attractions misent sur Halloween pour générer leur pic annuel de fréquentation. Tous rivalisent de moyens pour se démarquer et promettent le grand frisson. - "Bonbons d'Halloween : les confiseurs mettent le paquet !". Importée des États-Unis avec sa traditionnelle chasse aux bonbons, la fête d'Halloween est désormais la promesse de "ventes monstres" pour les confiseurs du marché français. - "Zombies, sorciers et fantômes : enquête sur les rois du déguisement". Le temps de la soirée d'Halloween, petits et grands sont de plus en plus nombreux à se déguiser. Pour les professionnels de la fête, la fin du mois d'octobre concentre près d'un quart du chiffre d'affaires annuel.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2577

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



«Les blessures des héros de la littérature sont rapidement guéries par le baume de la lecture.»

Luis Sepúlveda

Mots croisés n°2577

- Horizontalement :**
- 1 - Science du grand âge
 - 2 - Arrivées à point - Deux cent romain
 - 3 - Patrie de Daudet - Mit à l'air
 - 4 - Nommes - Ange oriental
 - 5 - Soleil de fellah - Général - Suite de siècles
 - 6 - Abrégé
 - 7 - Hydrates expectorants
 - 8 - Déesse marine - Mauvaises herbes
 - 9 - Inflammation - Père de Jason
 - 10 - Petit récipient - Maître de Démosthène

- Verticalement :**
- A - Ensemble d'individus
 - B - Faisaient la peau lisse
 - C - Jeu de cartes - Conforme
 - D - Danse - Tantale du chimiste
 - E - Possessif - Sautées
 - F - Pronom familier - Ville de Flandre
 - G - Niaise - Conduite
 - H - Fructoses
 - I - Prendre des risques - Silencieux
 - J - Réfuterions
 - K - Maladie colorante
 - L - Dépouille - Beau château

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										



FÉDÉRATION SUBAQUATIQUE (FASSAS) Les deux candidats pour le poste de président retenus

Les dossiers des deux candidats pour le poste de président de la Fédération algérienne de sauvetage, de secourisme et des activités subaquatiques (FASSAS), ont été acceptés et concourent lors de l'assemblée électorale, prévue samedi prochain à la salle de conférence de l'Office du Complexe Olympique Mohamed Boudiaf (Alger), a indiqué à l'APS, jeudi, le secrétaire général de l'instance Abderrahmane Ferhat.

Les 31 membres de l'AG de la FASSAS à voix délibératives (11 Ligues et 20 clubs sportifs amateurs) auront à choisir entre, Samir Karim Chaouche (président Ligue d'Alger) et Mohamed Benmedjbar (président Ligue Médéa) dont les dossiers de candidatures ont été acceptés par la commission de candidatures, mais aussi élire sept (7) membres pour le bureau exécutif de la fédération qui est composé de huit membres.

"Onze membres ont été retenus pour les sept postes au bureau exécutif, alors que la commission de recours doit statuer, jeudi après-midi, sur le cas d'un 12e candidat qui avait envoyé son dossier de candidature sur une ancienne boîte de réception de la fédération",



a expliqué le SG. La tenue de l'assemblée électorale de la Fédération algérienne de sauvetage, de secourisme et des activités subaquatiques (FASSAS), a été décidée suite au rejet du bilan financier du bureau sortant

sous la présidence de Mohamed Boukheddar, lors de l'AG ordinaire, organisée le 19 septembre dernier au CNPTES de Souidania (Alger). Outre les 31 membres à voix délibérative l'a constituant, l'AG de la Fédération

algérienne de sauvetage, de secourisme et des activités subaquatiques (FASSAS), est composée également du secrétaire général, d'un représentant du MJS et des 4 anciens présidents de la FASSAS à voix consultatives.

HANDISPORT (ATHLÉTISME) Le Comité paralympique international arrête le calendrier de la saison 2021

La World Para Athletics (WPA) ouvrira sa nouvelle saison d'athlétisme handisport en février prochain avec la programmation du Grand Prix de Fiza à Dubaï du 10 au 13 février, en présence des meilleurs athlètes du Monde dont des Algériens, a annoncé le Comité Paralympique International (IPC).

Le nouveau calendrier de la WPA comprend seulement huit Grands Prix programmés de février à avril, après l'annulation de plusieurs compétitions en raison de la pandémie du coronavirus (Covid-19) qui a aussi provoqué le report des Jeux paralympiques de Tokyo de 2020 à 2021 et des Cham-

pionnats du monde de para-athlétisme (2020) à Kobe, au Japon, décalés à l'année 2022.

Ces changements inattendus ont aussi provoqué le report d'une année, les championnats du monde juniors de para-athlétisme, programmés durant l'année 2021. Le nouveau calendrier des compétitions de la nouvelle saison 2020/2021 comprend les championnats d'Europe à Bydgoszcz, en Pologne du 1er au 5 juin au lieu de 2 au 7 juin de l'actuelle année, avant son report en raison de la situation sanitaire.

La série des Grands Prix de la WPA se rendra en Europe en avril, avec

l'organisation du Grand Prix d'Italie du 16 à 18 avril dans un lieu à confirmer.

Toujours en avril, la cinquième étape se déroulera dans la capitale chinoise Pékin du 23 au 25.

Le Grand Prix revient en Europe en mai, avec le rendez-vous de Paris (5-7), de Nottwil en Suisse (14-16 mai), sur l'une des pistes de course en fauteuil roulant les plus rapides du monde.

La 9e étape du Grand Prix de para-athlétisme éliera domicile à Mesa aux Etats-Unis (aux traditionnels Arizona Desert Challenge Games) dont les dates restent à confirmer.

BASKETBALL-NBA La NBA envisage un début de saison 2020/2021 en décembre et une fin avant les JO

La NBA envisage de débiter sa saison 2020/2021 fin décembre, avec 72 matches de saison régulière, et de l'achever à temps pour permettre aux joueurs de participer aux Jeux olympiques de Tokyo à l'été 2021, affirment vendredi plusieurs médias américains.

ESPN et The Athletic, citant des sources anonymes, assurent que la Ligue nord-américaine de basketball (NBA) a précisé ce projet lors d'une conférence avec

les propriétaires de franchises vendredi. Celui-ci doit encore être accepté par l'association des joueurs (NBPA). Selon The Athletic, la NBA envisage un début de saison le 22 décembre, trois jours avant le jour de Noël traditionnellement riche en rencontres de gala, et une saison régulière réduite à 72 matches, contre 82 habituellement. Ce début de saison en décembre assurerait des revenus plus importants qu'un

lancement en janvier, et permettrait aux joueurs de la NBA de participer avec leurs sélections aux Jeux de Tokyo, reportés à l'été 2021 en raison de la pandémie de Covid-19. Les Etats-Unis viseront au Japon un quatrième titre olympique consécutif. La disponibilité des joueurs de NBA pour les JO de Tokyo a déjà fait l'objet d'interrogations, notamment de la part d'USA Basketball, la fédération américaine. ESPN avait auparavant fait part de discussions sur un début de saison lors des vacances entourant le "Martin Luther King Day" (18 janvier 2021), à une date laissant plus grand espoir de voir le retour des spectateurs en tribunes.

La saison 2019/2020 de NBA s'est achevée dans une "bulle" à Disney World, à Orlando (Floride). Aucun joueur n'a été testé positif

durant les plus de deux mois passés sur place par 22 des 30 franchises. Cette fois-ci, des matches disputés dans les salles des franchises plutôt que dans une bulle seraient privilégiés, et la NBA réfléchit à faire s'affronter plusieurs fois de suite les mêmes équipes pour réduire les trajets. Outre la question du format de la saison 2020/2021, la NBA et la NBPA sont également en discussions sur les conséquences d'une potentielle crise financière et sur l'instauration d'un nouveau plafond salarial. Selon ESPN, le 30 octobre a été fixée comme date limite pour que ces discussions aboutissent, soit huit semaines avant Noël. Or Adam Silver, le commissaire de la NBA, a dit qu'il s'écoulerait au moins huit semaines entre un accord et le début de la prochaine saison.

JO-2020 Un centre aquatique de 15.000 places inauguré à Tokyo

Les autorités de Tokyo ont inauguré samedi un centre aquatique où se tiendront plusieurs épreuves des Jeux olympiques, initialement prévus à l'été 2020 mais reportés d'un an en raison de la pandémie de Covid-19.

"J'espère que les meilleurs athlètes du monde s'affronteront ici", a déclaré le gouverneur de Tokyo Yuriko Koike, présente à la cérémonie.

"Je suis déjà impatiente", a-t-elle confié à des journalistes. Le site dispose d'un bassin principal de 50 mètres, dont la longueur et la profondeur sont adaptables.

Doté d'une capacité d'accueil de 15.000 spectateurs, le Centre aquatique de Tokyo accueillera des épreuves de natation, de plongeon et de natation artistique, et a été terminé dès le mois de février. Une fastueuse cérémonie d'inauguration de l'ouvrage était prévue en mars, mais elle a dû être ajournée à cause de la pandémie.

Samedi, l'ouvrage à 542 millions de dollars (457 M EUR) a finalement été inauguré par la vedette de la natation Rikako Ikee.

Les Jeux olympiques reportés doivent s'ouvrir le 23 juillet 2021, mais la pandémie persistante fait planer un doute sur leur faisabilité même. L'évènement est censé réunir 11.000 sportifs du monde entier, auxquels il faudra au minimum ajouter les délégations, les bénévoles et les médias.

JUDO Les Championnats d'Afrique-2020, toutes catégories, délocalisés à Madagascar en décembre

Les Championnats d'Afrique de judo hommes et dames individuels, par équipes et Kata, (cadets, juniors et seniors), ont été officiellement transférés à Antananarivo (Madagascar), et auront lieu du 20 au 27 décembre 2020, a-t-on appris auprès du 1er vice-président de l'Union africaine de judo (UJAJ) et responsable des compétitions, l'Algérien Mohamed Meridja.

"La compétition programmée au Maroc et reportée à plusieurs fois, a été finalement attribuée à Madagascar, après avoir constaté l'impossibilité de tenir le rendez-vous au Maroc, en raison de la dégradation de la situation sanitaire liée à la pandémie du coronavirus (Covid-19) qui prévaut dans ce pays", a indiqué à l'APS, Meridja.

L'organisation de ces Championnats d'Afrique de judo seniors (messieurs et dames) qui seront qualificatifs aux Jeux olympiques de Tokyo-2021 en individuels, avaient été attribuée au Maroc pour le mois de juin, puis novembre, avant la désistement définitif des Marocains.

"Ce rendez-vous est cruciallement important aux athlètes du continent, puisqu'il leur permettra d'engranger beaucoup de points supplémentaires au classement de qualification olympique à Tokyo et améliorer leurs positions, en attendant d'autres participations aux tournois internationaux et ceux des Grands Slam", a expliqué le 1er vice-président de l'instance de judo continental.

Le programme des Championnats d'Afrique d'Antananarivo, prévus au Palais des Sports de Mahamasina, avec une participation attendue de 600 athlètes, devrait débiter le 20 décembre avec les épreuves des cadets (individuels, équipes et mixte), et se poursuivra avec les juniors (individuels et équipes). Les seniors entreront en lice, le 24 décembre pour trois jours de compétition: kata, individuel, par équipes et enfin mixtes. Par ailleurs, l'Union africaine de judo (UJAJ) a attribué l'organisation du championnat d'Afrique 2021 au Maroc et à la Tunisie celui de 2022, l'année du renouvellement des instances de l'UJAJ.

APS

FÉLICITATIONS

Les familles **Belbrik** et **Hadji** ont l'immense joie d'annoncer la réussite de leur fils

Belbrik Louai

au BAC session 2020, branche Sciences.
En cet heureux événement, sa famille lui souhaite plein de succès pour son nouveau parcours, en cursus universitaire.

Ton Grand père Abdelaziz

LIGUE 1 2020-2021 Le calendrier de la compétition

Le calendrier du championnat d'Algérie de Ligue 1 pour la saison 2020-2021, dévoilé jeudi par la Ligue de football professionnel à l'occasion de l'assemblée générale ordinaire tenue à Sidi Moussa (Alger).

1re journée: US Biskra - JSM Skikda, CS Constantine - WA Tlemcen, JS Kabylie - CA Bordj Bou Arréridj, NA Hussein-Dey - MC Oran, NC Magra - ASO Chlef, RC Relizane - Paradou AC, USM Alger - ES Sétif, USM Bel-Abbès - MC Alger, O. Médéa - JS Saoura, AS Aïn M'lila - CR Belouizdad

2e journée: MCA-OM, CABBA-USMBA, USB-NAHD, PAC-CSC, ASO-WAT, ESS-RCR, MCO-JSK, CRB-JSMS, JSS-USMA, ASAM-NCM

3e journée: JSMS-CABBA, CSC-ASO, PAC-MCA, JSK-CRB, NAHD-ASAM, WAT-USMA, NCM-USB, RCR-JSS, USMBA-ESS, OM-MCO

4e journée: MCA-CSC, CABBA-RCR, USB-PAC, ASO-JSK, ESS-NCM, MCO-WAT, CRB-NAHD, USMA-OM, JSS-USMBA, ASAM-JSMS

5e journée: JSMS-ASO, CSC-USMA, PAC-CABBA, JSK-ASAM, NAHD-ESS, WAT-USB, NCM-JSS, RCR-MCA, USMBA-MCO, OM-CRB

6e journée: USB-JSK, ASO-USMBA, ESS-PAC, MCO-RCR, CRB-CSC, WAT-JSMS, NCM-OM, USMA-NAHD, JSS-MCA, ASAM-CABBA

7e journée: MCA-MCO, CABBA-ESS, JSMS-JSS, CSC-ASAM, PAC-CRB, JSK-USMA, NAHD-ASO, RCR-USB, USMBA-NCM, OM-WAT

8e journée: JSMS-CSC, USB-USMBA, ASO-CABBA, ESS-MCA, CRB-MCO, WAT-JSK, NCM-PAC, USMA-RCR, JSS-NAHD, ASAM-OM

9e journée: MCA-ASAM, CABBA-USMA, CSC-ESS, PAC-JSMS, JSK-JSS, NAHD-NCM, MCO-ASO, RCR-CRB, USMBA-WAT, OM-USB

10e journée: JSMS-NAHD, USB-CABBA, ASO-PAC, ESS-OM, CRB-USMBA, WAT-MCA, NCM-JSK, USMA-MCO, JSS-CSC, ASAM-RCR

11e journée: MCA-USB, CABBA-NAHD, CSC-NCM, PAC-ASAM, JSK-JSMS, MCO-JSS, CRB-ESS, RCR-WAT, USMBA-USMA, OM-ASO

12e journée: JSMS-OM, USB-CSC, NAHD-JSK, ASO-CRB, ESS-MCO, WAT-PAC, NCM-RCR, USMA-MCA, JSS-CABBA, ASAM-USMBA

13e journée: MCA-ASO, CABBA-NCM, JSK-CSC, MCO-USB, CRB-WAT, RCR-JSMS, USMA-ASAM, JSS-ESS, USMBA-PAC, OM-NAHD

14e journée: JSMS-MCA, USB-USMA, CSC-MCO, PAC-OM, JSK-RCR, NAHD-USMBA, ASO-JSS, ESS-ASAM, WAT-CABBA, NCM-CRB

15e journée: MCA-JSK, CABBA-CRB, NAHD-RCR, ESS-ASO, MCO-PAC, USMA-NCM, JSS-USB, USMBA-JSMS, OM-CSC, ASAM-WAT

16e journée: CABBA-MCA, JSMS-MCO, USB-ESS, CSC-NAHD, PAC-USMA, JSK-OM, ASO-ASAM, CRB-JSS, WAT-NCM, RCR-USMBA

17e journée: MCA-CRB, CSC-RCR, NAHD-PAC, ESS-JSK, MCO-CABBA, NCM-JSMS, USMA-ASO, JSS-WAT, OM-USMBA, ASAM-USB

18e journée: MCA-NCM, CABBA-CSC, JSMS-ESS, PAC-JSS, ASO-USB, MCO-ASAM, CRB-USMA, WAT-NAHD, RCR-OM, USMBA-JSK

19e journée: USB-CRB, CSC-USMBA, JSK-PAC, NAHD-MCA, ESS-WAT, NCM-MCO, RCR-ASO, USMA-JSMS, OM-CABBA, ASAM-JSS.

CLASSEMENT FIFA L'Algérie gagne cinq places, désormais 30^e

L'Algérie a gagné cinq places au nouveau classement de la Fédération internationale de football (Fifa), se positionnant ainsi à la 30e position, selon l'édition du mois d'octobre publiée jeudi par l'instance sur son site officiel et qui reste dominée par la Belgique.



Cette progression des "Verts" a été possible après la reprise de la compétition, suspendue depuis le mois de mars, pour les équipes africaines, en raison de la pandémie de Covid-19. Les hommes de Djamel Belmadi avaient dominé en amical le Nigeria (1-0) le 9 octobre lors du premier test-match disputé en Autriche, avant de faire match nul face au Mexique (2-2), le 13 du même mois aux Pays-Bas.

Ces deux derniers adversaires des Algériens se trouvent

respectivement aux 32e (-3) et 11e (inchangé) rangs.

Le Zimbabwe, prochain adversaire de l'Algérie en qualifications de la CAN-2021 en novembre, est toujours scotché à la 111e position.

Les deux autres concurrents des "Verts" dans le groupe H, la Zambie et le Botswana, sont logés respectivement aux 89e (-1) et 149e (-1) places.

Le podium reste le même, même si l'écart se réduit entre la Belgique, première, et ses deux poursuivants, la France

et le Brésil, suite à la première défaite depuis novembre 2018 des "Diabes Rouges" face à l'Angleterre (4e) en Ligue des Nations.

Par contre, il y a du changement dans le Top-10 mondial : l'Espagne (6e, +1) et l'Argentine (8e, +1) échangent leur position avec l'Uruguay (7e, -1) et la Croatie (9e, -1) respectivement.

Un peu plus loin dans la hiérarchie, le Danemark (13e, +3), le Paraguay (35e, +5) et l'Ecosse (45e, +4) progressent,

tandis que la Hongrie (47e, +5) intègre le Top-50 aux dépens de la Bosnie-Herzégovine (51e, -1). Mais la meilleure opération est à mettre à l'actif de Malte (180e, +6) qui grimpe de six échelons à la faveur de ses victoires face à Gibraltar (195e, inchangé) et à la Lettonie (142e, -5), et de son match nul face à Andorre (145e, -8). A signaler également les percées de l'Equateur (60e, +4) et du Panama (77e, +4). Le prochain classement mondial de la Fifa sera publié le 26 novembre 2020.

Top-10 africain:

1. Sénégal (21e mondial)
2. Tunisie (26e)
3. Algérie (30e)
4. Nigeria (32e)
5. Maroc (39e)
6. Ghana (48e)
7. Egypte (52e)
8. Cameroun (53e)
9. Mali (56e)
10. Burkina Faso (58e)
11. RD Congo (59e)

LFP DE FOOTBALL PROFESSIONNEL Adoption à l'unanimité des bilans moral et financier de l'exercice 2019

Les membres de l'Assemblée générale de la Ligue de football professionnel (LFP), réunis en session ordinaire (AGO), ont adopté à l'unanimité les bilans moral et financier de l'exercice 2019, jeudi au Centre national technique de Sidi-Moussa (Alger).

Les bilans moral et financier ont été adoptés par les 23 membres sur les 38 qui compte cette AGO qui devait se tenir au début de cette année mais elle a été reporté en raison de la pandémie de COVID 19 qui a paralysé toutes activités sportives.

A l'ouverture de l'AGO, la Ligue a organisé une cérémonie au cours de laquelle elle a rendu un vibrant hommage à l'ancien président de la JS Kabylie, Mohand-Chérif Hannachi, actuellement hospitalisé.

Les membres ont également élu une commission électorale (recueil de candidature et recours), en prévision des

prochaines élections d'un nouveau bureau exécutif et d'un président dont la date sera communiqué ultérieurement. Ces élections concerneront seulement la nouvelle composante de Ligue 1 à savoir 20 clubs. "Depuis notre installation à la tête de cette Ligue, nous avons eu à faire à une série de contraintes externes et imprévisibles qui ont pesé sur la programmation des rencontres.

Il s'agit du mouvement de protestation "Hirak" ainsi que la pandémie du Coronavirus", a déclaré le président de la LFP dans son allocution.

Il a également évoqué la dernière convention signée avec la télévision nationale publique (EPTV) ainsi que les pourparlers avec cet organisme au sujet des créances des précédentes saisons, rappelant que la LFP a aidé la plupart des clubs en procédant à des avances sur leur quote-part des droits TV. Après l'adoption

des bilans, certains présidents ont relevé les disparités entre eux, alors que le représentant du CABBA a préconisé la mise en place d'un fonds de solidarité qui viendra en aide aux formations sans soutien de la part d'entreprise publiques.

D'autres ont proposé une autre formule plus souple du championnat car, ont-ils estimé, il sera difficile d'accomplir un parcours sans problèmes dans les conditions actuelles.

"C'est une décision prise par vous-même au cours d'une réunion à laquelle a participé le président de la FAF en personne", a précisé Medouar. Les membres de cette AG ont été invités par la suite à écouter un exposé du responsable de la Direction de contrôle de gestion et des finances des clubs professionnels, Réda Abdouche, sur l'activité de cette structure et les démarches à entreprendre pour élever le niveau d'organisation des clubs.

LIGUE 1 2020-2021 (1RE JOURNÉE) Le CRB en appel à Aïn M'lila, choc USMA-ESS à l'affiche

Le CR Belouizdad entamera la défense de son titre de champion d'Algérie en déplacement contre l'AS Aïn M'lila, selon le calendrier du championnat de Ligue 1 2020-2021 de football dont le coup d'envoi sera donné le 28 novembre prochain.

La première journée sera

dominée par le choc entre l'USM Alger et l'ES Sétif, tandis que le vice-champion du défunt exercice, le MC Alger, se déplacera à Sidi Bel-Abbès pour jouer contre l'USMBA.

Concernant les quatre promus, la JSM Skikda se rendra à Biskra pour défier l'USB, le WA Tlemcen se mesurera au

CS Constantine, le RC Relizane accueillera le Paradou AC et l'Olympique Médéa fera de même avec la JS Saoura.

Le championnat de Ligue 1 est composé cette saison exceptionnellement de 20 clubs suite à la décision de la Fédération algérienne de football de recourir à une consultation

écrite des membres de son assemblée générale pour décider du sort de la saison 2019-2020, arrêtée à la 22e journée en raison du coronavirus.

Ils ont décidé alors d'activer la 3e option votée à la majorité portant désignation des lauréats et des clubs qui accèdent, sans relégation.

USM ALGER Trois cas positifs au Covid-19 "totalement asymptomatiques"

Trois joueurs de l'USM Alger (ligue 1 de football), ont été testés positifs au Covid-19, mais "totalement asymptomatiques", a annoncé samedi, sur son site officiel, le club algérois.

"Suite au test PCR effectués sur l'ensemble de la délégation (42 personnes testées) présente au stade, nous avons eu les premiers résultats ce matin à 8h qui indiquent la présence de trois cas positifs

asymptomatiques au sein de l'équipe", indique le club algérois sur son site officiel.

Ces trois joueurs "totalement asymptomatiques" avaient été testés positifs au dernier jour du stage qui se déroule depuis deux semaines dans la wilaya de Mostaganem.

"Nous allons procéder à l'application du protocole sanitaire concernant les cas positifs", conclut le communiqué de

l'USMA. Les Rouge et Noir devront disputer au moins cinq matches amicaux avant d'entamer la nouvelle saison, avec au menu la Supercoupe d'Algérie, programmée le 21 novembre face au CR Belouizdad au stade du 5-Juillet, puis le début du championnat de Ligue 1 dont la première rencontre aura lieu face à l'ES Sétif au stade Omar-Hamadi.

USM ALGER

Anthar Yahia satisfait des conditions du stage à Mostaganem

Le directeur sportif de l'USM Alger (Ligue 1 de football), Anthar Yahia, s'est dit "très satisfait" des conditions de déroulement du stage de préparation de son équipe qui prendra fin samedi à Mostaganem.

"Nous avons atteint les objectifs escomptés avant le début de cette deuxième phase de préparation.

Je voulais être présent avec le staff technique ainsi que le groupe qui a répondu positivement aux consignes de l'entraîneur français.", a indiqué Anthar Yahia dans une déclaration au site de l'USMA.

L'USMA achèvera ce samedi son stage à Mostaganem qui a duré deux semaines, une phase consacrée au volet physique et à l'aspect technico-tactique.

"Cette phase de préparation constitue une étape importante pour l'équipe mais il reste encore la troisième et dernière phase de travail qui sera consacrée au volet tactique et aux matches amicaux dont le premier se déroulera juste après notre retour à Alger face à l'US Biskra.", a dit Anthar Yahia.

Le directeur sportif de l'USMA a remercié les responsables locaux à Mostaganem pour la qualité des infrastructures sportives, d'hébergement et de restauration qui offrent un cadre



idéal pour ce genre de stages. Les Rouge et Noir devront disputer au moins cinq matches amicaux avant d'entamer la nouvelle saison, avec au menu la Supercoupe d'Algérie, pro-

grammée le 21 novembre face au CR Belouizdad au stade du 5-Juillet, puis le début du championnat de Ligue 1 dont la première rencontre aura lieu face à l'ES Sétif au stade Omar-Hamadi.

AMICAL

Match nul entre le MC Alger et la sélection nationale U20 (3-3)

La sélection algérienne de football des moins de 20 ans (U20) et le MC Alger se sont neutralisés sur le score de 3 à 3, en match amical disputé vendredi à Alger.

Le MCA menait 2 à 0 à la mi-temps, avant que les "Verts" ne réagissent en deuxième période pour revenir à la marque et termi-

ner le match sur un score de parité.

L'équipe nationale des U20 a entamé jeudi au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), un stage de pré-sélection réservé aux joueurs évoluant à l'étranger. Une première partie du stage de préparation, réservée celle-ci aux joueurs lo-

caux, s'était conclue mardi dernier avec un match amical devant la 1re Région militaire (0-0).

Ces stages entrent dans le cadre de la préparation du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF) en Tunisie, qualificatif à la Coupe d'Afrique des nations-2021 (CAN-2021) de la

catégorie en Mauritanie, du 16 février au 4 mars prochains.

De son côté, le MC Alger prépare la reprise du championnat de Ligue 1, prévue le 28 novembre.

Lors de la première journée, les "Vert et Rouge" se rendront à Sidi Bel-Abbès pour y affronter l'USMBA.

ELECTIONS DE LA CAF

Ahmad Ahmad soutenu par 46 fédérations

Le président de la Confédération africaine de football (CAF), Ahmad Ahmad, a reçu le soutien de 46 des 54 associations de football du continent pour briguer un second mandat lors des prochaines élections prévues le 12 mars à Rabat (Maroc), rapporte BBC Afrique.

Selon la même source, le dernier développement a été confirmé dans une déclaration commune signée par les présidents des six zones d'Afrique.

"Aujourd'hui, nous, présidents des six conseils des associations africaines de football, soutenus par 46 présidents de nos 54 associations membres, appelons le président Ahmad à se présenter pour un second mandat afin de poursuivre sa réalisation.

S'il décide de la faire, nous le soutenons", indique le communiqué.

Elu le 16 mars 2017 à Addis-Abeba (Éthiopie), Ahmad Ahmad arrive bientôt au terme de son premier mandat.

Il avait, pour rappel, battu Issa Hayatou (34 voix contre 20), qui dirigeait l'organisation depuis 1988.

Le président en exercice de l'instance africaine n'a pas encore annoncé officiellement s'il briguerait un second mandat à la tête de la CAF.

Le Tunisien Tarek Bouchamaoui, membre du comité exécutif de la CAF, a confirmé sa candidature à la présidence dans une lettre adressée ce mois-ci à la Fédération tunisienne de football mais n'a pas encore soumis



de candidature officielle. L'instance dirigeante du football africain dévoilera les noms des candidats le 11 janvier 2021 sur son site officiel.

LIGUE 1 (AMICAL)

ES Sétif-NA Hussein-Day annulé

La rencontre amicale entre l'Entente Sportive de Sétif (ESS) et le NA Hussein Dey, prévue samedi à Annaba, a été officiellement annulée, a annoncé vendredi le club des hauts plateaux.

Dans une autre confron-

tation amicale, disputée mercredi, l'ESS s'était imposée devant la 5e Région Militaire sur le score de 3 à 2.

Deux autres matchs amicaux sont au programme de la formation sétifienne.

Le premier l'opposera à la Jeunesse Sportive de Skikda, le mercredi 27 octobre (15h00), dans son antre du 8-Mai 1945, avant de conclure cette série de joutes amicales le vendredi 30 octobre, à 15h00, face au

NC Magra, également au stade du 8-mai 1945.

Lors de la 1ère journée du Championnat d'Algérie de Ligue 1, prévue le 28 novembre, l'ESS sera en déplacement à Alger pour y affronter l'USM Alger.

ALGÉRIE - TOURNOI DE L'UNAF U20 Les "Verts" poursuivent leur préparation

L'équipe nationale des U20, qui prépare le tournoi de l'UNAF de la catégorie, qualificatif à la CAN-2021, a entamé jeudi un stage de pré-sélection au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa (Alger), a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site.

"Dans le cadre du stage (du 22 au 25 octobre 2020), quatorze joueurs algériens évoluant à l'étranger ont rejoint, hier (jeudi) depuis Paris, le CTN de Sidi Moussa.

Quatre (04) joueurs ont manqué à l'appel dont trois pour cause de coronavirus, à savoir les deux Marseillais de l'OM, Joakim Jean-Philippe Kada et Yanis Ahmed Hadjem ainsi que Redouane Tbahiriti du Stade de Reims, alors qu'Ayem Abdelkrim Boutoutaou s'est blessé.

Quant à Enzo Elias Lamrani, sociétaire de l'AS Nancy Lorraine, il a tenu à être présent - avec des béquilles - malgré une blessure qu'il a contractée la veille à l'entraînement", a écrit l'instance fédérale.

"Après s'être installés au niveau de leurs chambres, les joueurs ont été conviés à l'amphithéâtre Omar-Kezzal pour les présentations d'usage et le discours d'ouverture du stage avant de fouler le terrain pour une première séance d'entraînement à 18h00", a ajouté la même source.

La sélection des U20 affrontera vendredi en match amical le MC Alger à Ain Bénian (Alger), histoire de permettre au staff technique de voir de plus près les nouveaux joueurs qui endosseront le maillot national pour la première fois.

L'équipe nationale de la catégorie a bouclé mardi la première partie du stage de préparation réservée aux joueurs locaux, en faisant match nul (0-0) en amical devant la 1re Région militaire.

La deuxième partie du regroupement est exclusivement réservée aux joueurs évoluant à l'étranger.

Ces stages entrent dans le cadre de la préparation du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF) en Tunisie, qualificatif à la Coupe d'Afrique des nations-2021 (CAN-2021) de la catégorie en Mauritanie, du 16 février au 4 mars prochains.

LIGUE 2

Mecheri et Sefraoui pressentis à la barre technique de l'IRB Kerma

Mecheri Bachir et Nassim Sefraoui sont pressentis pour diriger la barre technique de l'IRB El Kerma, en remplacement de Bouazza Krachai devenu entraîneur l'OM Arzew, a appris l'APS auprès du nouveau promu de la ligue 2 de football.

Mecheri et Sefraoui ont été officiellement contactés pour prendre en mains l'IRB El Kerma, a-t-on fait savoir.

Les dirigeants du club devront se réunir vendredi pour trancher la question et désigner le nouvel entraîneur qui sera connu au plus tard samedi, a indiqué, à l'APS, le président du club, El Ouafi Kraraz, qui a été derrière l'accession en ligue 2 de l'équipe de cette commune située à la banlieue-sud d'Oran, pour la première fois de son histoire.

Avant la reprise des entraînements, un test du Covid-19 est prévu pour les joueurs de l'IRB El Kerma et leur encadrement technique et médical jeudi à Oran.

Un second test sur les joueurs est programmé avant le début du championnat conformément au protocole sanitaire élaboré avec la Fédération algérienne de football.

APS

LUKAKU TOTALEMENT FAN DE SON COACH

Romelu Lukaku est devenu un joueur pilier de l'Inter Milan depuis son arrivée en 2019. Et s'il en est là, c'est aussi grâce à son entraîneur Antonio Conte, à qui il a adressé un bel hommage. "Il m'a amélioré en tout. Si quelqu'un veut jouer pour Conte, il doit comprendre qu'il fera de nombreux sacrifices, en termes de technique et de physique. Avec lui sur le bord du terrain, vous vous sentez très fort... J'avais besoin de gagner quelque chose et je savais que lui et l'Inter m'aideraient. Mais seul le terrain doit parler, c'est là que les victoires sont obtenues", a déclaré Lukaku dans une interview accordée à La Gazzetta dello Sport.



JOVETIC FIXE SES AMBITIONS EUROPÉENNES

Stevan Jovetic aspire à se qualifier pour l'Europe sous le maillot de l'AS Monaco. Par ailleurs, il ne pense qu'au club princier et pas à un éventuel départ.

Huitième du championnat de France de Ligue 1 sous la direction de Niko Kovac, l'AS Monaco alterne le bon et le moins bon depuis l'entame de la saison. Arrivé au sein du club princier en août 2017, Stevan Jovetic parvient peu à peu à s'intégrer, alors qu'il a raté un total de 80 matchs pour motif de blessures. L'ancien élément de la Fiorentina, l'Inter Milan ou encore du FC Séville a évoqué certaines de ses ambitions sur le plan individuel comme collectif au micro de Téléfoot.

Sa priorité est de permettre à l'AS Monaco de disputer à nouveau une compétition européenne. "Sincèrement, je me sens très bien, j'ai joué presque tous les matchs avec Monaco. Je vais chercher à jouer plus et chercher à retrouver l'Europe avec Monaco, c'est notre objectif", a commenté le joueur.

D'un point de vue personnel, le joueur âgé de 30 ans veut se focaliser sur ses performances en Ligue 1, même si son contrat arrivera à son terme d'ici peu. "Quand je joue, je veux gagner. J'ai encore un an de contrat, je pense à Monaco. Dans la tête, je suis ici. Je pense à l'objectif qui est de retrouver l'Europe avec Monaco", a-t-il indiqué, alors qu'il avait été annoncé, notamment, dans le viseur de l'Olympique Lyonnais.

RONALDO PRÊT À VENIR AU PSG !

Pas totalement convaincu par le projet de la Juventus Turin, Cristiano Ronaldo est clairement ouvert à un départ. Et une fois encore, le quintuple Ballon d'or se verrait bien rejoindre le PSG.

L'été de Cristiano Ronaldo a été calme. Si Lionel Messi, désireux de quitter le Barça comme il en a expressément notifié ses dirigeants, a fait les gros titres de la rubrique transferts durant plusieurs semaines, le nom du quintuple Ballon d'or n'a pas agité le mercato estival. Le Portugais n'en a pas moins clairement songé à quitter la Juventus Turin.

Jorge Mendes, son agent, s'est ainsi tourné vers le PSG pour évoquer une possible arrivée de l'ancien Madrilène dans la capitale. Une approche restée vaine, les champions de France, touchés par la crise financière consécutive à la pandémie de coronavirus, ayant dû se montrer très raisonnable lors du marché des transferts. Ces contacts n'en témoignent pas moins de l'intérêt de CR7 pour le club parisien.

A en croire le Daily Mail, l'arrivée de Cristiano Ronaldo pourrait d'ailleurs n'être que partie remise. Car selon les « informations » du tabloïd anglais, la Juventus Turin serait prête à sacrifier son joueur vedette pour attirer Kylian Mbappé, convaincu que le recrutement du champion du monde tricolore est nécessaire pour pouvoir remporter la Ligue des champions. Et le Daily Mail d'évoquer une offre ahurissante – et pas seulement en raison du contexte – de 400 millions d'euros plus Cristiano Ronaldo en échange du meilleur buteur de Ligue 1. La Vieille Dame souhaiterait ainsi marquer les esprits et damer le pion au Real Madrid, incapable de rivaliser à une telle hauteur.



CHELSEA : KEPA PRÊTÉ CET HIVER ?
Kepa Arrizabalaga n'est plus le gardien titulaire des Blues. Acheté 80 millions d'euros à l'Athletic Bilbao en 2018, le gardien de but espagnol a eu du mal à s'imposer à Chelsea, multipliant les erreurs. Des mauvaises performances qui ont contraint les dirigeants londoniens à recruter Edouard Mendy, de Rennes, l'été dernier. Le portier de 26 ans pourrait bien être prêt en janvier prochain et selon les informations d'Estadío Deportivo, le Séville FC se montrerait intéressé pour l'accueillir.

Mendy veut devenir un modèle

Parfait contre le FC Séville (0-0) mardi en Ligue des Champions, le gardien Edouard Mendy (28 ans, 2 matchs toutes compétitions cette saison) prend ses marques dans le rôle de titulaire à Chelsea. Une fierté pour le portier sénégalais qui, seul représentant africain de Premier League à son poste, veut montrer la voie. "Il y a beaucoup de joueurs africains en Angleterre, c'est le meilleur championnat du monde, mais il n'y a eu que quelques gardiens africains.

Est-ce que je ressens une pression particulière ? Pas vraiment, c'est une source de fierté. C'est à moi de montrer en tant que gardien de but africain que je peux vraiment performer à ce niveau et peut-être changer les mentalités des gens là-dessus", a soutenu l'ancien Rennais auprès du journal The Independent. En effet, aucun gardien africain n'avait gardé la cage d'un cadreur anglais avant l'arrivée de Mendy chez les Blues.



FABINHO PROLONGÉ ?

Remplaçant désigné de Virgil van Dijk, blessé pour au moins pour huit mois, le Brésilien pourrait se voir offrir une prolongation. Lié à Liverpool jusqu'en 2023, le milieu de terrain défensif brésilien pourrait voir son contrat prolongé de quelques saisons par son club, selon les informations d'ESPN. Les dirigeants des Reds, satisfaits de ces prestations depuis son arrivée au club en 2018, en provenance de Monaco, ne veulent pas le voir partir de sitôt, d'autant plus que Fabinho va redescendre en défense centrale lors des prochains mois, un poste qui n'est pas le sien. La prolongation, si elle est effective, peut donc être vue comme une récompense ou un encouragement. Cette saison, Fabinho a disputé 5 matchs de Premier League, pour une passe décisive.

JOURNÉE NATIONALE DE LA PRESSE

Le Président Tebboune salue le professionnalisme des journalistes

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a salué, jeudi, le professionnalisme des journalistes dans l'accompagnement du processus de préparation du référendum sur la révision constitutionnelle, précisant que "nos médias sont en mesure de s'ériger en donneurs de leçons en matière de professionnalisme pour le compte de médias de certains pays" qui font de la liberté de la presse un "slogan vain".

"Je tiens à saluer, hautement, le professionnalisme des journalistes quant à l'accompagnement du processus de préparation du référendum sur la révision constitutionnelle, notamment à travers le recours aux médias électroniques et aux réseaux sociaux pour couvrir les différentes étapes de cet événement national important et décisif dans le processus d'édification de l'Algérie nouvelle", a indiqué le Président Tebboune dans un message à l'occasion de la Journée nationale de la Presse qui coïncide avec le 22 octobre de chaque année. Après avoir rendu hommage à la famille de la presse pour son professionnalisme dans la couverture de cette échéance, le Président de la République a réaffirmé l'engagement de l'Etat à "garantir la liberté de la presse et d'expression dans le cadre des lois en vigueur et des garde-fous éthiques auxquels doit se conformer, instinctivement, le journaliste dans l'accomplissement de sa mission médiatique noble". "Nous avons perçu, avec grande satisfaction, la qualité et la crédibilité du service offert par les médias algériens, à travers l'utilisation des sites électroniques et des réseaux sociaux pour la diffusion de l'information en temps réel, la célérité dans la diffusion et le partage ainsi qu'une interaction immédiate avec le thème du référendum", a ajouté le Président de la République. Il a, dans ce contexte, affirmé que "nos médias sont en mesure de s'ériger en donneurs de leçons en matière de profes-



sionnalisme pour le compte de médias de certains pays qui prétendent le leadership en termes de liberté de la presse, mais qui, en réalité, n'en font qu'un slogan vain qui n'a de fin que des règlements de comptes conspirés par des lobbies hostiles à l'Algérie, qui demeurera toujours invincible". Pour le Président Tebboune, "ces pratiques viles entachent d'opprobre les chaînes de télévision qui font fi de l'éthique professionnelle et des droits de l'homme, droits de la femme et de l'enfant compris, pour cracher leur venin sur notre pays, sous forme de fake-news notamment à l'occasion de grands rendez-vous de l'histoire de l'Algérie nouvelle, à l'image de l'échéance du référendum sur le projet de révision constitutionnelle". Renouvelant son invitation aux Algériennes et

aux Algériens à l'intérieur du pays et à l'étranger, à participer en toute démocratie à ce référendum, le Président de la République a affirmé que "le projet de révision de la Constitution garantit le droit à la création de sites et de journaux électroniques, en consécration de la liberté de la presse avec tout ce qu'elle comporte comme liberté d'expression, de créativité et de droit d'accès aux sources d'information et de protection de l'indépendance du journaliste et du secret professionnel". "Parmi les principales garanties contenues dans ce projet, il y a lieu de citer la non soumission du délit de presse aux sanctions privatives de liberté et la non suspension d'une activité journalistique, quels que soient les moyens de sa diffusion ou publication sans décision de

justice", a-t-il précisé, soulignant que ses nombreuses entretiens avec les journalistes de la presse nationale publique et privée et même étrangers ont été l'occasion de "réaffirmer la position claire de l'Etat en vue d'assurer l'appui et les garanties professionnelles nécessaires pour promouvoir davantage la performance de toute la presse algérienne, sans exclusive". "Un tel appui est à même de consolider les droits garantis aux journalistes lors de l'accomplissement de leur mission d'information sous la bannière de la loi, dans le strict respect des valeurs morales et de l'éthique professionnelle ainsi que des droits et libertés, loin des discours de division, de discrimination ou de haine", a encore indiqué le Président de la République, ajoutant que "des mercenaires et des traîtres transforment des sites électroniques en terreau fertile pour la diffusion de tels discours et de toutes les campagnes acharnées visant à semer la discorde et à saper le moral des citoyens". "Dieu merci, de vaillants hommes s'y sont opposés féroce-ment au sein de ces mêmes sites et ont contré tous les plans diaboliques ourdis contre notre pays", a-t-il affirmé. La célébration de la Journée nationale de la Presse (22 octobre), coïncide avec l'annonce des noms des lauréats du Prix du Président de la République du journaliste professionnel, organisé cette année sous le thème "le Numérique... une passerelle pour l'édification de l'Algérie nouvelle".

Djerad : «le projet d'amendement de la Constitution confère aux journalistes une plus grande liberté d'expression»

Le Premier ministre Abdelaziz Djerad a affirmé, jeudi soir à Alger, que le projet d'amendement de la Constitution qui sera soumis à référendum populaire, le 1er novembre prochain, accorde aux journalistes "une plus grande liberté d'expression". S'exprimant dans une déclaration à la presse, en marge de la cérémonie de distinction des lauréats du prix

du président de la République du journaliste professionnel, M. Djerad a indiqué que le projet d'amendement de la Constitution, accorde "une plus grande liberté d'expression".

Le Premier ministre a, en outre, fait part de son souhait de voir le projet d'amendement de la Constitution, permettre d'aboutir à "une presse libre qui permettra aux

journalistes professionnels de développer leurs points de vue et leurs analyses dans le respect de la déontologie de la profession", ainsi qu'à l'émergence d'une presse "contre-pouvoir".

Dans ce contexte, le Premier ministre a adressé ses vœux à tous les journalistes et professionnels du secteur, à l'occasion de la Journée nationale de la presse.

Belhimer : «le projet d'amendement de la Constitution prévoit des garanties en faveur de la scène médiatique»

Le ministre de la Communication, Porte-parole du Gouvernement, Ammar Belhimer a affirmé, jeudi à Alger, que le projet d'amendement de la Constitution soumis à référendum populaire le 1er novembre prochain prévoyait "des garanties à même de renforcer la scène médiatique en Algérie".

Le projet d'amendement de la loi fondamentale du pays prévoit "des garanties qui renforceront la scène médiatique", a précisé M. Belhimer dans une intervention lors de la cérémonie de distinction des lauréats du Prix du Président de la République du Journaliste professionnel, organisée au Centre international des conférences (CIC), en présence du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, du président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche

et nombre de membres du gouvernement et de hauts responsables. Ce projet "confèrera un système des droits et libertés une nouvelle dimension dans le cadre de notre identité et constantes nationales", et ce, a-t-il souligné, "en offrant des garanties susceptibles de renforcer la performance des journalistes".

Le ministre de la Communication voit en ce projet d'amendement constitutionnel l'intérêt qu'accorde l'Etat à la presse", traduit par l'article 54 qui "consacre le principe de liberté de la presse en détaillant les composantes de cette liberté, stipule le droit à la création de chaînes télévisées, de sites et journaux électroniques, interdit le discours de discrimination et de haine". Un article en vertu duquel "aucune activité de journaliste ne saura être arrêtée

sans décision judiciaire".

A cette occasion, le ministre a souligné l'importance accordée par le Président de la République à la corporation de la presse, mettant en avant les grands axes contenus dans son message adressé aux journalistes à l'occasion de leur journée nationale, à savoir, entre autres, "les apports des journalistes à travers toutes les étapes qu'a traversé le pays, l'incitation au numérique et au solutions technologiques, l'élaboration d'un cadre juridique pour se mettre au diapason du développement technologique, faire preuve de patriotisme pour faire face à la cybercriminalité et l'impératif de moraliser la profession et le soutien des différentes compétences".

A souligner qu'au début de la cérémonie, plusieurs journa-

listes qui avaient laissé une empreinte dans la scène médiatique algérienne ont été distingués, à leur tête le défunt moujdjahid et ex ministre Lamine Bechichi qui s'est éteint le 20 juillet dernier. Les anciens directeurs des quotidiens "La Tribune" et "L'Horizon", respectivement Kheireddine Ameyar et Lyes Hamdani ont été distingués ainsi que le défunt journaliste Madjid Hadji. Il s'agit également de l'ancien militant de la lutte de libération nationale et l'ex directeur de publication du quotidien "El Moudjahid", Morsli Aziz, de l'ex directeur de la télévision algérienne Abdou Benziane, du journaliste et auteur Abdelaziz Boubakir, ainsi que de l'ex DG de l'APS, début des années 90, Talmat Ammar Ali.

SUR AVIS DU STAFF MÉDICAL "Un confinement volontaire" de 5 jours pour le Président Tebboune

Le staff médical de la Présidence de la République a recommandé au Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "d'observer un confinement volontaire" de 5 jours, après avoir constaté que plusieurs cadres supérieurs de la Présidence de la République et du Gouvernement présentent des symptômes de contamination au nouveau coronavirus (COVID-19). "Après avoir constaté que plusieurs cadres supérieurs de la Présidence de la République et du Gouvernement présentent des symptômes de contamination au nouveau coronavirus (COVID-19), le staff médical de la Présidence a recommandé au Président de la République d'observer un confinement volontaire pour une période de 5 jours à compter du 24 octobre 2020", indique samedi un communiqué de la Présidence de la République.

EDUCATION NATIONALE Le calendrier des compositions fixé en deux phases

Le ministère de l'Education nationale a décidé jeudi d'unifier les périodes de déroulement des compositions trimestrielles de l'année scolaire 2020/2021, en deux phases pour les trois paliers d'enseignement, et ce afin de consacrer le principe d'équité et d'égalité des chances entre les élèves, selon le calendrier des compositions dévoilé par le ministère. Cette décision a été prise en raison du caractère exceptionnel de l'année scolaire en cours, indique la même source, relevant que la période des compositions du premier trimestre, pour les trois cycles d'enseignement (primaire, moyen et secondaire) a été arrêtée du 28 février au 4 mars 2021. Cependant, le calendrier des compositions du deuxième trimestre a été arrêté pour les niveaux non concernés par les examens de fin d'année, à savoir 1, 2, 3, et 4 année primaire (AP), 1, 2 et 3 année moyenne (AM) à partir du 13 juin 2021. La période des compositions pour les classes de 1 et 2 année secondaire (AS) a été fixée du 13 au 17 juin 2021. Quant aux classes concernées par les examens officiels de fin d'année, le calendrier relève la date du 1er juin pour les compositions de 5 AP, du 7 au 9 juin pour les compositions de 4 AM et du 6 au 10 juin pour les compositions de 3 AS.

PENSEE



Triste fût pour nous cette soirée du 25 octobre 2019...
Cela fait un an que nous a quittés notre cher Père
Kamel Laamari.
Rien ne pourra remplacer ta présence. Ta force, ton amour et ton humour nous manquent tellement.
En cette triste commémoration, veuillez avoir une pieuse pensée à sa mémoire.
« Papa à jamais dans nos cœurs »
« Ina lillah wa ina ilaihi radjoun »